

-3.07.5

Documents concernant la conférence au sommet de Paris, 09 et 10.12.1974.

10.12.1974 - 31.01.1975

CONSEIL
DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
EUROPÉENNE

CONSEIL
DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

CM 2/1974

0068

ARCHIVES HISTORIQUES

Secrétariat Général du Conseil
de l'Union Européenne

ARCHIVES

Conformément aux instructions
de M. le Secrétaire Général, il est
strictement interdit d'enlever
toute pièce des dossiers des
Archives.

Travaux sur le communiqué

Le fonds régional européen doit venir en aide aux régions de la communauté particulièrement touchées par le sous-développement économique et le chômage, et il bénéficiera essentiellement à l'Irlande et à l'Italie. La politique régionale, décidée en principe lors du "sommet" européen qui s'était tenu à Paris en 1972, n'avait en fait jamais vu le jour. Le démarrage prévu, même s'il constitue une étape importante, reste modeste par rapport au chiffre de 2,4 milliards d'unités de compte proposé en 1973 par la commission de Bruxelles, et qui avait servi de base de discussion avant et après le conseil de Copenhague de décembre.

En ce qui concerne la grande affaire de l'achèvement britannique, le porte-parole français a assuré que M. Harold Wilson, d'après ses déclarations en séance, ne demandait la renégociation ni du traité de Rome, ni du traité d'adhésion. Le premier ministre anglais, a ajouté le porte-parole de l'Élysée, se préoccupe, pour ce qui concerne la situation financière, d'ajustements "évitant des situations de déséquilibre".

Mais si la forme de la requête britannique change, le désaccord sur le fond persiste, et aucun rapprochement des points de vue français et britannique, entre autres, ne s'est manifesté.

Le premier ministre britannique a particulièrement mis l'accent sur la question de la contribution budgétaire, en demandant notamment que cette contribution soit proportionnelle au produit national brut de chaque pays. Le président Giscard d'Estaing, dit-on de source anglaise, s'y serait opposé.

Document

ILLISIBLE

C'est une vieille querelle qui ne semble avoir débouché sur rien à la séance de la matinée, et il est possible que la discussion soit reprise sur ce point dans l'après-midi. A un moment de la discussion, le premier ministre britannique, selon des sources britanniques, aurait même déclaré : "si ces vues françaises doivent être celles de la communauté, je n'ai aucun espoir de voir des négociations se terminer par le succès".

Les allemands ne sont pas d'accord et continuent de jouer aux modérateurs. ils semblent d'avis, - et ils ajoutent que cette impression a prévalu chez tous - que l'Angleterre restera dans la communauté.

Les allemands, dans un climat qui s'est tout de même refroidi par rapport à l'euphorie de la veille, donnent même dans le lyrisme et la métaphore. ils ont l'impression "que le navire européen a repris sa route. ils sont d'accord sur la navigation commune. ils ne veulent pas se précipiter sur le gouvernail, mais ils voudraient bien avoir le droit d'y toucher".

L'écueil de l'énergie, pour utiliser une image voisine, reste pourtant redoutable, on a parlé un instant d'un compromis avancé par les belges. les huit partenaires de la France accepteraient formellement son idée de réunion tripartite sur le pétrole, mais demanderaient que des consultations entre pays consommateurs aient lieu préalablement et rapidement.

Le débat sur ce point doit animer les dernières heures de la réunion de Paris.

1055 hrs .

2894 eupart lu

21711 conseil b.

0182

en vue d'assurer la coherence des activites communautaires et la continuite du travail, les ministres des affaires etrangeres, en conseil de la communaute, sont charges d'un role d'impulsion et de coordination. ils peuvent se reunir a la meme occasion au titre de la cooperation politique.

ces dispositions n'affectent, en aucune maniere, les regles et procedures arretees par les traites ni celles prevues par les rapports de luxembourg et de copenhagen en ce qui concerne la cooperation politique. la commission exerce les competences et joue le role qui lui est devolu par ces textes dans les diverses reunions mentionnees aux paragraphes ci-dessus.

4. Les chefs de gouvernement reaffirment, dans la perspective de l'unification europeenne, leur volonte d'arreter progressivement des positions communes et de mettre ne oeuvre une diplomatie concertee dans tous les domaines de la politique internationale qui affectent les interets de la communaute europeenne. la presidence exerce la fonction de porte-parole des neuf et se fait leur interprete sur le plan diplomatique. elle veille a ce que la concertation necessaire ait toujours lieu en temps utile.

compte tenu du role croissant de la cooperation politique dans la construction europeenne, il importe d'associer plus etroitement l'assemblee a ses travaux, entre autres par voie de reponse aux questions adressees a la presidence par les parlementaires sur les activites de la cooperation politique.

5. Les chefs de gouvernement jugent necessaire de renforcer la solidarite des neuf tant par l'amelioration des procedures communautaires que par le developpement de nouvelles politiques communes, dans des secteurs a determiner, et par l'octroi aux institutions des pouvoirs d'action qui seraient requis a cet effet.

6. pour ameliorer le fonctionnement du conseil de la communaute, ils estiment qu'il convient de renoncer a la pratique qui consiste a subordonner au consentement unanime des etats membres la decision sur toute question, quelle que puisse etre leur position respective a l'egard des conclusions arretees a luxembourg le 28 janvier 1966.

7. une plus grande latitude sera donnee aux representants permanents de maniere a n'evoquer devant le conseil que les problemes politiques les plus importants. a cet effet, les dispositions que chaque etat membre estimera necessaires seront prises pour renforcer le role des representants permanents et les associer a la preparation des positions nationales sur les affaires europeennes.

8. par ailleurs, ils conviennent de l'interet de faire usage des dispositions du traite de rome en vertu desquelles les competences d'execution et de gestion qui decoulent des reglements communautaires peuvent etre conferees a la commission.

9. la cooperation entre les neuf dans des domaines depassant le champ d'application des traites sera poursuivie dans les secteurs ou elle a ete engagee. elle cefrait etre etendue a de nouveaux domaines par la reunion de representants des gouvernements, reunis au sein du conseil chaque fois que cela est possible.

10. un groupe de travail sera constitue pour etudier la possibilite d'etablir une union des passeports, et par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme.

ce projet devrait etre soumis aux gouvernements des etats membres si possible avant le 31 decembre 1976. dans ce projet, seront notamment prevus une harmonisation par etapes de la legislation sur les etrangers ainsi que l'abolition du controle des passeports a l'interieur de la communaute.

11. un autre groupe de travail sera charge d'etudier les conditions et les delais dans lesquels on pourrait attribuer aux citoyens des neuf etats membres des droits speciaux comme membres de la communaute

12. Les chefs de gouvernement ont constate que l'objectif fixe par le traite, de l'election au suffrage universel de l'assemblee, devrait etre realise le plus tot possible. sur ce point, ils attendent avec interet les propositions de l'assemblee, sur lesquelles ils souhaitent que le conseil statue en 1976. dans cette hypothese, l'election au suffrage universel direct devrait intervenir a partir de 1978.

L'assemblee se composant de representants des peuples des etats-unis dans la communaute, il est necessaire que chaque peuple soit represente d'une maniere appropriee.

L'assemblee est associee au developpement de la construction europeenne. Les chefs de gouvernement ne manqueront pas de prendre en consideration les vues qu'ils lui ont demande, en octobre 1972, d'exprimer a ce sujet.

Les competences de l'assemblee seront elargies notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus legislatif des communautes

declaration de la delegation britannique

Le premier ministre britannique a declare que son gouvernement ne desirait pas empecher les gouvernements des huit autres etats membres de progresser dans la voie de l'election de l'assemblee au suffrage universel. quant a lui, le gouvernement britannique ne peut pas prendre position sur la proposition en cause avant que le processus de renegociation n'ait ete acheve et que les resultats de cette renegociation n'aient ete soumis a l'approbation du peuple britannique.

declaration de la delegation danoise

La delegation danoise ne peut pas a ce stade s'engager a introduire l'election au suffrage universel en 1978.

13. Les chefs de gouvernement constatent que le processus de transformation de l'ensemble des relations entre les états membres conformément aux décisions prises en octobre 1972 à Paris, a déjà commencé et sont déterminés à faire de nouveaux progrès dans cette voie.

dans cette optique, ils estiment qu'il est opportun que les neuf se mettent d'accord au plus tôt sur une conception d'ensemble de l'union européenne. à cet égard et conformément aux demandes de la conférence présidentielle de Paris d'octobre 1972, ils confirment l'importance qu'ils attachent aux rapports des institutions de la Communauté. ils demandent à l'Assemblée, à la Commission et à la Cour de Justice d'avancer le dépôt de leurs rapports avant la fin du premier semestre 1975. ils sont convenus de charger M. Tindemans, premier ministre du Royaume de Belgique, de faire aux chefs de gouvernement, avant la fin de 1975, un rapport de synthèse sur la base des rapports des institutions, et des consultations qu'il mènera avec les gouvernements et les milieux représentatifs de l'opinion publique au sein de la Communauté.

union économique et monétaire

14. Les chefs de gouvernement ayant constaté que les vicissitudes internes et internationales n'ont pas permis d'accomplir l'ensemble des progrès escomptés sur la voie de l'union économique et monétaire, affirment qu'à cet égard leur volonté n'a pas fléchi et que leur objectif demeure celui qu'il s'étaient fixé lors de la conférence de Paris.

convergence des politiques économiques

15. Les chefs de gouvernement ont délibéré de la situation économique dans le monde et dans la Communauté.

16. ils ont constaté que l'augmentation du prix de l'énergie aggrave les tendances inflationnistes et les déficits de balances de paiements et accentue la menace d'une récession générale. Les mutations ainsi introduites dans les termes de l'échange imposent aux états membres une reorientation de leurs structures de production

17. Les chefs de gouvernement confirment que l'objectif de la politique économique reste la lutte contre l'inflation et la défense de l'emploi. La coopération des partenaires sociaux constituera un élément essentiel pour le succès d'une telle politique. ils soulignent que dans les circonstances présentes, une haute priorité doit être accordée à une relance dans la stabilité, c'est-à-dire à une action qui vise à la fois la prévention d'une récession économique générale et la restauration de la stabilité. il importe que cette action exclue tout recours au protectionnisme qui, par ses effets en chaîne, pourrait compromettre la relance économique.

Les états membres que se trouvent dans la situation d'excédent de balance des paiements doivent mener une politique économique de stimulation de la demande interne et de maintien de l'emploi à un haut niveau sans toutefois créer de nouvelles conditions inflationnistes. Une telle attitude permettrait plus facilement aux pays qui connaissent des déficits importants de balance des paiements de poursuivre une politique qui permette, sans recourir à des mesures protectionnistes, d'assurer un niveau d'emploi satisfaisant, une stabilisation des coûts et l'amélioration de leurs comptes extérieurs.

18. dans la perspective de l'effort à accomplir par les pays excédentaires, les chefs de gouvernement se félicitent des mesures de politique économique déjà adoptées par le gouvernement néerlandais, comme allant dans la direction souhaitée. Ils ont, en outre, pris connaissance avec satisfaction du programme conjoncturel envisagé par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, notamment en ce qui concerne la relance de l'investissement privé et public et de l'intention du gouvernement belge de s'engager également dans cette voie.

Ils ont également noté avec satisfaction les efforts entrepris par les pays déficitaires pour maintenir leur compétitivité afin de parvenir à un meilleur équilibre de la balance des paiements et d'améliorer le niveau de l'emploi.

19. tout en tenant compte de la situation spécifique de chacun des états membres de la Communauté - qui rendrait inadaptée une politique uniforme - les chefs de gouvernement ont insisté sur l'urgent nécessité qu'il y avait à convenir en commun des politiques à entreprendre. Ces politiques convergentes ne prendront leur sens que si elles répondent à un objectif de solidarité communautaire et si elles s'appuient sur des mécanismes permanents et efficaces de consultation. Les ministres de l'économie et des finances sont chargés, dans le cadre des procédures communautaires, de mettre en œuvre ces orientations.

20. il est clair que l'ensemble de ces politiques n'aura toute sa portée que dans la mesure où les principaux pays industrialisés du monde sauront faire échec aux tendances naissantes à la recession.

à cet égard, ils ont pris note avec satisfaction du compte-rendu que le chancelier de la république fédérale d'Allemagne a présenté à l'issue de ses entretiens avec le président des États-Unis.

ils souhaitent que le président de la République française, lors de sa prochaine rencontre avec le président Ford, souligne, au nom de la Communauté, l'importance d'une convergence des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés selon les orientations indiquées ci-dessus.

ils souhaitent également que la Communauté et ses pays membres agissent de même lors des consultations internationales à venir ainsi que dans les organismes internationaux compétents.

21. La Communauté continuera à contribuer au développement harmonieux du commerce mondial, notamment vis-à-vis des pays en développement, et à cet effet prendra part dans un esprit constructif aux négociations commerciales du GATT, dont elle espère qu'elles seront bientôt poursuivies activement.

politique régionale

22. Les chefs de gouvernement décident que le Fonds européen de développement régional, destiné à corriger les déséquilibres régionaux principaux dans la Communauté résultant notamment d'une prédominance agricole, des mutations industrielles et d'un sous-emploi structurel sera mis en œuvre par les institutions de la Communauté à compter du 1^{er} janvier 1975.

23. Le Fonds sera doté de 300.000.000 UC en 1975, de 500.000.000 UC pour chacune des années 1976 et 1977, soit 1.300.000.000 UC.

24. Ce montant total de 1.300.000.000 UC sera financé, à concurrence de 150.000.000 UC, par des crédits actuellement non utilisés du FEOGA (section orientation).

Les ressources du Fonds seront réparties selon le schéma prévu par la Commission :

Belgique : 1,5-0/0
Danemark : 1,3-0/0
France : 15-0/0
Irlande : 6-0/0
Italie : 40-0/0
Luxembourg : 0,1-0/0
Pays-Bas : 1,7-0/0
République fédérale d'Allemagne : 6,4-0/0
Royaume-Uni : 28-0/0

L'Irlande toutefois se verra, en outre, attribuer 6.000.000 UC, qui viendront en déduction de la quote-part des autres États membres exception faite de l'Italie.

problemes de l'emploi

25. L'effort requis pour faire face a l'inflation, aux risques de recession et au chomage, tel qu'il a ete decrit ci-dessus, doit respecter les imperatifs d'une politique sociale de progres et d'equite, faute de quoi il ne pourrait beneficier de l'adhesion et de la participation des partenaires sociaux, tant au plan national qu'au plan communautaire.

a cet egard, les chefs de gouvernement soulignent que le comite economique et social peut jouer un role important en vue d'associer les partenaires sociaux a la definition des objectifs economiques et sociaux de la communaute.

il importe, en premier lieu, d'entreprendre une action vigoureuse et coordonnee au niveau communautaire dans le domaine de l'emploi. cette action implique que les etats membres procedent, en liaison avec les organisations interessees, a la concertation appropriee de leurs politiques de l'emploi et arretent les objectifs prioritaires a atteindre.

26. Le conseil de la communaute examinera, le moment venu, a la lumiere de l'experience, en tenant compte des problemes des regions et des categories de travailleurs les plus touches par les difficultes d'emploi, si et dans quelle mesure il s'avere necessaire d'augmenter les moyens du fonds social.

27. convaincus que, dans cette periode de difficultes economiques, un accent particulier doit etre mis sur les mesures sociales, les chefs de gouvernement confirment l'importance qu'ils accordent a la realisation des mesures inscrites dans le programme d'action sociale que le conseil a approuve par sa resolution du 21 janvier 1974.

28. Les chefs de gouvernement se fixent pour objectif l'harmonisation dans le progres de la protection sociale assuree par chaque etat membre sans que cela implique l'identite des systemes sociaux en vigueur.

energie

29. Les chefs de gouvernement ont discute le probleme de l'energie et, dans ce contexte, les problemes financiers essentiels qui se posent de ce fait a la communaute et, au-dela de celle-ci, au monde.

30. ils ont en outre note que les ministres de l'energie des pays de la communaute se rencontreront le 17 decembre.

31. Les chefs de gouvernement, conscients de l'importance fondamentale du probleme de l'energie pour l'economie mondiale, ont discute des possibilites de cooperation entre pays exportateurs et pays importateurs de petrole, et ont entendu un expose du chancelier federal a ce sujet.

32. Les chefs de gouvernement attachent une tres grande importance a la prochaine rencontre du president des etats-unis et du president de la republique francaise.

33. Les chefs de gouvernement, se referant a la resolution du conseil du 17 septembre 1974, ont invite les institutions communautaires a elaborer et mettre en oeuvre dans les delais les plus brefs une politique energetique commune.

- 13 -

maintien de l'appartenance de la grande bretagne a la communaute

34. Le premier ministre du royaume uni a indique "la base sur laquelle le gouvernement de sa majeste abordait les negociations concernant le maintien de l'appartenance de la grande bretagne a la communaute" et a expose les problemes specifiques auxquels le gouvernement britannique attachait la plus haute importance.

35. Les chefs de gouvernement rappellent la declaration faite, lors des negociations d'adhesion, par la communaute, selon laquelle, "si des situations inacceptables devaient apparaitre, la vie meme de la communaute exigerait que les institutions y trouvent des solutions equitables".

36. ils confirment que le systeme des ressources propres constitue un des elements fondamentaux de l'integration economique de la communaute.

37. ils invitent les institutions de la communaute (le conseil et la commission) a elaborer le plus tot possible un mecanisme correcteur, ayant une application generale, qui, dans le cadre du systeme et du fonctionnement des ressources propres, en s'inspirant de criteres objectifs, prenant en consideration en particulier les suggestions faites a cet egard par le gouvernement britannique, puisse eviter, pendant le processus de convergence des economies des etats membres, l'apparition eventuelle de situations inacceptables pour un etat membre et incompatibles avec le bon fonctionnement de la communaute.

1310 hrs

21711 consil b#
3494 euparl Lu
0779

TELEX SORTI

2175 +? 2094+
18.32
2094 euparl Lu
21711 conseil b

telex a l'attention de :
- monsieur de thomasie
directeur general
secretariat general du conseil
c/o assemblee
luxembourg

bruxelles, 10 decembre 1974
telex nr. 10.12/03

Le porte-parole du ministere des affaires etrangeres francais, M. Raoul Delays, a revele, a l'issue de la seance de mardi matin, que l'un des principaux sujets traites par le sommet europeen a ete "le probleme anglais", sur lequel aucun accord n'a pu etre realise.

Il a particulierement mis l'accent sur la question de la contribution budgetaire, en demandant notamment que cette contribution soit proportionnelle au produit national brut de chaque pays.

De source anglaise, on affirmait d'autre part que le presidentiscard d'estaging s'etait oppose a cette notion.

D'une facon generale, a souligne le porte-parole francais, les membres de la communaute se sont divises en deux camps, les uns considerant qu'il n'y avait pas actuellement de probleme reel en ce qui concerne la contribution budgetaire et qu'il n'y avait donc pas lieu d'en discuter au stade actuel, les autres considerant qu'il valait mieux prévoir des aujourd'hui le cas ou le systeme actuel aboutirait a creer a l'un des membres une situation insupportable.

Les chefs de gouvernement de la communaute europeenne, qui avaient mange leur pain blanc le premier jour de leur reunion au sommet, se sont attaqués a plus difficile mardi matin en abordant le probleme du fonds regional, et surtout les conditions d'adhesion de la grande bretagne a la communaute. ils ont reserve le plus ardu pour l'apres-midi, c'est-a-dire le probleme de l'energie. Mais les premiers resultats de ce dernier "sommet" europeen contredisent si bien les pronostics pessimistes que la encore des resultats heureux sont possibles.

Rapidement, la politique regionale est sortie de l'orniere avec un accord attribuant 1,5 milliard (bien 1,5 milliard et non 1,15 comme annonce precedemment) d'unités de compte au fonds regional a mettre en place experimentalement pour trois ans a partir de 1975.

TELEX SORTI

21711 conseil b
telex a l'attention de :
- m. de thomasis
c/o parlement europeen
luxembourg.

bruxelles, le 11 decembre 1974
telex nr. 11/12/01

sommet europeen

le communique final : principaux points

Le communique final de la conference europeenne au sommet com-
porte dans sa version en francais 37 points en 14 pages.
apres une premiere partie (10 points) consacree au renforcement
des institutions il comporte les parties suivantes :

union economique et monetaire, convergence des politiques econo-
miques, politique regionale, probleme de l'emploi, energie, maintien
de l'appartenance de la grande-bretagne a la communaute.
- institutions-

'' Les chefs de gouvernement ont decide de se reunir accompagnes
des ministres des affaires etrangeres trois fois par an et chaque
fois que necessaire en conseil de la communaute et au titre de la
cooperation politique''.

'' il estiment qu'il convient de renoncer a la pratique qui
consiste a subordonner au consentement unanime des etats-membres
la decision sur toute question''.

'' un groupe de travail sera constitue pour etudier la possib-
ilite d'etablir une union des passeports et l'introduction d'un
passeport uniforme''.

'' L'election au suffrage universel de l'assemblee devrait etre
realisee le plus tot possible... L'election au suffrage universel
direct devrait intervenir a partir de 1978''.
ce point comporte une declaration separee de la delegation
britannique et une autre de la delegation danoise qui declarent
ne pas pouvoir prendre position en la matiere.

'' ils sont convenus de charger m. tindemans premier ministre
beige, de faire avant la fin de 1975 un rapport de synthese sur
une conception d'ensemble de l'union europeenne''.

union économique:

Les neuf affirment que leur volonté de parvenir à l'union économique et monétaire " n'a pas flechi". L'objectif de la politique économique reste la lutte contre l'inflation et la défense de l'emploi. La coopération des partenaires sociaux " constituera un élément essentiel pour le succès d'une telle politique". Une haute priorité " doit être accordée à une relance dans la stabilité".

cette action doit exclure tout recours au protectionnisme. Les états membres qui ont un excédent de balance des paiements doivent stimuler la demande interne. Le communiqué se réfère aux efforts faits en ce sens par les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale et la Belgique.

Les neuf souhaitent que le président Giscard d'Estaing, lors de sa prochaine rencontre avec le président des États-Unis souligne " au nom de la Communauté l'importance d'une convergence de politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés selon les orientations".

politique régionale :

Le Fonds européen de développement régional sera mis en œuvre à compter du 1er janvier 1975. Il sera doté de 1.300 millions d'unités de compte pour trois ans (une u.c. vaut 1,20 dollar).

emploi :

La lutte contre l'inflation et la récession " doit respecter les impératifs d'une politique sociale de progrès et d'équité" faute de quoi elle " ne pourrait bénéficier de l'adhésion et de la participation des partenaires sociaux".

Le conseil de la Communauté examinera s'il est nécessaire d'augmenter les moyens du Fonds social européen.

energie :

Le communique ne comporte que 18 lignes sur ce sujet : il rappelle que les ministres de l'énergie se rencontreront le 17 décembre et que les chefs de gouvernement ont discuté des possibilités de coopération entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole.

'' Les chefs de gouvernement attachent une très grande importance à la prochaine rencontre du président des États-Unis et du président de la République française''. Ils ont invité les institutions communautaires à mettre en œuvre '' dans les plus brefs délais'' une politique commune.

- maintien de l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté -

'' après avoir entendu l'exposé du premier ministre du Royaume-Uni sur ce problème les chefs de gouvernement des '' neuf'' confirment que le système des ressources proposées constitue un des éléments fondamentaux de l'intégration économique et la Communauté. Ils invitent les institutions de la Communauté (le conseil de la Commission) à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur ayant une application générale qui, dans le cadre du système et du fonctionnement des ressources proposées, en s'inspirant de critères objectifs, prenant en considération en particulier des suggestions faites à cet égard par le gouvernement britannique puisse éviter, pendant le processus de convergence des économies des États-membres, l'apparition éventuelle de situations inacceptables pour un État membre et incompatibles avec le bon fonctionnement de la Communauté''.

fin principaux points communique final.

1145 hrs.

21711 conseil b
3494 euparl lu
0176

MINISTÈRE
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

REUNION DES CHEFS DE GOUVERNEMENT
DE LA COMMUNAUTE
PARIS 9 ET 10 DECEMBRE 1974

- Communiqué final.
- Déclaration de M. Valéry GISCARD D'ESTAING
Président de la République,
à la Presse.

COMMUNIQUE

1. Les Chefs de Gouvernement des neuf Etats de la Communauté et les Ministres des Affaires Etrangères, ainsi que le Président de la Commission, réunis à Paris à l'invitation du Président de la République Française, ont procédé à un examen des divers problèmes qui se posent à l'Europe. Il a été pris acte, à cette occasion, des rapports préparés par les Ministres des Affaires Etrangères. L'accord intervenu entre ces derniers sur divers points évoqués dans ces rapports a été enregistré.

2. Reconnaissant la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur, les Chefs de Gouvernement estiment qu'il y a lieu d'assurer le développement et la cohésion d'ensemble des activités des Communautés et des travaux de la coopération politique.

3. Les Chefs de Gouvernement ont, en conséquence, décidé de se réunir, accompagnés des Ministres des Affaires Etrangères, trois fois par an et chaque fois que nécessaire, en Conseil de la Communauté et au titre de la coopération politique.

Compte tenu des pratiques et procédures en vigueur, le secrétariat administratif sera assuré de manière appropriée.

En vue d'assurer la cohérence des activités communautaires et la continuité du travail, les Ministres des Affaires Etrangères, en Conseil de la Communauté, sont chargés d'un rôle d'impulsion et de coordination. Ils peuvent se réunir à la même occasion au titre de la coopération politique.

.../.

Ces dispositions n'affectent, en aucune manière, les règles et procédures arrêtées par les Traités ni celles prévues par les Rapports de Luxembourg et de Copenhague en ce qui concerne la coopération politique. La Commission exerce les compétences et joue le rôle qui lui est dévolu par ces textes dans les diverses réunions mentionnées aux paragraphes ci-dessus.

4. Les Chefs de Gouvernement réaffirment, dans la perspective de l'unification européenne, leur volonté d'arrêter progressivement des positions communes et de mettre en oeuvre une diplomatie concertée dans tous les domaines de la politique internationale qui affectent les intérêts de la Communauté Européenne. Le Présidence exerce la fonction de porte-parole des Neuf et se fait leur interprète sur le plan diplomatique. Elle veille à ce que la concertation nécessaire ait toujours lieu en temps utile.

Compte tenu du rôle croissant de la coopération politique dans la construction européenne, il importe d'associer plus étroitement l'Assemblée à ses travaux, entre autres par voie de réponses aux questions adressées à la Présidence par les parlementaires sur les activités de la coopération politique.

5. Les Chefs de Gouvernement jugent nécessaire de renforcer la solidarité des Neuf tant par l'amélioration des procédures communautaires que par le développement de nouvelles politiques communes, dans des secteurs à déterminer, et par l'octroi aux institutions des pouvoirs d'action qui seraient requis à cet effet.
6. Pour améliorer le fonctionnement du Conseil de la Communauté, ils estiment qu'il convient de renoncer à la pratique qui consiste à subordonner au consentement unanime des Etats membres la décision sur toute question, quelle que puisse être leur position respective à l'égard des conclusions arrêtées à Luxembourg le 28 janvier 1966.

.../.

7. Une plus grande latitude sera donnée aux Représentants permanents de manière à n'évoquer devant le Conseil que les problèmes politiques les plus importants. A cet effet, les dispositions que chaque Etat membre estimera nécessaires seront prises pour renforcer le rôle des Représentants permanents et les associer à la préparation des positions nationales sur les affaires européennes.

8. Par ailleurs, ils conviennent de l'intérêt de faire usage des dispositions du Traité de Rome en vertu desquelles les compétences d'exécution et de gestion qui découlent des règlements communautaires peuvent être conférées à la Commission.

9. La coopération entre les Neuf dans des domaines dépassant le champ d'application des Traités sera poursuivie dans les secteurs où elle a été engagée. Elle devrait être étendue à de nouveaux domaines par la réunion de représentants des Gouvernements, réunis au sein du Conseil chaque fois que cela est possible.

10. Un groupe de travail sera constitué pour étudier la possibilité d'établir une Union des Passeports, et par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme.

Ce projet devrait être soumis aux Gouvernements des Etats membres si possible avant le 31 décembre 1976. Dans ce projet, seront notamment prévus une harmonisation par étapes de la législation sur les étrangers ainsi que l'abolition du contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté.

11. Un autre groupe de travail sera chargé d'étudier les conditions et les délais dans lesquels on pourrait attribuer aux citoyens des Neuf Etats membres des droits spéciaux comme membres de la Communauté.

12. Les Chefs de Gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le Traité, de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée, devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée, sur lesquelles ils souhaitent que le Conseil statue en 1976. Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978.

L'Assemblée se composant de représentants des peuples des Etats unis dans la Communauté, il est nécessaire que chaque peuple soit représenté d'une manière appropriée.

L'Assemblée est associée au développement de la construction européenne. Les Chefs de Gouvernement ne manqueront pas de prendre en considération les vues qu'ils lui ont demandé, en octobre 1972, d'exprimer à ce sujet.

Les compétences de l'Assemblée seront élargies notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des Communautés.

Déclaration de la délégation britannique

Le Premier Ministre britannique a déclaré que son Gouvernement ne désirait pas empêcher les Gouvernements des huit autres Etats membres de progresser dans la voie de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel. Quant à lui, le Gouvernement britannique ne peut pas prendre position sur la proposition en cause avant que le processus de renégociation n'ait été achevé et que les résultats de cette renégociation n'aient été soumis à l'approbation du peuple britannique.

Déclaration de la délégation danoise

La délégation danoise ne peut pas à ce stade s'engager à introduire l'élection au suffrage universel en 1978.

.../.

13. Les Chefs de Gouvernement constatent que le processus de transformation de l'ensemble des relations entre les Etats membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 à Paris, a déjà commencé et sont déterminés à faire de nouveaux progrès dans cette voie.

Dans cette optique, ils estiment qu'il est opportun que les Neuf se mettent d'accord au plus tôt sur une conception d'ensemble de l'Union Européenne. A cet égard et conformément aux demandes de la Conférence présidentielle de Paris d'octobre 1972, ils confirment l'importance qu'ils attachent aux Rapports des Institutions de la Communauté. Ils demandent à l'Assemblée, à la Commission et à la Cour de Justice d'avancer le dépôt de leurs rapports avant la fin du premier semestre 1975. Ils sont convenus de charger M. TINDEMANS, Premier Ministre du Royaume de Belgique, de faire aux Chefs de Gouvernement, avant la fin de 1975, un rapport de synthèse sur la base des rapports des Institutions, et des consultations qu'il mènera avec les Gouvernements et les milieux représentatifs de l'opinion publique au sein de la Communauté.

Union Economique et Monétaire

14. Les Chefs de Gouvernement ayant constaté que les vicissitudes internes et internationales n'ont pas permis d'accomplir l'ensemble des progrès escomptés sur la voie de l'Union Economique et Monétaire, affirment qu'à cet égard leur volonté n'a pas fléchi et que leur objectif demeure celui qu'ils s'étaient fixé lors de la Conférence de Paris.

Convergence des Politiques Economiques

15. Les Chefs de Gouvernement ont délibéré de la situation économique dans le monde et dans la Communauté.

.../.

16. Ils ont constaté que l'augmentation du prix de l'énergie aggrave les tendances inflationnistes et les déficits de balances de paiements et accentue la menace d'une récession générale. Les mutations ainsi introduites dans les termes de l'échange imposent aux Etats membres une réorientation de leurs structures de production.

17. Les Chefs de Gouvernement confirment que l'objectif de la politique économique reste la lutte contre l'inflation et la défense de l'emploi. La coopération des partenaires sociaux constituera un élément essentiel pour le succès d'une telle politique. Ils soulignent que dans les circonstances présentes, une haute priorité doit être accordée à une relance dans la stabilité, c'est-à-dire à une action qui vise à la fois la prévention d'une récession économique générale et la restauration de la stabilité. Il importe que cette action exclue tout recours au protectionnisme qui, par ses effets en chaîne, pourrait compromettre la relance économique.

Les Etats membres qui se trouvent dans la situation d'excédent de balance des paiements doivent mener une politique économique de stimulation de la demande interne et de maintien de l'emploi à un haut niveau sans toutefois créer de nouvelles conditions inflationnistes. Une telle attitude permettrait plus facilement aux pays qui connaissent des déficits importants de balance des paiements de poursuivre une politique qui permette, sans recourir à des mesures protectionnistes, d'assurer un niveau d'emploi satisfaisant, une stabilisation des coûts et l'amélioration de leurs comptes extérieurs.

18. Dans la perspective de l'effort à accomplir par les pays excédentaires, les Chefs de Gouvernement se félicitent des mesures de politique économique déjà adoptées par le Gouvernement néerlandais, comme allant dans la direction souhaitée. Ils ont, en outre, pris connaissance avec satisfaction du programme conjoncturel envisagé par le Gouvernement de la

.../.

République Fédérale d'Allemagne, notamment en ce qui concerne la relance de l'investissement privé et public et de l'intention du Gouvernement belge de s'engager également dans cette voie.

Ils ont également noté avec satisfaction les efforts entrepris par les pays déficitaires pour maintenir leur compétitivité afin de parvenir à un meilleur équilibre de la balance des paiements et d'améliorer le niveau de l'emploi.

19. Tout en tenant compte de la situation spécifique de chacun des Etats membres de la Communauté - qui rendrait inadaptée une politique uniforme - les Chefs de Gouvernement ont insisté sur l'urgente nécessité qu'il y avait à convenir en commun des politiques à entreprendre. Ces politiques convergentes ne prendront leur sens que si elles répondent à un objectif de solidarité communautaire et si elles s'appuient sur des mécanismes permanents et efficaces de consultation. Les Ministres de l'Economie et des Finances sont chargés, dans le cadre des procédures communautaires, de mettre en oeuvre ces orientations.

20. Il est clair que l'ensemble de ces politiques n'aura toute sa portée que dans la mesure où les principaux pays industrialisés du monde sauront faire échec aux tendances naissantes à la récession.

.../.

A cet égard, ils ont pris note du compte rendu que le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne a présenté à l'issue de ses entretiens avec le Président des Etats-Unis.

Ils souhaitent que le Président de la République Française, lors de sa prochaine rencontre avec le Président FORD, souligne, au nom de la Communauté, l'importance d'une convergence des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés selon les orientations indiquées ci-dessus.

Ils souhaitent également que la Communauté et ses pays membres agissent de même lors des consultations internationales à venir ainsi que dans les organismes internationaux compétents.

21. La Communauté continuera à contribuer au développement harmonieux du commerce mondial, notamment vis à vis des pays en développement, et à cet effet prendra part dans un esprit constructif aux négociations commerciales du GATT, dont elle espère qu'elles seront bientôt poursuivies activement.

.../.

Politique Régionale

22. Les Chefs de Gouvernement décident que le Fonds Européen de Développement Régional, destiné à corriger les déséquilibres régionaux principaux dans la Communauté résultant notamment d'une prédominance agricole, des mutations industrielles et d'un sous-emploi structurel sera mis en oeuvre par les Institutions de la Communauté à compter du 1er janvier 1975.
23. Le Fonds sera doté de 300.000.000 UC en 1975, de 500.000.000 UC pour chacune des années 1976 et 1977, soit 1.300.000.000 UC, pour une période triennale d'essai.
24. Ce montant total de 1.300.000.000 UC sera financé, à concurrence de 150.000.000 UC, par des crédits actuellement non utilisés du FEOGA (Section Orientation).

Les ressources du Fonds seront réparties selon le schéma prévu par la Commission :

Belgique.....	1,5 %
Danemark.....	1,3 %
France.....	15 %
Irlande.....	6 %
Italie.....	40 %
Luxembourg.....	0,1 %
Pays-Bas.....	1,7 %
République Fédérale d'Allemagne.....	6,4 %
Royaume Uni.....	28 %

L'Irlande toutefois se verra, en outre, attribuer 6.000.000 UC, qui viendront en déduction de la quote-part des autres Etats membres exception faite de l'Italie.

Problèmes de l'Emploi

25. L'effort requis pour faire face à l'inflation, aux risques de récession et au chômage, tel qu'il a été décrit ci-dessus, doit respecter les impératifs d'une politique sociale de progrès et d'équité, faute de quoi il ne pourrait bénéficier de l'adhésion et de la participation des partenaires sociaux, tant au plan national qu'au plan communautaire.

A cet égard, les Chefs de Gouvernement soulignent que le Comité économique et social peut jouer un rôle important en vue d'associer les partenaires sociaux à la définition des objectifs économiques et sociaux de la Communauté.

Il importe, en premier lieu, d'entreprendre une action vigoureuse et coordonnée au niveau communautaire dans le domaine de l'emploi. Cette action implique que les Etats membres procèdent, en liaison avec les organisations intéressées, à la concertation appropriée de leurs politiques de l'emploi et arrêtent les objectifs prioritaires à atteindre.

26. Le Conseil de la Communauté examinera, le moment venu, à la lumière de l'expérience, en tenant compte des problèmes des régions et des catégories de travailleurs les plus touchés par les difficultés d'emploi, si et dans quelle mesure il s'avère nécessaire d'augmenter les moyens du Fonds social.
27. Convaincus que, dans cette période de difficultés économiques, un accent particulier doit être mis sur les mesures sociales, les Chefs de Gouvernement confirment l'importance qu'ils accordent à la réalisation des mesures inscrites dans le programme d'action sociale que le Conseil a approuvé par sa résolution du 21 janvier 1974.
28. Les Chefs de Gouvernement se fixent pour objectif l'harmonisation dans le progrès de la protection sociale assurée par chaque Etat membre sans que cela implique l'identité des systèmes sociaux en vigueur.

Energie.

29. Les Chefs de Gouvernement ont discuté le problème de l'énergie et, dans ce contexte, les problèmes financiers essentiels qui se posent de ce fait à la Communauté et, au-delà de celle-ci, au monde.
30. Ils ont en outre noté que les Ministres de l'Energie des pays de la Communauté se rencontreront le 17 décembre.
31. Les Chefs de Gouvernement, conscients de l'importance fondamentale du problème de l'énergie pour l'économie mondiale, ont discuté des possibilités de coopération entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole, et ont entendu un exposé du Chancelier Fédéral à ce sujet.
32. Les Chefs de Gouvernement attachent une très grande importance à la prochaine rencontre du Président des Etats-Unis et du Président de la République française.
33. Les Chefs de Gouvernement, se référant à la résolution du Conseil du 17 septembre 1974, ont invité les institutions communautaires à élaborer et mettre en oeuvre dans les délais les plus brefs une politique énergétique commune.

Maintien de l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté.

34. Le Premier Ministre du Royaume Uni a indiqué "la base sur laquelle le Gouvernement de Sa Majesté abordait les négociations concernant le maintien de l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté" et a exposé les

problèmes spécifiques auxquels le Gouvernement Britannique attachait la plus haute importance.

35. Les Chefs de Gouvernement rappellent la Déclaration faite, lors des négociations d'adhésion, par la Communauté, selon laquelle, "si des situations inacceptables devaient apparaître, la vie même de la Communauté exigerait que les Institutions y trouvent des solutions équitables".
36. Ils confirment que le système des ressources propres constitue un des éléments fondamentaux de l'intégration économique de la Communauté.
37. Ils invitent les Institutions de la Communauté (le Conseil et la Commission) à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur, ayant une application générale, qui, dans le cadre du système et du fonctionnement des ressources propres, en s'inspirant de critères objectifs, prenant en considération en particulier les suggestions faites à cet égard par le Gouvernement Britannique, puisse éviter, pendant le processus de convergence des économies des Etats membres, l'apparition éventuelle de situations inacceptables pour un Etat membre et incompatibles avec le bon fonctionnement de la Communauté.

DECLARATION DE MONSIEUR GISCARD D'ESTAING
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
A LA PRESSE, A L'ISSUE DE LA CONFERENCE
DES CHEFS DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE

Paris, le 10 décembre 1974

Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

Je m'excuse de vous avoir fait attendre si longtemps, mais nos délibérations ont été très approfondies et viennent seulement de se terminer. Vous aurez, à l'issue de la présentation que je vais vous en faire, le texte du communiqué qui sera prêt dans quelques minutes dans sa version française et qui sera disponible dans environ un quart d'heure dans sa version en langue anglaise.

Que peut-on dire des travaux des Chefs de Gouvernement européens de ces deux derniers jours ? On peut en dire que nous avons assisté au dernier Sommet européen et que nous avons participé au premier Conseil européen. Et, reprenant une vieille expression française, nous pourrions dire que le Sommet européen est mort, vive le Conseil Européen.

C'était en effet, déjà, une réunion de ce que nous appellerons désormais, le Conseil européen, puisque c'était une réunion des seuls Chefs de Gouvernement et Ministres des Affaires Etrangères et qui s'est tenue d'un bout à l'autre en la seule présence des Chefs de Gouvernement et des Ministres des Affaires Etrangères, à l'image de ce que sont les délibérations des instances gouvernementales dans les différents pays du monde. Ceux d'entre vous qui ont assisté, par exemple, dans ce bâtiment au Sommet de Paris, se souviennent qu'il s'agissait d'une réunion d'une autre nature, c'était une conférence comprenant de nombreux experts alors que la méthode qui a désormais été retenue, est celle d'un Conseil qui ne réunit, je

.../...

le répète, que les Chefs de Gouvernement et les Ministres des Affaires Etrangères. S'agissant d'un tel Conseil, il faut bien comprendre que son objet n'est pas de traiter l'ensemble des problèmes qui se posent, à un moment donné, à la Communauté, de même qu'aucun Conseil des Ministres dans un Etat national ne traite, chaque semaine ou chaque mois, l'ensemble des problèmes qui se posent mais seulement, ceux qui présentent un caractère d'actualité ou d'urgence. C'est ainsi que nos délibérations ont porté sur un certain nombre de problèmes importants mais leur nature même, c'est-à-dire une véritable discussion entre les Chefs de Gouvernement, ne permettait pas de traiter l'ensemble des problèmes communautaires qui continueront donc, d'être examinés dans le cadre des procédures normales, c'est-à-dire par les Conseils des Ministres tenus à Bruxelles. Certains d'entre eux doivent d'ailleurs se réunir dès la semaine prochaine.

Quel est l'essentiel du contenu des délibérations du dernier Sommet européen ou du premier Conseil européen ? C'est d'abord d'avoir fixé le principe selon lequel, une telle réunion aurait lieu trois fois par an et éventuellement davantage, si ceci était nécessaire, c'est-à-dire justifié par les circonstances. Il s'agirait donc de réunions de même type, c'est-à-dire des Chefs de Gouvernement et des Ministres des Affaires Etrangères. Il a été prévu que la prochaine réunion se tiendrait sur la convocation du Premier Ministre d'Irlande qui assumera la présidence, à partir du 1er janvier prochain, et qu'elle aurait lieu dans le premier trimestre de 1975.

Ces réunions ont deux caractères. D'une part, lorsqu'elles traitent des problèmes communautaires, elles se déroulent naturellement dans le respect des procédures, des règles qui sont fixées par le Traité de Rome. Mais en même temps, ces réunions ont pour objet d'organiser la

.../...

recherche de positions communes des pays de la communauté européenne sur l'ensemble des questions politiques qui peuvent se poser à eux et donc, d'assurer de façon effective la coordination politique. A cet égard, le Président en exercice exerce la fonction de Porte-parole des Neuf et se fait leur interprète sur le plan diplomatique pour exprimer les conclusions auxquelles ceux-ci sont parvenus. Il est prévu également, dans notre communiqué, qu'il convient de renoncer à la pratique qui consiste à subordonner au consentement unanime des Etats membres, les décisions sur toutes questions, ce qui était à l'heure actuelle, vous le savez, une pratique générale. Nous avons décidé en commun de renoncer à cette pratique, tout en conservant, bien entendu, le droit d'invoquer les considérations d'intérêt national lorsque celles-ci sont effectivement justifiées. Le changement consiste, dans ce domaine, à exprimer une volonté commune d'utiliser désormais, aussi largement que ceci sera possible, une autre procédure de décision que l'unanimité, c'est-à-dire le vote à la majorité qualifiée.

Sur le même sujet politique, nous souhaitons que l'Assemblée européenne puisse déposer en 1976 les propositions qui sont attendues d'elle, en ce qui concerne les modalités de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel, de façon à permettre au Conseil de statuer en 1976 sur les modalités de cette élection, celle-ci devant intervenir à partir de 1978. Cette position en faveur de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel et le calendrier correspondant ont été adoptés par 7 Etats membres; il y a en effet des réserves de la délégation britannique et de la délégation danoise : la délégation britannique, en raison notamment des incertitudes qui s'attachent encore à la participation britannique, et la délégation danoise qui ne peut pas s'engager à l'heure actuelle de façon définitive sur l'élection au suffrage universel en 1978. Les 7 autres pays participants ont, au contraire, pris en commun cette position.

.../...

Dernier aspect politique, c'est la création d'un groupe de travail ayant pour but d'établir entre les Neuf une union de passeport permettant, en particulier, l'introduction d'un passeport uniforme. Il a été demandé que ce projet soit soumis aux Gouvernements des Etats membres avant le 31 décembre 1976. Voilà pour les questions politiques. Il s'y ajoute la mission qui est confiée à M. TINDEMANS, Premier Ministre de Belgique. En effet, nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité de définir au plus tôt une conception d'ensemble de l'Union européenne future. A cet égard, vous vous souvenez que le Sommet tenu à Paris avait demandé des rapports aux institutions communautaires c'est-à-dire à la Cour de Justice, à la Commission, au Conseil des Ministres, à l'Assemblée européenne, et il a été convenu de charger M. TINDEMANS de faire un rapport de synthèse sur la base de ces rapports, et également des consultations qu'il pourrait conduire auprès d'autres milieux, et de nous faire ce rapport de synthèse avant la fin de 1975, donc de l'année prochaine, pour pouvoir ainsi arrêter une conception d'ensemble de l'Union européenne.

Nous avons abordé ensuite les questions dites de substance, encore qu'à mes yeux la politique est une substance et même, d'ailleurs, une substance essentielle et plus ample que toutes les autres. Ces questions de substance ont été d'abord les problèmes économiques et monétaires. Nous avons confirmé l'objectif de l'union économique et monétaire tel qu'il avait été fixé lors du Sommet de Paris, et, s'il est vrai que les circonstances de ces dernières années n'ont pas permis d'accomplir sur sa voie tous les progrès qui étaient escomptés, cet objectif demeure celui qui a été fixé lors du Sommet de Paris.

Concernant les politiques économiques, nous nous sommes mis d'accord sur la nécessaire convergence de nos politiques économiques, de façon à conduire une action qui vise à la fois, à la prévention d'une récession économique générale et en même temps, à la restauration de la

.../...

stabilité. Etant donné la situation divergente des économies de nos pays, il convient de prévoir la convergence des politiques économiques pour se rapprocher de cet objectif. Ce qui signifie pour les pays en déficit, notamment en déficit extérieur, le fait d'écarter l'intervention de toutes mesures protectionnistes ou restrictives des échanges, et ce qui conduit les pays excédentaires à adopter des politiques de soutien de la conjoncture. C'est pourquoi nous avons pris note de l'intention du gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne d'adopter, à très bref délai, un programme de relance de l'investissement privé et public. Cette action conjoncturelle de l'Allemagne Fédérale s'inscrivant dans le cadre de la convergence de nos politiques économiques et de soutien de notre niveau d'activité et d'emploi. En même temps, M. SCHMIDT nous a fait part des conversations qu'il avait eues avec le Président FORD et des conclusions qu'il en avait tirées sur l'évolution conjoncturelle probable en 1975. J'ai été chargé par l'ensemble de mes collègues d'indiquer, au cours de ma prochaine rencontre avec le Président FORD, l'importance que nous attachons à une convergence des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés, selon les orientations que nous avons indiquées, c'est-à-dire pour éviter une récession générale et en même temps pour rechercher ensemble la stabilité.

Nous avons réglé ensuite le problème de la politique régionale, qui a compliqué, comme vous le savez, depuis longtemps les relations à l'intérieur de la Communauté. Nous nous sommes mis d'accord sur la mise en place à partir du 1er janvier 1975 d'un fonds régional pour 3 ans, fonds qui aura un caractère expérimental car on fera le point, au bout de 3 ans, des résultats obtenus par son fonctionnement. Il sera doté d'1 milliard 300 millions d'unités de compte pour 3 ans ; ses ressources provenant, à hauteur de 150 millions d'unités de compte, des sommes déjà prévues à cet effet par les Communautés, et à concurrence de la différence, c'est-à-dire 1 milliard 150 millions d'unités de compte, par des contributions

.../...

additionnelles des Etats. Ces fonds seront répartis par priorité en direction de l'Italie et de l'Irlande, l'Italie obtenant un quota de 40 % sur les ressources de ce fonds et l'Irlande se voyant garantir la somme qui était prévue dans les projets de la Commission lorsque ceux-ci avaient été évalués sur la base d'une proposition d'1 milliard 400 millions d'unités de compte. Autrement dit, la réduction d'1 milliard 4 à 1 milliard 3 sera conduite de telle manière qu'elle ne réduise pas les sommes qui étaient affectées à la politique régionale en Irlande. Pour le reste, il existe des quotas et ces quotas sont ceux qui avaient été proposés par la Commission et qui figureront dans le communiqué qui vous sera distribué tout à l'heure.

Concernant les problèmes de l'emploi, l'essentiel de ce qui a été dit, à côté de l'expression de la préoccupation d'un maintien d'un niveau élevé de l'emploi, a été de mettre l'action sur la concertation d'une part, entre les Etats membres et d'autre part, avec les partenaires sociaux. C'est ainsi que les Ministres du Travail de la Communauté rencontreront la semaine prochaine les organisations syndicales et professionnelles pour avoir avec elles une conversation de concertation sur la situation actuelle de l'emploi et les dispositions à arrêter à cet égard. Il est prévu que si ceci était nécessaire, nous examinerions en commun les dispositions à prendre pour accroître les ressources du fonds social.

Concernant l'énergie, nous avons parlé de l'énergie au cours d'une séance où il n'y avait que les Chefs de Gouvernement, et qui a eu lieu tout à l'heure après le déjeuner. Ce que le communiqué indiquera, c'est d'une part, l'importance que nous attachons à la mise en place d'une politique énergétique commune, et nous invitons les institutions communautaires à nous faire des propositions à cet égard, c'est d'autre part le fait que nous avons discuté ensemble les possibilités de coopération entre les pays exportateurs et les pays importateurs de pétrole. Le communiqué indique que les Chefs de Gouvernement attachent à cet égard une très grande

.../...

importance à la prochaine rencontre du Président des Etats-Unis et du Président de la République Française.

Nous avons enfin traité du problème du maintien de l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté. A cet égard, nous avons d'abord entendu une déclaration du Premier Ministre du Royaume Uni qui a indiqué quelles étaient les conceptions de son gouvernement. Il a repris les thèmes qui avaient déjà fait l'objet de déclarations de sa part, c'est-à-dire le fait qu'il ne demandait pas la renégociation du Traité de Rome et pas davantage la renégociation du Traité d'adhésion, mais qu'il demandait la discussion des termes qui étaient appliqués en ce qui concerne précisément cette appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté. Le communiqué indique ensuite dans quel esprit les institutions communautaires seront appelées à travailler pour ce qui est des problèmes de la contribution budgétaire de la Grande-Bretagne. Je peux vous dire, car le texte résulte d'une mise au point très précise, que d'abord, les Chefs de gouvernement rappellent la déclaration qui avait été faite par la Communauté, au moment de la négociation d'adhésion, et suivant laquelle, si des situations inacceptables devaient apparaître, la vie de la communauté exigerait que les institutions y trouvent des solutions équitables. Ensuite, le paragraphe suivant indique que le système des ressources propres constituent un des éléments fondamentaux de l'intégration économique de la communauté. Enfin, le paragraphe suivant que je vais vous lire est celui-ci : "ils invitent - ce sont les Chefs de gouvernement - les institutions des communautés, c'est-à-dire le Conseil et la Commission, à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur ayant une application générale qui, dans le cadre du système et du fonctionnement des ressources propres, en s'inspirant de divers objectifs, prenant en considération, à cet égard, les suggestions faites par le Gouvernement britannique, puisse éviter, pendant le processus de convergence des économies des Etats membres, l'apparition éventuelle de situation inacceptables pour un Etat membre et incompatibles avec le bon fonctionnement de la communauté".

.../...

Question. - Cette réunion répond-elle à votre attente, et si oui, pourquoi.

Réponse. - Elle répond à mon attente pour deux motifs : le premier c'est qu'elle a eu lieu. Je vous rappelle quel était le scepticisme à cet égard. Or, je crois qu'il était important qu'elle ait lieu parce que j'ai rappelé à nos collègues que depuis 1969, c'est-à-dire en près de 5 ans, les Chefs de Gouvernement européens ne s'étaient réunis que 3 fois. Alors que la plupart d'entre eux avaient rencontré, à de fréquentes reprises, les plus grands dirigeants politiques du monde, qu'il s'agisse du Président des Etats-Unis, qu'il s'agisse des dirigeants d'Union Soviétique ou de tel ou tel autre grand ensemble politique ou économique du monde. C'était une anomalie pour l'Europe de voir ses Chefs de Gouvernement ne se rencontrer que 3 fois en 5 ans. Je me suis donc réjoui que cette rencontre ait eu lieu. Ensuite, j'en attendais personnellement comme décision essentielle, l'institution d'un mécanisme fréquent et régulier de rencontres des Chefs de Gouvernement européens. Je crois qu'il y a dans la rencontre personnelle et fréquente un élément de dynamisme irremplaçable. A partir du moment où nous aurons pris l'habitude de traiter les problèmes en commun, une vie européenne politique supplémentaire résultera de cette procédure et donc, nous aurons donné un instrument de travail et en même temps un moyen d'expression à l'Union politique de l'Europe.

Question. - Qui va préparer, Monsieur le Président, les réunions de ces Conférences élargies ?

Réponse. - Il a été prévu que ce serait à l'initiative des Présidents du Conseil des Ministres - c'est prévu dans le texte - qui organiseront eux-même, comme ils le souhaitent, le secrétariat de ces réunions.

.../...

Question. - Après cet accord sur la contribution budgétaire britannique, êtes-vous confiant dans le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun ?

Réponse. - De toute façon la décision, à cet égard, est une décision britannique. C'est d'abord une décision du Gouvernement britannique concernant les résultats des discussions qui auront lieu, c'est ensuite si j'ai bien compris, une décision du peuple britannique par la voie du référendum auquel il serait appelé à participer. Donc je n'ai pas à porter d'appréciation à cet égard, nous avons cherché à prendre en considération d'une manière équitable mais dans le respect du Traité de Rome et de ses conséquences, notamment de l'existence des ressources propres, nous avons cherché à prendre en considération l'apparition d'une situation éventuelle de difficulté pour la Grande-Bretagne.

Question. - Après les délibérations d'aujourd'hui, avez-vous l'impression que tous les Neuf pays sont d'accord pour préparer une politique énergétique occidentale commune avant de retrouver en conférence les pays producteurs de pétrole ?

Réponse. - Vous me demandez déjà une interprétation, j'ai le sentiment que l'ensemble des pays européens est favorable à une réunion avec les pays producteurs de pétrole. Ceci est dit dans le texte, et le texte reflète une conviction que je crois être tout à fait assurée et répandue parmi nos partenaires. Nous pensons aussi les uns et les autres qu'une telle réunion devrait évidemment être préparée. Et la question qui se pose, c'est la procédure de préparation. C'est d'ailleurs une question dont je compte m'entretenir avec le Président des Etats-Unis à partir du moment où les Etats-Unis considèreraient eux-mêmes qu'une telle rencontre avec les producteurs de pétrole est souhaitable dans un proche avenir.

Question. - Monsieur le Président, si j'ai bien compris, vous attendez des propositions de la part des organismes communautaires sur la politique énergétique. Je crois que la Commission de Bruxelles a déjà proposé beaucoup de choses sur la politique énergétique. Qu'est-ce que vous avez décidé sur la politique énergétique européenne commune ?

.../...

Réponse. - La conversation, je le répète, était une conversation comme dans un Conseil des Ministres, c'est-à-dire que l'on a parlé d'un certain nombre de sujets, certains ont pris beaucoup de temps : la politique régionale, la contribution budgétaire britannique, et concernant la politique énergétique, nous avons parlé essentiellement de ses aspects externes. Nous avons peu parlé de ses aspects internes d'autant que les Ministres de l'énergie doivent se réunir en conseil la semaine prochaine à Bruxelles et qu'ils auront à se prononcer précisément sur les propositions de la Commission.

Question. - Monsieur le Président, pensez-vous arriver à aboutir à un compromis avec le Président FORD lorsque vous le rencontrerez, à la Martinique, la semaine prochaine, sur le problème de l'énergie.

Réponse. - Vous le saurez mardi prochain. Et d'ailleurs, je vous invite à venir dans ce voyage pour connaître les départements antillais et pour assister à cette conférence. Je n'ai pas eu, jusqu'à présent, le privilège de rencontrer le Président FORD et il ne m'est donc pas possible de porter un jugement sur cette probabilité. J'ai noté dans l'exposé des positions américaines qu'il y avait certainement une ouverture à la possibilité d'une telle conférence et je vais examiner avec soin, avec le Président FORD, les conditions dans lesquelles celle-ci pourrait être utilement organisée. Je crois, pour ma part, que le choix de la concertation en matière pétrolière est un choix fondamental auquel d'ailleurs, la collectivité mondiale se rallie progressivement. Vous avez dû noter qu'il n'y a pas de jour qui se passe sans que dans un continent ou dans un autre un pays n'exprime son soutien à notre proposition de tenir une telle conférence. Et à partir du moment où il existe un tel mouvement, je crois que ce serait une erreur de le décevoir. Par contre, je suis tout à fait convaincu qu'une telle conférence doit être soigneusement préparée et c'est donc de la préparation de cette conférence que je suis tout disposé à m'entretenir

.../...

avec le Président FORD.

Question. - Monsieur le Président, est-ce que la crise de l'Europe est maintenant définitivement écartée?

Réponse. - D'abord, y avait-il une crise de l'Europe ? Ensuite, l'Europe est un organisme vivant et c'est un organisme vivant qui se développe dans des circonstances et dans un monde qui sont particulièrement difficiles. Donc l'Europe, c'est à l'heure actuelle une création qui suppose à tout instant de la volonté et de la patience et je crois qu'au cours de la réunion de ces deux derniers jours - compte tenu des intérêts en cause et de sujets qui avaient constitué pendant longtemps des obstacles au rapprochement entre les pays européens - nos partenaires et nous-mêmes avons montré de la volonté et de la patience et avons donc contribué à affermir le progrès de l'Europe.

N O T E

Les délégations trouveront ci-joint le Communiqué de la
Conférence des Chefs de Gouvernement qui s'est tenue les
9 et 10 décembre 1974 à Paris.

COMMUNIQUÉ

1. Les Chefs de gouvernement des neuf Etats de la Communauté et les Ministres des Affaires Etrangères, ainsi que le Président de la Commission, réunis à Paris à l'invitation du Président de la République Française, ont procédé à un examen des divers problèmes qui se posent à l'Europe. Il a été pris acte, à cette occasion, des rapports préparés par les Ministres des Affaires Etrangères. L'accord intervenu entre ces derniers sur divers points évoqués dans ces rapports a été enregistré.

2. Reconnaissant la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur, les Chefs de gouvernement estiment qu'il y a lieu d'assurer le développement et la cohésion d'ensemble des activités des Communautés et des travaux de la coopération politique.

3. Les Chefs de gouvernement ont, en conséquence, décidé de se réunir, accompagnés des Ministres des Affaires Etrangères, trois fois par an et chaque fois que nécessaire, en Conseil de la Communauté et au titre de la coopération politique.

Compte tenu des pratiques et procédures en vigueur, le secrétariat administratif sera assuré de manière appropriée.

En vue d'assurer la cohérence des activités communautaires et la continuité du travail, les Ministres des Affaires Etrangères, en Conseil de la Communauté, sont chargés d'un rôle d'impulsion et de coordination. Ils peuvent se réunir à la même occasion au titre de la coopération politique.

Ces dispositions n'affectent, en aucune manière, les règles et procédures arrêtées par les Traités ni celles prévues par les Rapports de Luxembourg et de Copenhague en ce qui concerne la coopération politique. La Commission exerce les compétences et joue le rôle qui lui est dévolu par ces textes dans les diverses réunions mentionnées aux paragraphes ci-dessus.

4. Les Chefs de gouvernement réaffirment, dans la perspective de l'unification européenne, leur volonté d'arrêter progressivement des positions communes et de mettre en oeuvre une diplomatie concertée dans tous les domaines de la politique internationale qui affectent les intérêts de la Communauté européenne. La Présidence exerce la fonction de porte-parole des Neuf et se fait leur interprète sur le plan diplomatique. Elle veille à ce que la concertation nécessaire ait toujours lieu en temps utile.

Compte tenu du rôle croissant de la coopération politique dans la construction européenne, il importe d'associer plus étroitement l'Assemblée à ses travaux, entre autres par voie de réponses aux questions adressées à la Présidence par les parlementaires sur les activités de la coopération politique.

5. Les Chefs de gouvernement jugent nécessaire de renforcer la solidarité des Neuf tant par l'amélioration des procédures communautaires que par le développement de nouvelles politiques communes, dans des secteurs à déterminer, et par l'octroi aux institutions des pouvoirs d'action qui seraient requis à cet effet.

6. Pour améliorer le fonctionnement du Conseil de la Communauté, ils estiment qu'il convient de renoncer à la pratique qui consiste à subordonner au consentement unanime des Etats membres la décision sur toute question, quelle que puisse être leur position respective à l'égard des conclusions arrêtées à Luxembourg le 28 janvier 1966.

7. Une plus grande latitude sera donnée aux Représentants permanents de manière à n'évoquer^{devant le Conseil}/que les problèmes politiques les plus importants. A cet effet, les dispositions que chaque Etat membre estimera nécessaires seront prises pour renforcer le rôle des Représentants permanents et les associer à la préparation des positions nationales sur les affaires européennes.

8. Par ailleurs, ils conviennent de l'intérêt de faire usage des dispositions du Traité de Rome en vertu desquelles les compétences d'exécution et de gestion qui découlent des règlements communautaires peuvent être conférées à la Commission.

9. La coopération entre les Neuf dans des domaines dépassant le champ d'application des Traités sera poursuivie dans les secteurs où elle a été engagée. Elle devrait être étendue à de nouveaux domaines par la réunion de représentants des gouvernements, réunis au sein du Conseil chaque fois que cela est possible.

...

10. Un groupe de travail sera constitué pour étudier la possibilité d'établir une Union des Passeports, et par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme.

Ce projet devrait être soumis aux gouvernements des Etats membres si possible avant le 31 décembre 1976. Dans ce projet, seront notamment prévus une harmonisation par étapes de la législation sur les étrangers ainsi que l'abolition du contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté.

11. Un autre groupe de travail sera chargé d'étudier les conditions et les délais dans lesquels on pourrait attribuer aux citoyens des Neuf Etats membres des droits spéciaux comme membres de la Communauté.
12. Les Chefs de gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le Traité, de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée, devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée, sur lesquelles ils souhaitent que le Conseil statue en 1976. Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978.

....

L'Assemblée se composant de représentants des peuples des Etats-Unis dans la Communauté, il est nécessaire que chaque peuple soit représenté d'une manière appropriée.

L'Assemblée est associée au développement de la construction européenne. Les Chefs de gouvernement ne manqueront pas de prendre en considération les vœux qu'ils lui ont demandé, en octobre 1972, d'exprimer à ce sujet.

Les compétences de l'Assemblée seront élargies notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des Communautés.

Déclaration de la délégation britannique

Le Premier Ministre britannique a déclaré que son gouvernement ne désirait pas empêcher les gouvernements des huit autres Etats membres de progresser dans la voie de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel. Quant à lui, le gouvernement britannique ne peut pas prendre position sur la proposition en cause avant que le processus de renégociation n'ait été achevé et que les résultats de cette renégociation n'aient été soumis à l'approbation du peuple britannique.

Déclaration de la délégation danoise

La délégation danoise ne peut pas à ce stade s'engager à introduire l'élection au suffrage universel en 1978.

....

13. Les Chefs de gouvernement constatent que le processus de transformation de l'ensemble des relations entre les Etats membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 à Paris, a déjà commencé et sont déterminés à faire de nouveaux progrès dans cette voie.

Dans cette optique, il est estimé qu'il est opportun que les Neuf se mettent d'accord au plus tôt sur une conception d'ensemble de l'Union Européenne. A cet égard et conformément aux demandes de la Conférence présidentielle de Paris d'octobre 1972, ils confirment l'importance qu'ils attachent aux Rapports des Institutions de la Communauté. Ils demandent à l'Assemblée, à la Commission et à la Cour de Justice d'avancer le dépôt de leurs rapports avant la fin du premier semestre 1975. Ils sont convenus de charger M. Tindemans, Premier Ministre du Royaume de Belgique, de faire aux Chefs de Gouvernement, avant la fin de 1975, un rapport de synthèse sur la base des rapports des Institutions, et des consultations qu'il mènera avec les gouvernements et les milieux représentatifs de l'opinion publique au sein de la Communauté.

Union Economique et Monétaire

14. Les Chefs de Gouvernement ayant constaté que les vicissitudes internes et internationales n'ont pas permis d'accomplir l'ensemble des progrès escomptés sur la voie de l'Union Economique et Monétaire, affirment qu'à cet égard leur volonté n'a pas fléchi et que leur objectif demeure celui qu'ils s'étaient fixé lors de la Conférence de Paris.

Convergence des Politiques Economiques

15. Les Chefs de gouvernement ont délibéré de la situation économique dans le monde et dans la Communauté.
16. Ils ont constaté que l'augmentation du prix de l'énergie aggrave les tendances inflationnistes et les déficits de balances de paiements et accentue la menace d'une récession générale. Les mutations ainsi introduites dans les termes de l'échange imposent aux Etats membres une réorientation de leurs structures de production.
17. Les Chefs de gouvernement confirment que l'objectif de la politique économique reste la lutte contre l'inflation et la défense de l'emploi. La coopération des partenaires sociaux constituera un élément essentiel pour le succès d'une telle politique. Ils soulignent que dans les circonstances présentes, une haute priorité doit être accordée à une relance dans la stabilité, c'est-à-dire à une action qui vise à la fois la prévention d'une récession économique générale et la restauration de la stabilité. Il importe que cette action exclue tout recours au protectionnisme qui, par ses effets en chaîne, pourrait compromettre la relance économique.

Les Etats membres qui se trouvent dans la situation d'excédent de balance des paiements doivent mener une politique économique de stimulation de la demande interne et de maintien de l'emploi à un haut niveau sans toutefois créer de nouvelles conditions inflationnistes. Une telle attitude permettrait plus facilement aux pays qui connaissent des déficits importants de balance des paiements de poursuivre une politique qui permette, sans recourir à des mesures protectionnistes, d'assurer un niveau d'emploi satisfaisant, une stabilisation des coûts et l'amélioration de leurs comptes extérieurs.

18. Dans la perspective de l'effort à accomplir par les pays excédentaires, les Chefs de gouvernement se félicitent des mesures de politique économique déjà adoptées par le Gouvernement néerlandais, comme allant dans la direction souhaitée. Ils ont, en outre, pris connaissance avec satisfaction du programme conjoncturel envisagé par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, notamment en ce qui concerne la relance de l'investissement privé et public et de l'intention du gouvernement belge de s'engager également dans cette voie.

Ils ont également noté avec satisfaction les efforts entrepris par les pays déficitaires pour maintenir leur compétitivité afin de parvenir à un meilleur équilibre de la balance des paiements et d'améliorer le niveau de l'emploi.

19. Tout en tenant compte de la situation spécifique de chacun des Etats membres de la Communauté - qui rendrait inadaptée une politique uniforme - les Chefs de gouvernement ont insisté sur l'urgente nécessité qu'il y avait à convenir en commun des politiques à entreprendre. Ces politiques convergentes ne prendront leur sens que si elles répondent à un objectif de solidarité communautaire et si elles s'appuient sur des mécanismes permanents et efficaces de consultation. Les Ministres de l'Economie et des Finances sont

chargés, dans le cadre des procédures communautaires, de mettre en oeuvre ces orientations.

20. Il est clair que l'ensemble de ces politiques n'aura toute sa portée que dans la mesure où les principaux pays industrialisés du monde sauront faire échec aux tendances naissantes à la récession.

A cet égard, ils ont pris note avec satisfaction du compte-rendu que le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne a présenté à l'issue de ses entretiens avec le Président des Etats-Unis.

Ils souhaitent que le Président de la République française, lors de sa prochaine rencontre avec le Président FORD, souligne, au nom de la Communauté, l'importance d'une convergence des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés selon les orientations indiquées ci-dessus.

Ils souhaitent également que la Communauté et ses pays membres agissent de même lors des consultations internationales à venir ainsi que dans les organismes internationaux compétents.

21. La Communauté continuera à contribuer au développement harmonieux du commerce mondial, notamment vis à vis des pays en développement, et à cet effet prendra part dans un esprit constructif aux négociations commerciales du GATT, dont elle espère qu'elles seront bientôt poursuivies activement.

Politique Régionale

22. Les Chefs de Gouvernement décident que le Fonds Européen de Développement Régional, destiné à corriger les déséquilibres régionaux principaux dans la Communauté résultant notamment d'une prédominance agricole, des mutations industrielles et d'un sous-emploi structurel sera mis en oeuvre par les Institutions de la Communauté à compter du 1er Janvier 1975.
23. Le Fonds sera doté de 300.000.000 UC en 1975, de 500.000.000 UC pour chacune des années 1976 et 1977, soit 1.300.000.000 UC.
24. Ce montant total de 1.300.000.000 UC sera financé, à concurrence de 150.000.000 UC, par des crédits actuellement non utilisés du FEOGA (Section Orientation).

Les ressources du Fonds seront réparties selon le schéma prévu par la Commission :

Belgique	1,5 %
Danemark	1,3 %
France	15 %
Irlande	6 %
Italie	40 %
Luxembourg	0,1 %
Pays Bas	1,7 %
République Fédérale d'Allemagne	6,4 %
Royaume Uni	28 %

L'Irlande toutefois se verra, en outre, attribuer 6.000.000 UC, qui viendront en déduction de la quote-part des autres Etats membres exception faite de l'Italie.

Problèmes de l'Emploi

25. L'effort requis pour faire face à l'inflation, aux risques de récession et au chômage, tel qu'il a été décrit ci-dessus, doit respecter les impératifs d'une politique sociale de progrès et d'équité, faute de quoi il ne pourrait bénéficier de l'adhésion et de la participation des partenaires sociaux, tant au plan national qu'au plan communautaire.

A cet égard, les Chefs de gouvernement soulignent que le Comité économique et social peut jouer un rôle important en vue d'associer les partenaires sociaux à la définition des objectifs économiques et sociaux de la Communauté.

Il importe, en premier lieu, d'entreprendre une action vigoureuse et coordonnée au niveau communautaire dans le domaine de l'emploi. Cette action implique que les Etats membres procèdent, en liaison avec les organisations intéressées, à la concertation appropriée de leurs politiques de l'emploi et arrêtent les objectifs prioritaires à atteindre.

26. Le Conseil de la Communauté examinera, le moment venu, à la lumière de l'expérience, en tenant compte des problèmes des régions et des catégories de travailleurs les plus touchés par les difficultés d'emploi, si et dans quelle mesure il s'avère nécessaire d'augmenter les moyens du Fonds social.

27. Convaincus que, dans cette période de difficultés économiques, un accent particulier doit être mis sur les mesures sociales, les Chefs de gouvernement confirment l'importance qu'ils accordent à la réalisation des mesures inscrites dans le programme d'action sociale que le Conseil a approuvé par sa résolution du 21 janvier 1974.
28. Les Chefs de gouvernement se fixent pour objectif l'harmonisation dans le progrès de la protection sociale assurée par chaque Etat membre sans que cela implique l'identité des systèmes sociaux en vigueur.

Energie

29. Les Chefs de gouvernement ont discuté le problème de l'énergie et, dans ce contexte, les problèmes financiers essentiels qui se posent de ce fait à la Communauté et, au-delà de celle-ci, au monde.
30. Ils ont en outre noté que les Ministres de l'Energie des pays de la Communauté se rencontreront le 17 décembre.
31. Les Chefs de gouvernement, conscients de l'importance fondamentale du problème de l'énergie pour l'économie mondiale, ont discuté des possibilités de coopération entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole, et ont entendu un exposé du Chancelier Fédéral à ce sujet.
32. Les Chefs de gouvernement attachent une très grande importance à la prochaine rencontre du Président des Etats-Unis et du Président de la République française.

....

33. Les Chefs de gouvernement, se référant à la résolution du Conseil du 17 septembre 1974, ont invité les institutions communautaires à élaborer et mettre en oeuvre dans les délais les plus brefs une politique énergétique commune.

Maintien de l'appartenance de la Grande
Bretagne à la Communauté.

34. Le Premier Ministre du Royaume Uni a indiqué "la base sur laquelle le Gouvernement de Sa Majesté abordait les négociations concernant le maintien de l'appartenance de la Grande Bretagne à la Communauté" et a exposé les problèmes spécifiques auxquels le Gouvernement Britannique attachait la plus haute importance.
35. Les Chefs de Gouvernement rappellent la Déclaration faite, lors des négociations d'adhésion, par la Communauté, selon laquelle, "si des situations inacceptables devaient apparaître, la vie même de la Communauté exigerait que les Institutions y trouvent des solutions équitables".
36. Ils confirment que le système des ressources propres constitue un des éléments fondamentaux de l'intégration économique de la Communauté.
37. Ils invitent les Institutions de la Communauté (le Conseil et la Commission) à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur, ayant une application générale, qui, dans le cadre du système et du fonctionnement des ressources propres, en s'inspirant de critères objectifs, prenant en considération en particulier les suggestions faites à cet égard par le Gouvernement Britannique, puisse éviter, pendant le processus de convergence des économies des Etats membres, l'apparition éventuelle de situations inacceptables pour un Etat membre et incompatibles avec le bon fonctionnement de la Communauté.

EUROPAEISCHE GEMEINSCHAFTEN

Der Rat

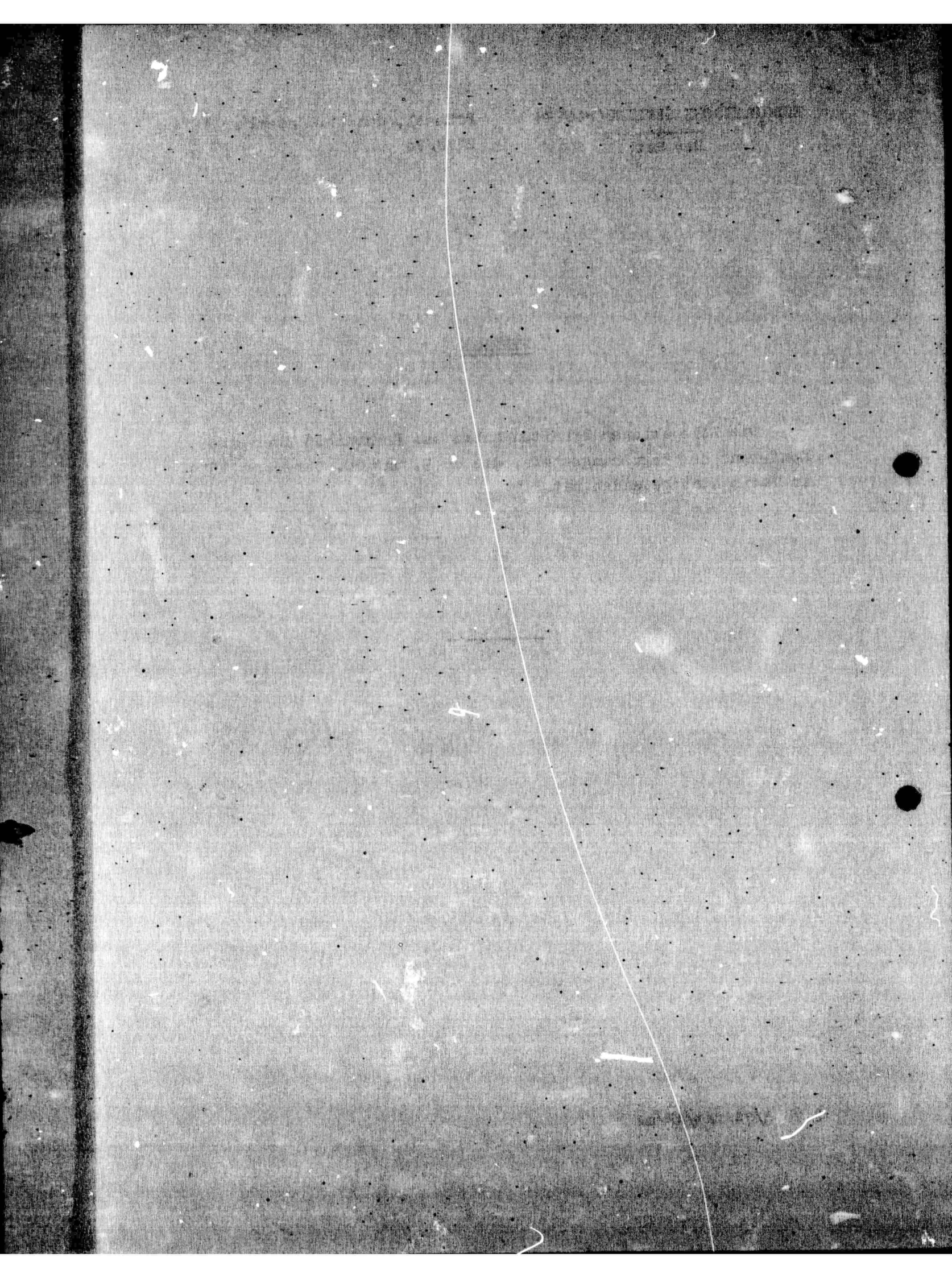
Brüssel, den 11. Dezember 1974

2178/74

VERMERK

Die Delegationen erhalten anbei das Kommuniké über die Konferenz der Regierungschefs, die am 9. und 10. Dezember 1974 in Paris stattgefunden hat.

2178 d/74 zat/AK/ms



KOMMUNIQUE

1. Die Regierungschefs der neun Staaten der Gemeinschaft und die Minister für auswärtige Angelegenheiten sowie der Präsident der Kommission, die auf Einladung des Präsidenten der Französischen Republik in Paris zusammengetreten sind, haben die verschiedenen Probleme geprüft, die sich für Europa stellen. Bei dieser Gelegenheit sind die von den Aussenministern ausgearbeiteten Berichte zur Kenntnis genommen worden. Das zwischen den Aussenministern erzielte Einvernehmen über verschiedene in diesen Berichten erwähnte Punkte ist verzeichnet worden.
2. In Anerkennung der Notwendigkeit, die internen Probleme, die der Aufbau Europas mit sich bringt, und die Probleme, die sich Europa von aussen stellen, als Ganzes zu sehen, halten es die Regierungschefs für erforderlich, die Entwicklung und den Gesamtzusammenhang der Tätigkeiten der Gemeinschaften und der Arbeiten der politischen Zusammenarbeit zu gewährleisten.
3. Die Regierungschefs haben daher beschlossen, dreimal jährlich und jedesmal, wenn dies notwendig erscheint, zusammen mit den Aussenministern als Rat der Gemeinschaft und im Rahmen der politischen Zusammenarbeit zusammenzutreten.

Unter Berücksichtigung der bestehenden Praktiken und Verfahren wird das administrative Sekretariat in geeigneter Weise sichergestellt.

.../...

Um den Zusammenhang der Gemeinschaftstätigkeiten und die Kontinuität der Arbeit zu gewährleisten, werden die Aussenminister als Rat der Gemeinschaft mit einer impulsgebenden und koordinierenden Rolle betraut. Sie können bei der gleichen Gelegenheit im Rahmen der politischen Zusammenarbeit zusammentreten.

Diese Bestimmungen berühren in keiner Weise die durch die Verträge festgelegten oder in den Berichten von Luxemburg und Kopenhagen vorgesehenen Regeln und Verfahren für die politische Zusammenarbeit. Auf den oben erwähnten Tagungen übt die Kommission die ihr durch diese Texte übertragenen Befugnisse aus und spielt die darin vorgesehene Rolle.

4. Die Regierungschefs bekräftigen in der Perspektive der europäischen Einigung erneut ihren Willen, in allen Bereichen der internationalen Politik, die die Interessen der europäischen Gemeinschaft berühren, zunehmend gemeinsame Standpunkte festzulegen und eine konzertierte Diplomatie zu betreiben. Der Vorsitz nimmt die Rolle des Sprechers der Neun wahr und tritt auf diplomatischer Ebene für sie auf. Er trägt dafür Sorge, dass die erforderliche Abstimmung stets rechtzeitig stattfindet.

In Anbetracht der wachsenden Bedeutung der politischen Zusammenarbeit für den Aufbau Europas ist es wichtig, dass das Europäische Parlament enger an den Arbeiten beteiligt wird, und zwar unter anderem durch Beantwortung der Fragen, die von den Abgeordneten in bezug auf die Tätigkeiten der politischen Zusammenarbeit an den Vorsitz gerichtet werden.

5. Die Regierungschefs halten es für erforderlich, die Solidarität der Neun sowohl durch Verbesserung der Gemeinschaftsverfahren als auch durch Entwicklung neuer gemeinsamer Politiken auf noch zu bestimmenden Gebieten und durch Zuweisung der zu diesem Zweck erforderlichen Handlungsbefugnisse an die Organe zu verstärken.

6. Im Hinblick auf ein besseres Funktionieren des Rates der Gemeinschaft halten sie es für zweckmässig, auf die Praxis zu verzichten, wonach die Entscheidung in allen Fragen von der einstimmigen Billigung durch die Mitgliedstaaten abhängig gemacht wird, und zwar ungeachtet ihres jeweiligen Standpunkts hinsichtlich der am 28. Januar 1966 in Luxemburg festgelegten Schlussfolgerungen.
7. Den Ständigen Vertretern wird ein grösserer Spielraum eingeräumt, damit vor dem Rat nur die wichtigsten politischen Fragen zur Sprache kommen. Zu diesem Zweck werden die Vorkehrungen getroffen, die die einzelnen Mitgliedstaaten für erforderlich erachten, um die Rolle der Ständigen Vertreter zu stärken und sie an der Vorbereitung der einzelstaatlichen Standpunkte in den europäischen Angelegenheiten zu beteiligen.
8. Sie kommen des weiteren überein, dass es sich empfiehlt, von den Bestimmungen des Rom-Vertrags Gebrauch zu machen, nach denen die Durchführungs- und Verwaltungsbefugnisse, die sich aus den Gemeinschaftsverordnungen ergeben, der Kommission übertragen werden können.
9. Die Zusammenarbeit zwischen den Neun auf Gebieten, die über den Anwendungsbereich der Verträge hinausgehen, wird in den Bereichen, in denen sie eingeleitet worden ist, fortgeführt. Sie sollte durch Zusammenkünfte von Vertretern der Regierungen, die wenn immer möglich im Rat zusammentreten, auf neue Gebiete ausgedehnt werden.

10. Es wird eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die die Möglichkeit prüfen soll, eine Pass-Union zu schaffen und bereits vorher einen einheitlichen Pass einzuführen.

Ein entsprechender Entwurf sollte den Regierungen der Mitgliedstaaten nach Möglichkeit vor dem 31. Dezember 1976 vorgelegt werden. Dieser Entwurf wird insbesondere eine schrittweise Harmonisierung der Ausländergesetzgebung sowie die Abschaffung der Passkontrolle innerhalb der Gemeinschaft vorsehen.

11. Eine weitere Arbeitsgruppe wird beauftragt, zu untersuchen, unter welchen Voraussetzungen und innerhalb welcher Fristen den Bürgern der neun Mitgliedstaaten besondere Rechte als Angehörige der Gemeinschaft zuerkannt werden könnten.
12. Die Regierungschefs haben festgestellt, dass das Vertragsziel der allgemeinen Wahl des Europäischen Parlaments so bald wie möglich verwirklicht werden sollte. In diesem Punkt sehen sie mit Interesse den Vorschlägen des Parlaments entgegen und wünschen, dass der Rat 1976 hierüber befindet. In diesem Fall müsste die allgemeine direkte Wahl ab 1978 erfolgen.

.../...

Da sich das Europäische Parlament aus Vertretern der Völker der in der Gemeinschaft vereinigten Staaten zusammensetzt, muss jedes Volk in angemessener Weise vertreten sein.

Das Europäische Parlament nimmt am weiteren Aufbau Europas teil. Die Regierungschefs werden nicht verfehlen, die Auffassungen des Europäischen Parlaments, die sie hierzu im Oktober 1972 erbeten hatten, zu berücksichtigen.

Die Kompetenzen des Europäischen Parlaments werden erweitert, insbesondere durch Uebertragung bestimmter Befugnisse im Gesetzgebungsverfahren der Gemeinschaften.

Erklärung der britischen Delegation

Der britische Premierminister erklärte, dass die britische Regierung die Regierungen der anderen acht Mitgliedstaaten nicht daran hindern wolle, Fortschritte in der Frage der Wahl des Europäischen Parlaments aufgrund des allgemeinen Wahlrechts zu machen. Die britische Regierung könne ihrerseits nicht zu dem Vorschlag Stellung nehmen, solange der Prozess der Neuverhandlung nicht abgeschlossen und die Ergebnisse dieser Neuverhandlung nicht dem britischen Volk unterbreitet worden seien.

Erklärung der dänischen Delegation

Die dänische Delegation kann sich in diesem Stadium noch nicht zur Einführung der allgemeinen Wahl im Jahre 1978 verpflichten.

.../...

13. Die Regierungschefs stellen fest, dass der Prozess der Umwandlung der Gesamtheit der Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten gemäss den im Oktober 1972 in Paris gefassten Beschlüssen bereits begonnen hat; sie sind entschlossen, weitere Fortschritte auf diesem Wege zu erzielen.

Im Hinblick darauf halten sie es für zweckmässig, dass sich die Neun so bald wie möglich über eine Gesamtkonzeption der Europäischen Union einigen. In diesem Zusammenhang unterstreichen sie im Einklang mit den Forderungen der Pariser Konferenz der Staats- oder Regierungschefs vom Oktober 1972 die Bedeutung, die sie den Berichten der Organe der Gemeinschaft beimessen. Sie bitten das Europäische Parlament, die Kommission und den Gerichtshof, ihre Berichte bereits vor Ablauf des ersten Halbjahres 1975 vorzulegen. Sie sind übereingekommen, den Premierminister des Königreichs Belgien, Herrn Tindemans, zu beauftragen, den Regierungschefs vor Ende 1975 einen zusammenfassenden Bericht vorzulegen auf der Grundlage der Berichte der Organe sowie der Konsultationen, die er mit den Regierungen und den repräsentativen Kreisen der Oeffentlichkeit in der Gemeinschaft führen wird.

Wirtschafts- und Währungsunion

14. Die Regierungschefs haben festgestellt, dass es infolge der Ereignisse im internen und internationalen Bereich nicht möglich war, die erwarteten Fortschritte auf dem Wege zur Wirtschafts- und Währungsunion zu erzielen, und versichern, dass in dieser Hinsicht ihr Wille nicht wankend geworden ist und dass sie weiterhin das Ziel verfolgen werden, das sie sich auf der Pariser Konferenz gesetzt hatten.

Konvergenz der Wirtschaftspolitik

15. Die Regierungschefs haben über die Wirtschaftslage in der Welt und in der Gemeinschaft beraten.
16. Sie haben festgestellt, dass der Anstieg des Energiepreises die inflationistischen Tendenzen und die Zahlungsbilanzdefizite verschärft und die Gefahr einer allgemeinen Rezession erhöht. Die dadurch eingetretenen Veränderungen in den "terms of trade" zwingen die Mitgliedstaaten zu einer Neuausrichtung ihrer Produktionsstrukturen.
17. Die Regierungschefs bestätigen, dass die Bekämpfung der Inflation und die Sicherung der Arbeitsplätze Ziel der Wirtschaftspolitik bleiben. Die Zusammenarbeit der Sozialpartner wird einen wesentlichen Faktor für den Erfolg einer solchen Politik darstellen. Sie betonen, dass unter den gegenwärtigen Umständen einer Wiederankurbelung der Wirtschaft unter Wahrung der Stabilität, das heißt einer Aktion, mit der eine allgemeine wirtschaftliche Rezession verhütet und gleichzeitig die Stabilität wiederhergestellt wird, hoher Vorrang eingeräumt werden muss. Bei dieser Aktion muss jede Form von Protektionismus, die durch ihre Kettenwirkung den wirtschaftlichen Wiederaufschwung in Frage stellen könnte, ausgeschlossen werden.

Die Mitgliedstaaten mit Zahlungsbilanzüberschuss müssen eine Wirtschaftspolitik betreiben, bei der die Inlandsnachfrage angeregt und ein hohes Beschäftigungsniveau erhalten wird, ohne dass dabei neue inflationistische Voraussetzungen geschaffen werden. Eine solche Haltung würde es den Ländern mit starkem Zahlungsbilanzdefizit erleichtern, eine Politik zu betreiben, die es gestattet, ohne Rückgriff auf protektionistische Massnahmen ein zufriedenstellendes Beschäftigungsniveau, eine Stabilisierung der Kosten sowie eine Verbesserung der Aussenrechnungen sicherzustellen.

18. Unter dem Blickwinkel der von den Ueberschussländern zu unternehmenden Anstrengungen begrüßen die Regierungschefs die bereits von der niederländischen Regierung getroffenen wirtschaftspolitischen Massnahmen, die in die gewünschte Richtung gehen. Sie haben ferner mit Befriedigung von dem Konjunkturprogramm, das die Regierung der Bundesrepublik Deutschland - insbesondere in bezug auf die Wiederankurbelung der privaten und öffentlichen Investitionen - in Aussicht genommen hat, sowie von der Absicht der belgischen Regierung, den gleichen Weg einzuschlagen, Kenntnis genommen.

Sie haben auch mit Befriedigung von den Anstrengungen Kenntnis genommen, welche die Defizitländer zur Erhaltung ihrer Wettbewerbsfähigkeit unternommen haben, um ein besseres Gleichgewicht der Zahlungsbilanz zu erreichen und das Beschäftigungsniveau zu verbessern.

19. Die Regierungschefs haben unter Berücksichtigung der spezifischen Lage der einzelnen Mitgliedstaaten der Gemeinschaft - aufgrund deren eine einheitliche Politik unangebracht wäre - betont, dass die dringende Notwendigkeit besteht, gemeinsam über die einzuschlagenden Politiken zu beschliessen. Diese konvergierenden Politiken können nur dann sinnvoll sein, wenn sie dem Ziel einer Gemeinschaftssolidarität entsprechen und sich auf ständige und wirksame Konsultationsmechanismen stützen. Die Wirtschafts- und Finanzminister werden beauftragt, diese Orientierungen im Rahmen der

.../...

Gemeinschaftsverfahren in die Tat umzusetzen.

20. Es ist klar, dass die Gesamtheit dieser Politiken nur dann genügend Tragweite haben wird, wenn die wichtigsten Industrieländer der Welt den aufkommenden Rezessionstendenzen Einhalt gebieten können.

In diesem Zusammenhang haben sie mit Befriedigung von dem Bericht Kenntnis genommen, den der Bundeskanzler der Bundesrepublik Deutschland im Anschluss an seine Unterredungen mit dem Präsidenten der Vereinigten Staaten vorgelegt hat.

Sie wünschen, dass der Präsident der Französischen Republik bei seiner bevorstehenden Zusammenkunft mit Präsident FORD im Namen der Gemeinschaft auf die Bedeutung einer Konvergenz der Wirtschaftspolitiken aller Industrieländer entsprechend den vorstehenden Orientierungen hinweist.

Sie wünschen ferner, dass die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten bei den kommenden internationalen Konsultationen sowie in den zuständigen internationalen Organisationen in gleicher Weise handeln.

21. Die Gemeinschaft wird weiterhin zur harmonischen Entwicklung des Welthandels, namentlich gegenüber den Entwicklungsländern, beitragen und zu diesem Zweck in konstruktivem Geiste an den GATT-Handelsverhandlungen teilnehmen, die hoffentlich bald aktiv fortgesetzt werden.

.../...

Regionalpolitik

22. Die Regierungschefs beschliessen, dass der Europäische Fonds für regionale Entwicklung, durch den die grössten regionalen Ungleichgewichte in der Gemeinschaft korrigiert werden sollen, die insbesondere auf einen vorwiegend landwirtschaftlichen Charakter, industrielle Veränderungen und strukturbedingte Unterbeschäftigung zurückzuführen sind, ab 1. Januar 1975 von den Organen der Gemeinschaft durchgeführt wird.
23. Der Fonds wird 1975 mit 300.000.000 RE und in den Jahren 1976 und 1977 mit jeweils 500.000.000 RE, also mit 1 Milliarde 300.000.000 RE, ausgestattet.
24. Von diesem Gesamtbetrag von 1 Milliarde 300.000.000 RE werden 150.000.000 RE aus zur Zeit nicht verwendeten Mitteln des EAGFL (Abteilung Ausrichtung) finanziert.

Die Mittel des Fonds werden nach dem von der Kommission vorgesehenen Schema aufgeteilt:

Belgien	1,5 %
Dänemark	1,3 %
Frankreich	15 %
Irland	6 %
Italien	40 %
Luxemburg	0,1 %
Niederlande	1,7 %
Bundesrepublik Deutschland	6,4 %
Vereinigtes Königreich	28 %

Irland erhält jedoch darüber hinaus 6.000.000 RE, die von der Quote der anderen Mitgliedstaaten mit Ausnahme Italiens in Abzug gebracht werden.

Arbeitsmarktprobleme

25. Bei den Massnahmen zur Bekämpfung der Inflation, der Rezessionsgefahr und der Arbeitslosigkeit, wie sie in den vorstehenden Ausführungen beschrieben worden sind, müssen die Erfordernisse einer fortschrittlichen und gerechten Sozialpolitik berücksichtigt werden; andernfalls könnten sie nicht mit Zustimmung und unter Beteiligung der Sozialpartner, und zwar sowohl auf einzelstaatlicher Ebene als auch auf Gemeinschaftsebene, durchgeführt werden.

Die Regierungschefs betonen, dass der Wirtschafts- und Sozialausschuss eine wichtige Rolle für die Einschaltung der Sozialpartner bei der Festlegung der wirtschaftlichen und sozialen Ziele der Gemeinschaft spielen kann.

Es kommt in erster Linie darauf an, dass eine energische und koordinierte Gemeinschaftsaktion auf dem Arbeitsmarkt eingeleitet wird. Diese Aktion setzt voraus, dass die Mitgliedstaaten in Verbindung mit den interessierten Organisationen ihre Arbeitsmarktpolitiken in angemessener Weise aufeinander abstimmen und die vorrangigen Ziele festlegen.

26. Der Rat der Gemeinschaft wird zu gegebener Zeit im Lichte der Erfahrungen unter Berücksichtigung der Probleme der Gebiete und Gruppen von Arbeitnehmern, die am stärksten von den Schwierigkeiten auf dem Arbeitsmarkt betroffen sind, prüfen, ob und inwieweit es notwendig ist, die Mittel des Sozialfonds zu erhöhen.

27. In der Ueberzeugung, dass in dieser Zeit wirtschaftlicher Schwierigkeiten die sozialen Massnahmen besonders in den Mittelpunkt gestellt werden müssen, bekräftigen die Regierungschefs, dass sie der Durchführung der Massnahmen, die in dem vom Rat in der Entschliessung vom 21. Januar 1974 genehmigten sozialpolitischen Aktionsprogramm vorgesehen sind, grosse Bedeutung beimessen.
28. Die Regierungschefs setzen sich zum Ziel, die Sozialleistungen der einzelnen Mitgliedstaaten auf dem Wege des Fortschritts zu harmonisieren, was jedoch nicht bedeutet, dass die Sozialordnungen die gleichen sein müssen.

Energie

29. Die Regierungschefs haben das Energieproblem und in diesem Zusammenhang die wesentlichen finanziellen Fragen erörtert, die sich daraus für die Gemeinschaft und darüber hinaus für die gesamte Welt ergeben.
30. Sie haben ferner vermerkt, dass die Energieminister der Länder der Gemeinschaft am 17. Dezember zusammentreten werden.
31. Die Regierungschefs haben in dem Bewusstsein der grundlegenden Bedeutung des Energieproblems für die Weltwirtschaft die Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen Erdölausfuhrländern und Erdöleinfuhrländern erörtert und ein Exposé des Bundeskanzlers zu dieser Frage entgegengenommen.
32. Die Regierungschefs messen der bevorstehenden Zusammenkunft zwischen dem Präsidenten der Vereinigten Staaten und dem Präsidenten der Französischen Republik sehr grosse Bedeutung bei.

33. Die Regierungschefs haben unter Bezugnahme auf die Entschliessung des Rates vom 17. September 1974 die Organe der Gemeinschaft ersucht, so bald wie möglich eine gemeinsame Energiepolitik auszu- arbeiten und durchzuführen.

Verbleiben Grossbritanniens in der Gemeinschaft

34. Der Premierminister des Vereinigten Königreichs hat mitgeteilt, auf welcher Grundlage die Regierung Ihrer Majestät die Verhandlungen über das Verbleiben Grossbritanniens in der Gemeinschaft ins Auge gefasst hat, und hat die spezifischen Probleme dargelegt, denen die britische Regierung grösste Bedeutung beimisst.
35. Die Regierungschefs erinnern an die von der Gemeinschaft in den Beitrittsverhandlungen abgegebene Erklärung, in der es wie folgt heisst: "Sollten unannehbare Situationen auftreten, so würde die Existenz der Gemeinschaft selbst es erfordern, dass die Organe eine angemessene Lösung zu ihrer Behebung finden".
36. Sie bekräftigen, dass das System der eigenen Mittel eine der grundlegenden Komponenten der wirtschaftlichen Integration der Gemeinschaft darstellt.
37. Sie ersuchen die Organe der Gemeinschaft (den Rat und die Kommission), so rasch wie möglich einen allgemein anwendbaren Korrekturmechanismus auszuarbeiten, mit dem im Rahmen des Systems und des Funktionierens der eigenen Mittel anhand objektiver Kriterien und unter besonderer Berücksichtigung der Anregungen der britischen Regierung im Laufe des Annäherungsprozesses der Volkswirtschaften der Mitgliedstaaten das Auftreten von Situationen verhindert werden kann, die für einen Mitgliedstaat unannehmbar und mit dem guten Funktionieren der Gemeinschaft unvereinbar wären.

COMUNITA' EUROPEE

Il Consiglio

Bruxelles, 13 dicembre 1974

2178/74

NOTA

Le delegazioni troveranno in allegato il Comunicato della Conferenza dei Capi di Governo tenutasi a Parigi il 9 e il 10 dicembre 1974.

2178 i/74 fal/GB/da

COMUNICATO

1. I Capi di Governo dei nove Stati della Comunità, i Ministri degli Affari Esteri ed il Presidente della Commissione, riuniti a Parigi per invito del Presidente della Repubblica Francese, hanno proceduto a un esame dei vari problemi che si pongono all'Europa. In tale circostanza si è preso atto delle relazioni preparate dai Ministri degli Affari Esteri ed è stato registrato l'accordo intervenuto tra questi ultimi su vari punti trattati in tali relazioni.

2. I Capi di Governo, riconoscendo la necessità d'una impostazione globale dei problemi interni posti dalla costruzione europea e di quelli che l'Europa deve affrontare all'esterno, ritengono che occorra assicurare lo sviluppo e la coesione generale delle attività della Comunità e dei lavori relativi alla cooperazione politica.

3. I Capi di Governo hanno pertanto deciso di riunirsi, accompagnati dai Ministri degli Affari Esteri, tre volte all'anno e ogniqualvolta ciò risulterà necessario, come Consiglio della Comunità ed a titolo di cooperazione politica.

Il segretariato amministrativo sarà assicurato in modo appropriato, tenuto conto delle prassi e delle procedure in vigore.

.../...

Al fine d'assicurare la coerenza delle attività comunitarie e la continuità del lavoro, i Ministri degli Affari Esteri sono incaricati, in sede di Consiglio della Comunità, d'una funzione d'impulso e di coordinamento. Nella stessa occasione essi possono riunirsi a titolo di cooperazione politica.

Queste disposizioni non intaccano punto nè le regole e procedure stabilite dai Trattati nè quelle previste dai Rapporti di Lussemburgo e di Copenaghen, relative alla cooperazione politica. Nelle diverse riunioni menzionate nei precedenti paragrafi la Commissione esercita le competenze e svolge la funzione che tali testi le assegnano.

4. Nella prospettiva dell'unificazione europea i Capi di Governo riaffermano la loro volontà di adottare progressivamente posizioni comuni e di attuare una diplomazia concertata in tutti i settori della politica internazionale che toccano gli interessi della Comunità Europea. La Presidenza esercita la funzione di portavoce dei Nove e si rende loro interprete sul piano diplomatico. Essa veglia affinché si proceda sempre in tempo utile alla necessaria concertazione.

Considerato il ruolo crescente della cooperazione politica nella costruzione europea occorre associare più strettamente il Parlamento Europeo ai suoi lavori, tra l'altro attraverso le risposte alle interrogazioni che i parlamentari rivolgono alla Presidenza sulle attività della cooperazione politica.

5. I Capi di Governo giudicano necessario rafforzare la solidarietà dei Nove sia migliorando le procedure comunitarie che sviluppando nuove politiche comuni, in settori da determinare, ed assegnando alle Istituzioni i poteri d'azione che a tal fine si rendessero necessari.

.../...

6. Essi ritengono che, per migliorare il funzionamento del Consiglio della Comunità, occorra rinunciare alla prassi consistente nel subordinare al consenso unanime degli Stati membri la decisione su qualsiasi questione, qualunque possa essere la loro rispettiva posizione circa le conclusioni raggiunte a Lussemburgo il 28 gennaio 1966.

7. I Rappresentanti Permanenti godranno di più larga facoltà di decisione in modo che al Consiglio siano sottoposti soltanto i problemi politici più importanti. A tal fine saranno prese le disposizioni che ogni Stato membro giudicherà necessarie per rafforzare la funzione dei Rappresentanti Permanenti ed associarli alla preparazione delle posizioni nazionali sugli affari europei.

8. Essi convengono peraltro sull'interesse di far uso delle disposizioni del Trattato di Roma in virtù delle quali possono essere conferite alla Commissione le competenze d'esecuzione e di gestione che derivano dai regolamenti comunitari.

9. La cooperazione tra i Nove in campi che oltrepassano la sfera d'applicazione dei Trattati sarà proseguita nei settori in cui è stata avviata. Si dovrebbe estendere tale cooperazione a settori nuovi riunendo rappresentanti dei Governi in sede di Consiglio ogniqualvolta ciò sia possibile.

.../...

10. Sarà costituito un gruppo di lavoro per studiare la possibilità di istituire una Unione dei passaporti e, in via preliminare, l'introduzione d'un passaporto uniforme.

Questo progetto dovrebbe essere sottoposto ai Governi degli Stati membri possibilmente entro il 31 dicembre 1976. In esso saranno previste in particolare un'armonizzazione per tappe della legislazione sugli stranieri e l'abolizione del controllo dei passaporti all'interno della Comunità.

11. Un altro gruppo di lavoro sarà incaricato di studiare le condizioni e i termini di tempo entro cui potrebbero essere riconosciuti diritti speciali ai cittadini dei nove Stati membri in quanto membri della Comunità.
12. I Capi di Governo hanno constatato che l'obiettivo, fissato dal Trattato, dell'elezione del Parlamento Europeo a suffragio universale dovrebbe essere realizzato al più presto possibile. Su questo punto essi attendono con interesse le proposte del Parlamento Europeo, proposte su cui auspicano che il Consiglio si pronunci nel 1976. In questa ipotesi l'elezione a suffragio universale diretto potrebbe aver luogo a partire dal 1978.

.../...

Poiché il Parlamento Europeo si compone di rappresentanti dei popoli degli Stati riuniti nella Comunità, è necessario che ciascun popolo vi sia rappresentato in modo appropriato.

Il Parlamento Europeo è associato allo sviluppo della costruzione europea. I Capi di Governo non mancheranno di prendere in considerazione i punti di vista che, nell'ottobre del 1972, gli hanno chiesto di esprimere al riguardo.

Le competenze del Parlamento Europeo saranno ampliate in particolare con l'assegnazione di alcuni poteri nel processo legislativo delle Comunità.

Dichiarazione della delegazione del Regno Unito

Il Primo Ministro del Regno Unito ha dichiarato che il Governo di Sua Maestà non intende impedire ai Governi degli altri otto Stati membri di fare progressi in materia di elezione del Parlamento Europeo a suffragio universale. Dal canto suo, il Governo di Sua Maestà non può prendere posizione sulla proposta prima che si sia concluso il processo di rinegoziazione e i relativi risultati siano stati sottoposti al popolo britannico.

Dichiarazione della delegazione danese

La delegazione danese non può in questo momento impegnarsi ad introdurre l'elezione a suffragio universale nel 1978.

.../...

13. I Capi di Governo costatano che è già cominciato il processo di trasformazione dell'insieme delle relazioni tra gli Stati membri, conformemente alle decisioni prese a Parigi nell'ottobre del 1972, e sono decisi a compiere nuovi progressi su questa via.

In tale prospettiva, essi ritengono opportuno che i Nove si mettano d'accordo al più presto su una concezione globale dell'Unione Europea. A tale proposito e conformemente a quanto richiesto dalla Conferenza dei Capi di Stato o di Governo di Parigi dell'ottobre 1972, essi ribadiscono l'importanza che annettono ai Rapporti delle Istituzioni della Comunità. Chiedono al Parlamento Europeo, alla Commissione e alla Corte di Giustizia di anticipare la presentazione dei rispettivi rapporti a prima della fine del primo semestre del 1975. Convengono di incaricare il Sig. Tindemans, Primo Ministro del Regno del Belgio, di fare ai Capi di Governo, entro la fine del 1975, una relazione di sintesi in base ai rapporti delle Istituzioni e alle consultazioni che avrà avute con i Governi e gli ambienti rappresentativi dell'opinione pubblica nella Comunità.

Unione Economica e Monetaria

14. I Capi di Governo, avendo constatato che le vicissitudini interne e internazionali non hanno permesso di realizzare l'insieme dei progressi attesi sulla via dell'Unione Economica e Monetaria, affermano che, a questo proposito, la loro volontà rimane inalterata e che il loro obiettivo resta quello che si erano prefissi alla Conferenza di Parigi.

Convergenza delle Politiche Economiche

15. I Capi di Governo hanno discusso la situazione economica nel mondo e nella Comunità.
16. Essi hanno constatato che l'aumento del prezzo dell'energia aggrava le tendenze inflazionistiche ed i deficit delle bilance dei pagamenti ed accentua la minaccia d'una recessione generale. I mutamenti così introdotti nelle ragioni di scambio impongono agli Stati membri un riorientamento delle loro strutture produttive.
17. I Capi di Governo confermano che l'obiettivo della politica economica resta la lotta contro l'inflazione e la difesa dell'occupazione. La cooperazione delle parti sociali costituirà un elemento essenziale per il successo di tale politica. Essi sottolineano che nelle attuali circostanze si deve assegnare una spiccata precedenza ad un rilancio nella stabilità, vale a dire a un'azione che sia diretta nel contempo a prevenire una recessione economica generale e a restaurare la stabilità. Occorre che questa azione escluda ogni ricorso al protezionismo che, per i suoi effetti a catena, potrebbe compromettere il rilancio economico.

Gli Stati membri che si trovano in una situazione di eccedenza della bilancia dei pagamenti devono condurre una politica economica che stimoli la domanda interna e mantenga l'occupazione ad un alto livello senza tuttavia creare nuove condizioni inflazionistiche. Tale atteggiamento permetterebbe più facilmente ai paesi con rilevanti deficit della bilancia dei pagamenti di proseguire una politica che consenta, senza ricorrere a misure protezionistiche, di assicurare un livello d'occupazione soddisfacente, una stabilizzazione dei costi e il miglioramento dei loro conti con l'estero.

18. Nella prospettiva dello sforzo che i paesi eccedentari devono compiere, i Capi di Governo si rallegrano delle misure di politica economica già adottate dal Governo olandese in quanto si orientano nella direzione desiderata. Inoltre essi hanno preso nota con soddisfazione del programma congiunturale prospettato dal Governo della Repubblica Federale di Germania, specialmente per quanto concerne il rilancio dell'investimento privato e pubblico, e dell'intenzione del Governo belga di impegnarsi, esso pure, su questa via.

Essi hanno altresì notato con soddisfazione gli sforzi intrapresi dai paesi deficitari per mantenere la loro competitività onde pervenire a un miglior equilibrio della bilancia dei pagamenti e migliorare il livello dell'occupazione.

19. Pur tenendo conto della situazione specifica di ciascuno degli Stati membri della Comunità - che renderebbe inadatta una politica uniforme - i Capi di Governo hanno insistito sull'urgente necessità di convenire in comune le politiche da intraprendere. Queste politiche convergenti acquisteranno il loro significato soltanto se risponderanno a un obiettivo di solidarietà comunitaria e se poggeranno su meccanismi permanenti ed efficaci di consultazione. I Ministri

dell'Economia e delle Finanze sono incaricati, nel quadro delle procedure comunitarie, di tradurre in atto questi orientamenti.

20. E' chiaro che l'insieme di queste politiche avrà tutta la sua portata soltanto nella misura in cui i principali paesi industrializzati del mondo sapranno vincere le nascenti tendenze di recessione.

A tal proposito essi hanno preso nota con soddisfazione del resoconto che il Cancelliere della Repubblica Federale di Germania ha presentato al termine dei suoi colloqui con il Presidente degli Stati Uniti.

Essi desiderano che il Presidente della Repubblica Francese, nel suo prossimo incontro con il Presidente FORD, sottolinei a nome della Comunità l'importanza d'una convergenza delle politiche economiche dell'insieme dei paesi industrializzati secondo gli orientamenti testè indicati.

Essi esprimono altresì il desiderio che la Comunità e i suoi Paesi membri agiscano allo stesso modo nelle future consultazioni internazionali e negli organismi internazionali competenti.

21. La Comunità continuerà a contribuire allo sviluppo armonioso del commercio mondiale, specialmente nei confronti dei paesi in via di sviluppo, e a tal fine prenderà parte con spirito costruttivo ai negoziati commerciali del GATT che essa spera siano ben presto attivamente proseguiti.

.../...

Politica regionale

22. I Capi di Governo decidono che il Fondo Europeo di Sviluppo Regionale, destinato a correggere i principali squilibri regionali nella Comunità risultanti in particolare da una predominanza dell'agricoltura, dai mutamenti nell'industria e da una sottoccupazione strutturale, sarà messo in funzione dalle Istituzioni della Comunità a decorrere dal 1° gennaio 1975.
23. Il Fondo sarà dotato di 300.000.000 UC nel 1975, di 500.000.000 UC per ciascuno degli anni 1976 e 1977, ossia di 1.300.000.000 UC.
24. Questo importo totale di 1.300.000.000 UC sarà finanziato, a concorrenza di 150.000.000 UC, con fondi del FEAOG (Sezione Orientamento) attualmente non utilizzati.

Le risorse del Fondo saranno ripartite secondo lo schema previsto dalla Commissione :

Belgio	1,5 %
Danimarca	1,3 %
Francia	15 %
Irlanda	6 %
Italia	40 %
Lussemburgo	0,1 %
Paesi Bassi	1,7 %
Repubblica Federale di Germania	6,4 %
Regno Unito	28 %

Tuttavia, all'Irlanda saranno inoltre assegnati 6.000.000 UC che saranno detratti dalla quota degli altri Stati membri, Italia esclusa.

Problemi dell'occupazione

25. Lo sforzo richiesto per fronteggiare l'inflazione, i rischi di recessione e la disoccupazione, descritto nelle righe precedenti, deve rispettare gli imperativi di una politica sociale di progresso e di equità, altrimenti non potrebbe riscuotere l'adesione e ottenere la partecipazione delle parti sociali, sia sul piano nazionale sia su quello comunitario.

In proposito i Capi di Governo sottolineano che il Comitato Economico e Sociale può svolgere un'importante funzione per associare le parti sociali alla definizione degli obiettivi economici e sociali della Comunità.

Occorre, in primo luogo, intraprendere un'azione vigorosa e coordinata a livello comunitario nel settore dell'occupazione. Tale azione implica che gli Stati membri procedano, in collegamento con le organizzazioni interessate, alla concertazione appropriata delle loro politiche dell'occupazione e fissino gli obiettivi prioritari da raggiungere.

26. Il Consiglio della Comunità esaminerà al momento opportuno, alla luce dell'esperienza e tenendo conto dei problemi delle regioni e delle categorie di lavoratori più colpite dalle difficoltà dell'occupazione, se e in quale misura sia necessario aumentare i mezzi del Fondo sociale.

.../...

27. Convinti che in questo periodo di difficoltà economiche, si debba porre un accento particolare sulle misure sociali, i Capi di Governo confermano l'importanza che annettono alla realizzazione delle misure iscritte nel programma d'azione sociale approvato dal Consiglio con la risoluzione del 21 gennaio 1974.
28. I Capi di Governo si prefiggono come obiettivo l'armonizzazione nel progresso della protezione sociale garantita da ciascuno Stato membro senza che ciò implichi l'identità dei sistemi sociali in vigore.

Energia

29. I Capi di Governo hanno discusso il problema dell'energia e, in questo contesto, i principali problemi finanziari connessi che si pongono alla Comunità e al resto del mondo.
30. Essi hanno inoltre constatato che i Ministri dell'Energia dei Paesi della Comunità si dovranno incontrare il 17 dicembre.
31. I Capi di Governo, consapevoli dell'importanza fondamentale che il problema dell'energia riveste nell'economia mondiale, hanno discusso delle possibilità di cooperazione tra i paesi esportatori e importatori di petrolio e hanno ascoltato un'esposizione del Cancelliere della Repubblica Federale di Germania al riguardo.
32. I Capi di Governo annettono estrema importanza al prossimo incontro del Presidente degli Stati Uniti con il Presidente della Repubblica Francese.

.../...

33. Con riferimento alla risoluzione del Consiglio del 17 settembre 1974, i Capi di Governo hanno invitato le Istituzioni comunitarie ad elaborare e ad attuare al più presto una politica energetica comune.

.../...

Ulteriore appartenenza della Gran Bretagna
alla Comunità

34. Il Primo Ministro del Regno Unito ha indicato "la base sulla quale il Governo di Sua Maestà affronta i negoziati relativi all'ulteriore appartenenza della Gran Bretagna alla Comunità" e ha esposto i problemi specifici cui il Governo britannico annette la maggior importanza.
35. I Capi di Governo rammentano la dichiarazione fatta dalla Comunità all'epoca dei negoziati per l'adesione, secondo la quale, "se dovessero prodursi situazioni inaccettabili, la vita stessa della Comunità imporrebbe che le Istituzioni vi apportassero soluzioni eque".
36. Essi confermano che il sistema delle "risorse proprie" costituisce uno degli elementi fondamentali dell'integrazione economica della Comunità.
37. Essi invitano le Istituzioni della Comunità (il Consiglio e la Commissione) ad elaborare quanto prima possibile un meccanismo correttore d'applicazione generale basato, nel quadro del sistema e del funzionamento delle risorse proprie, su criteri oggettivi, e che, tenendo conto in particolare dei suggerimenti fatti allo scopo dal Governo britannico, sia atto a prevenire durante il processo di convergenza delle economie degli Stati membri l'eventuale insorgere di situazioni inaccettabili per uno Stato membro ed incompatibili col corretto funzionamento della Comunità.

N O T A

Voor de delegaties gaat hierbij het Communiqué van de Conferentie van Regeringsleiders die op 9 en 10 december 1974 in Parijs is gehouden.

COMMUNIQUE

1. De Regeringsleiders van de negen Staten van de Gemeenschap en de Ministers van Buitenlandse Zaken, alsmede de Voorzitter van de Commissie, te Parijs in vergadering bijeen op uitnodiging van de President van de Franse Republiek, hebben de verschillende problemen behandeld, waarmee Europa wordt geconfronteerd. Bij die gelegenheid werd akte genomen van de door de Ministers van Buitenlandse Zaken voorbereide verslagen. Er werd nota genomen van de overeenstemming die laatstgenoemden hebben bereikt over de verschillende in deze verslagen genoemde punten.
2. De Regeringsleiders erkennen de noodzaak van een algemene aanpak van de interne problematiek in verband met de opbouw van Europa en van de problemen tussen Europa en de buitenwereld, en zijn daarbij van oordeel dat er moet worden gestreefd naar ont-plooiing van en samenhang tussen de activiteiten van de Gemeen-schappen en de werkzaamheden op het terrein van de politieke samenwerking.
3. De Regeringsleiders hebben derhalve besloten om samen met de Ministers van Buitenlandse Zaken drie maal per jaar te ver-gaderen en, elke keer dat zulks nodig is, als Raad van de Gemeen-schap en uit hoofde van de politieke samenwerking.

Uitgaande van de gevestigde gebruiken en de bestaande proce-dures, zal het administratief secretariaat op passende wijze worden waargenomen.

.../...

Met het oog op de samenhang tussen de communautaire activiteiten en de continuïteit der werkzaamheden moeten de Ministers van Buitenlandse Zaken, in het kader van de Raad van de Gemeenschap, een stimulerende en coördinerende rol spelen. Zij kunnen terzelfder tijd bijeenkomen uit hoofde van de politieke samenwerking.

Het bovenstaande tast geenszins de voorschriften en procedures van de Verdragen en van de Rapporten van Luxemburg en Kopenhagen betreffende de politieke samenwerking aan. De Commissie oefent in de verschillende vergaderingen welke in de voorafgaande paragrafen zijn genoemd, haar bevoegdheden uit en speelt de rol die haar wordt toegekend door deze teksten.

4. In het perspectief van de Europese eenwording bevestigen de Regeringsleiders opnieuw hun wil om geleidelijk gemeenschappelijke standpunten vast te leggen en op alle onderdelen van de internationale politiek waar de belangen van de Europese Gemeenschap in het geding zijn, een op elkaar afgestemde diplomatie te voeren. De Voorzitter treedt op als woordvoerder van de Negen en is op diplomatiek vlak hun spreekbuis. Hij ziet erop toe dat het noodzakelijke overleg altijd tijdig plaatsvindt.

Gezien de steeds belangrijker wordende rol van de politieke samenwerking bij de opbouw van Europa, dient het Europese Parlement daarbij steeds nauwer te worden betrokken, o.m. via antwoorden op de vragen die parlementsleden aan de Voorzitter stellen over de werkzaamheden inzake politieke samenwerking.

5. De Regeringsleiders achten het noodzakelijk de solidariteit der Negen te versterken door verbetering van de communautaire procedures, door het tot stand brengen van nieuwe gemeenschappelijke beleidsvormen in nog nader vast te stellen sectoren, alsook door de toekening aan de Instellingen van bevoegdheden tot handelend optreden waar zulke nodig is.

.../...

6. Ten einde de Raad van de Gemeenschap beter te doen functioneren, menen zij dat moet worden afgestapt van de gewoonte om te eisen dat alle besluiten unaniem worden goedgekeurd door alle Lid-Staten, ongeacht hun onderscheiden standpunt ten aanzien van de op 28 januari 1966 te Luxemburg vastgestelde conclusies.
7. Aan de Permanente Vertegenwoordigers zal meer armslag worden gegeven, in die zin dat zij alleen de belangrijkste politieke problemen aan de Raad voorleggen. Hiertoe zullen de door elke Lid-Staat nodig geachte schikkingen worden getroffen, ten einde de rol van de Permanente Vertegenwoordigers te versterken en hen te betrekken bij de voorbereiding van de nationale standpunten over Europese zaken.
8. Voorts achten zij het van belang, gebruik te maken van de bepalingen van het Verdrag van Rome, op grond waarvan de uitvoerings- en beheersbevoegdheden die voortvloeien uit communautaire verordeningen, aan de Commissie kunnen worden toegekend.
9. De samenwerking tussen de Negen op terreinen die buiten het toepassingsgebied van de Verdragen liggen, zal worden voortgezet in die sectoren waar zij reeds is ingezet. Zij moet door de Vertegenwoordigers der Regeringen die, telkens wanneer dat mogelijk is, in het kader van de Raad bijeenkomen, worden uitgebreid tot andere gebieden.

10. Er zal een werkgroep worden opgericht om een studie te maken van de mogelijkheid om een Paspoortenunie in te stellen en, voortvloeiend daarop, om een uniform paspoort in te voeren.

Dit project dient zo mogelijk vóór 31 december 1976 te worden voorgelegd aan de Regeringen der Lid-Staten. Het zal met name een regeling bevatten voor een etappegewijze harmonisatie van de vreemdelingenwetgeving, alsmede voor de afschaffing van de paspoortencontrole binnen de Gemeenschap.

11. Een andere werkgroep zal tot taak krijgen na te gaan onder welke voorwaarden en binnen welke termijn aan de burgers van de negen Lid-Staten speciale rechten kunnen worden toegekend als lid van de Gemeenschap.

12. De Regeringsleiders hebben geconstateerd dat het in het Verdrag vastgelegde doel, te weten algemene verkiezingen voor het Europese Parlement, zo spoedig mogelijk dient te worden verwezenlijkt. Op dit punt zien zij met belangstelling de voorstellen van het Europese Parlement tegemoet, waarover de Raad dan in 1976 zou moeten beslissen. In dat geval zouden er vanaf 1978 rechtstreekse algemene verkiezingen moeten plaatsvinden.

.../...

Aangezien het Europese Parlement is samengesteld uit vertegenwoordigers van de volkeren van de Staten die in de Gemeenschap verenigd zijn, dient elk volk op een passende wijze vertegenwoordigd te zijn.

Het Europese Parlement wordt betrokken bij de ontwikkeling van de Europese opbouw. De Regeringsleiders zullen terdege rekening houden met de opvattingen die zij het Europese Parlement in oktober 1972 verzocht hebben dienaangaande naar voren te brengen.

De bevoegdheden van het Europese Parlement zullen worden uitgebreid, met name via verlening van bepaalde bevoegdheden in het wetgevingsproces van de Gemeenschappen.

Verklaring van de Britse delegatie

De Britse Eerste Minister heeft verklaard dat de Britse Regering geenszins de Regeringen van de overige acht Lid-Staten wil verhinderen vorderingen te maken met de rechtstreekse algemene verkiezingen voor het Europese Parlement. De Britse Regering kan zich over het voorstel niet uitspreken voordat de heronderhandelingen zijn voltooid en de resultaten daarvan aan het Britse volk zijn voorgelegd.

Verklaring van de Deense delegatie

De Deense delegatie kan in dit stadium niet toezeggen de algemene verkiezingen in 1978 in te voeren.

.../...

13. De Regeringsleiders constateren dat het proces van omvorming van het geheel der betrekkingen tussen de Lid-Staten reeds begonnen is, conform de besluiten die in oktober 1972 te Parijs werden genomen. Zij zijn vastbesloten op die weg nieuwe vooruitgang te boeken.

In dat perspectief achten zij het dienstig dat de Negen zo spoedig mogelijk overeenstemming bereiken over een algemene conceptie van de Europese Unie. In dat verband bevestigen zij, conform de verzoeken van de Parijse Conferentie van Staatshoofden en Regeringsleiders van 1972, het belang dat zij hechten aan de verslagen van de Europese Instellingen. Zij verzoeken het Europese Parlement, de Commissie en het Hof van Justitie de indiening van hun verslagen te bespoedigen en deze nog vóór het einde van het eerste halfjaar 1975 uit te brengen. Zij zijn overeengekomen, de heer Tindemans, Eerste Minister van het Koninkrijk België, op te dragen om vóór eind 1975 aan de Regeringsleiders een syntheseverslag uit te brengen, daarbij uitgaande van de verslagen der Instellingen en van het overleg dat hij zal plegen met de Regeringen en de kringen die representatief zijn voor de openbare mening binnen de Gemeenschap.

Economische en Monetaire Unie

14. Na te hebben geconstateerd dat het wegens de interne en internationale wisselvalligheden niet mogelijk is geweest op alle punten de verwachte vooruitgang te boeken bij de verwezenlijking van de Economische en Monetaire Unie, bevestigen de Regeringsleiders dat hun wil in dezen niet is verslapt en dat zij blijven streven naar het doel dat zij zich hebben gesteld tijdens de Conferentie van Parijs.

Convergentie van de economische politiek der Lid-Staten

15. De Regeringsleiders hebben gesproken over de economische situatie in de wereld en in de Gemeenschap.
16. Zij hebben geconstateerd dat de verhoging van de energieprijzen de inflatoire tendensen versterkt, de tekorten op de betalingsbalansen doet toenemen en de dreiging van een algemene recessie accentueert. De mutaties die de ruilvoet daardoor ondergaat, dwingen de Lid-Staten hun produktiestructuren opnieuw te oriënteren.
17. De Regeringsleiders bevestigen dat het doel van de economische politiek de inflatiebestrijding en de verdediging van de werkgelegenheid blijft. Voor het welslagen van dit beleid zal de medewerking der sociale partners een essentiële factor vormen. Zij zijn van mening dat er in de huidige omstandigheden een hoge prioriteit moet worden toegekend aan een op stabilisering gericht stimuleringsbeleid, dat wil zeggen aan een actie ter voorkoming van een algemene economische recessie en tevens tot herstel van de stabiliteit. Deze actie moet worden gevoerd onder uitsluiting van elke vorm van protectionisme, dat, vanwege de kettingreactie die het teweegbrengt, de economische opleving in gevaar zou kunnen brengen.

De Lid-Staten met een overschot op de betalingsbalans moeten een economisch beleid voeren dat gericht is op stimulering van de interne vraag en op handhaving van een hoog werkgelegenheidsniveau, zonder evenwel nieuwe inflatoire impulsen te geven. Daardoor kunnen landen met grote betalingsbalanstekorten gemakkelijker een beleid voeren waarbij zij, zonder protectionistische maatregelen te nemen, een bevredigend werkgelegenheidsniveau, een stabilisering van de kosten en een verbetering van hun buitenlandse rekeningen kunnen bereiken.

18. Gezien de inspanningen die moeten worden geleverd door landen met een overschot, begroeten de Regeringsleiders de reeds door de Nederlandse Regering getroffen maatregelen op het gebied van de economische politiek als een stap in de goede richting. Voorts hebben zij met voldoening kennis genomen van het door de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland overwogen conjunctuurprogramma, met name voor wat betreft het geven van een nieuwe impuls aan de overheids- en privé-investeringen, en van het voornemen van de Belgische Regering ook soortgelijke stappen te ondernemen.

Zij hebben met voldoening kennis genomen van de maatregelen die de landen met een tekort hebben getroffen om concurrerend te blijven, ten einde aldus een beter evenwicht van de betalingsbalans tot stand te brengen en het werkgelegenheidsniveau te verbeteren.

19. Met inachtneming van de specifieke situaties van elk der Lid-Staten van de Gemeenschap - waardoor een eenvormig beleid onaan- gepast zou zijn - hebben de Regeringsleiders gewezen op de dringende noodzaak van het gemeenschappelijk vaststellen van het toekomstig beleid. Deze convergentie is slechts zinvol als zij wordt ingegeven door communautaire solidariteit en gebaseerd is op permanente en doelmatige overlegprocedures. De Ministers van Economische Zaken

.../...

en Financiën krijgen tot taak deze beleidslijnen in het kader der communautaire procedures ten uitvoer te leggen.

20. Het is duidelijk dat dit beleid in al zijn vormen slechts werkelijk kan functioneren wanneer de voornaamste geïndustrialiseerde landen in de wereld een halt kunnen toeroepen aan de opkomende tendens tot recessie.

In dat verband hebben zij met voldoening kennis genomen van het verslag dat de Kanselier van de Bondsrepubliek Duitsland heeft uitgebracht over zijn besprekingen met de President van de Verenigde Staten.

Zij wensen dat de President van de Franse Republiek tijdens zijn komende ontmoeting met President FORD namens de Gemeenschap wijst op het belang van convergentie van het economische beleid van alle geïndustrialiseerde landen volgens de hierboven uiteengezette richtsnoeren.

Zij wensen eveneens dat de Gemeenschap en de Lid-Staten bij toekomstig internationaal overleg en in de bevoegde internationale organen dezelfde handelwijze volgen.

21. De Gemeenschap zal blijven bijdragen tot de harmonische ontwikkeling van de wereldhandel, met name ten opzichte van de ontwikkelingslanden, en zal daartoe constructief meewerken aan de handelsbesprekingen in het GATT waarvan zij hoopt dat zij binnenkort op actieve wijze worden voorgezet.

.../...

Regionaal beleid

22. De Regeringsleiders besluiten dat het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, waarmede verkleining wordt beoogd van de voornaamste regionale onevenwichtigheden in de Gemeenschap die het gevolg zijn van onder meer de overheersende rol van de landbouw, industriële mutaties en een structureel gebrek aan werkgelegenheid, per 1 januari 1975 door de Instellingen van de Gemeenschap in werking zal worden gesteld.
23. In 1975 krijgt het Fonds 300.000.000 RE toegewezen en voor 1976 en 1977 jaarlijks 500.000.000 RE, d.w.z. in totaal 1.300.000.000 RE.
24. Van deze 1.300.000.000 RE zal een bedrag tot 150.000.000 RE worden gefinancierd met kredieten van het EOGFL (Afdeling Oriëntatie) die momenteel niet zijn benut.

De middelen van het Fonds worden, conform het door de Commissie uitgewerkte schema, als volgt verdeeld :

België	1,5 %
Denemarken	1,3 %
Frankrijk	15 %
Ierland	6 %
Italië	40 %
Luxemburg	0,1 %
Nederland	1,7 %
Bondsrepubliek Duitsland	6,4 %
Verenigd Koninkrijk	28 %

Aan Ierland wordt echter nog een bedrag van 6.000.000 RE toegewezen dat in mindering wordt gebracht op het aandeel van de overige Lid-Staten, met uitzondering van Italië.

Werkgelegenheidsproblemen

25. Bij de strijd tegen de inflatie, de dreigende recessie en de werkloosheid, zoals hierboven omschreven, dient rekening te worden gehouden met de eisen van een maatschappelijk beleid gericht op vooruitgang en rechtvaardigheid, zo niet bestaat er weinig kans dat de sociale partners, zowel op nationaal als op communautair vlak, met deze strijd instemmen en er hun medewerking aan verlenen.

De Regeringsleiders wijzen er in dit verband op dat het Economisch en Sociaal Comité een belangrijke rol kan spelen ten einde de sociale partners te betrekken bij de vaststelling van de economische en maatschappelijke doelstellingen van de Gemeenschap.

In de eerste plaats dient op krachtige en gecoördineerde wijze op communautair niveau actie gevoerd te worden op het gebied van de werkgelegenheid. Dit houdt in dat de Lid-Staten, samen met de betrokken organisaties, op passende wijze hun werkgelegenheidsbeleid op elkaar afstemmen en dat zij de prioritaire doelstellingen die bereikt moeten worden, vaststellen.

26. De Raad van de Europese Gemeenschappen zal te zijner tijd, in het licht van de ervaring en met inachtneming van de problemen van de regio's en de categorieën werknemers die het meest worden getroffen door werkgelegenheidsvraagstukken, nagaan of, en zo ja in welke mate, de middelen van het Sociaal Fonds moeten worden verhoogd.

27. In de overtuiging dat in deze tijd van economische moeilijkheden in het bijzonder de nadruk dient te worden gelegd op sociale maatregelen, bevestigen de Regeringsleiders het belang dat zij hechten aan de verwezenlijking van de maatregelen die vervat zijn in het sociale actieprogramma waaraan de Raad met zijn resolutie van 21 januari 1974 zijn goedkeuring heeft gehecht.
28. De Regeringsleiders stellen zich ten doel de sociale bescherming die door iedere Lid-Staat wordt geboden, opwaarts te harmoniseren, zonder dat dit inhoudt dat de vigerende maatschappelijke stelsels identiek moeten worden.

Energie

29. De Regeringsleiders hebben de energiekwestie besproken en daarbij tevens de belangrijkste financiële problemen waarmee de Gemeenschap en trouwens de gehele wereld dientengevolge te kampen heeft.
30. Zij hebben er voorts nota van genomen dat de Ministers voor Energie van de landen van de Gemeenschap elkaar op 17 december zullen ontmoeten.
31. Bewust van het fundamentele belang van de energiekwestie voor de wereldeconomie, hebben de Regeringsleiders gesproken over de mogelijkheden van samenwerking tussen aardolie-exporterende en aardolie-importerende landen. Zij hebben een uiteenzetting van de Bondskanselier hieromtrent aangehoord.
32. De Regeringsleiders hechten zeer veel belang aan de komende ontmoeting tussen de President van de Verenigde Staten en de President van de Franse Republiek.

33. Onder verwijzing naar de resolutie van de Raad van
17 september 1974 hebben de Regeringsleiders de communautaire
Instellingen uitgenodigd zo spoedig mogelijk een gemeenschappe-
lijk energiebeleid uit te werken en ten uitvoer te leggen.

Het Britse lidmaatschap

34. De Eerste Minister van het Verenigd Koninkrijk heeft meegedeeld op welke basis Harer Majesteits Regering de onderhandelingen over de handhaving van het Britse lidmaatschap benadert en heeft uiteengezet aan welke specifieke problemen de Britse Regering het grootste belang hecht.
35. De Regeringsleiders herinneren aan de bij de toetredingsonderhandelingen door de Gemeenschap afgelegde verklaring dat "indien zich onaanvaardbare situaties mochten voordoen, het bestaan van de Gemeenschap zelf zou eisen dat de Instellingen daarvoor een rechtvaardige oplossing vinden".
36. Zij bevestigen dat het systeem der eigen middelen een van de grondbeginselen van de economische integratie van de Gemeenschap vormt.
37. Zij nodigen de Instellingen van de Gemeenschap (de Raad en de Commissie) uit om zo spoedig mogelijk een algemeen toepasselijk correctiesysteem uit te werken, dat in het kader van het stelsel der eigen middelen en in overeenstemming met de normale werking daarvan, op basis van objectieve criteria en met inachtneming van de ter zake door de Britse Regering gedane suggesties, kan verhinderen dat zich tijdens de periode waarin de economieën der Lid-Staten naar elkaar toegroeien, eventueel situaties voordoen die onaanvaardbaar voor een Lid-Staat en onverenigbaar met het soepel functioneren van de Gemeenschap zijn.

EUROPEAN COMMUNITIES

The Council

Brussels, 12 December 1974

2178/74

N O T E

The delegations will find attached the Communiqué issued after the Conference of the Heads of Government held in Paris on 9 and 10 December 1974.

2178 e/74 sar/COD/er

COMMUNIQUE

1. The Heads of Government of the nine States of the Community, the Ministers of Foreign Affairs and the President of the Commission, meeting in Paris at the invitation of the French President, examined the various problems confronting Europe. They took note of the reports drawn up by the Ministers of Foreign Affairs and recorded the agreement reached by these Ministers on various points raised in the reports.

2. Recognizing the need for an overall approach to the internal problems involved in achieving European unity and the external problems facing Europe, the Heads of Government consider it essential to ensure progress and overall consistency in the activities of the Communities and in the work on political co-operation.

3. The Heads of Government have therefore decided to meet, accompanied by the Ministers of Foreign Affairs, three times a year and, whenever necessary, in the Council of the Communities and in the context of political co-operation.

The administrative Secrétariat will be provided for in an appropriate manner with due regard for existing practices and procedures.

.../...

In order to ensure consistency in Community activities and continuity of work, the Ministers of Foreign Affairs, meeting in the Council of the Community, will act as initiators and co-ordinators. They may hold political co-operation meetings at the same time.

These arrangements do not in any way affect the rules and procedures laid down in the Treaties or the provisions on political co-operation in the Luxembourg and Copenhagen Reports. At the various meetings referred to in the preceding paragraphs the Commission will exercise the powers vested in it and play the part assigned to it by the above texts.

4. With a view to progress towards European unity, the Heads of Government re-affirm their determination gradually to adopt common positions and co-ordinate their diplomatic action in all areas of international affairs which affect the interests of the European Community. The President in office will be the spokesman for the Nine and will set out their views in international diplomacy. He will ensure that the necessary concertation always takes place in good time.

In view of the increasing role of political co-operation in the construction of Europe, the European Assembly must be more closely associated with the work of the Presidency, for example through replies to questions on political co-operation put to him by its Members.

5. The Heads of Government consider it necessary to increase the solidarity of the Nine both by improving Community procedures and by developing new common policies in areas to be decided on and granting the necessary powers to the Institutions.

6. In order to improve the functioning of the Council of the Community, they consider that it is necessary to renounce the practice which consists of making agreement on all questions conditional on the unanimous consent of the Member States, whatever their respective positions may be regarding the conclusions reached in Luxembourg on 28 January 1966.
7. Greater latitude will be given to the Permanent Representatives so that only the most important political problems need be discussed in the Council. To this end, each Member State will take the ~~necessary~~ ^{it considers necessary} measures to strengthen the role of the Permanent Representatives and involve them in preparing the national positions on European affairs.
8. Moreover, they agree on the advantage of making use of the provisions of the Treaty of Rome whereby the powers of implementation and management arising out of Community rules may be conferred on the Commission.
9. Co-operation between the Nine in areas outside the scope of the Treaty will be continued where it has already begun. It should be extended to other areas by bringing together the representatives of the Governments, meeting within the Council whenever possible.

.../...

10. A working party will be set up to study the possibility of establishing a Passport Union and, in anticipation of this, the introduction of a uniform passport.

If possible, this draft should be submitted to the Governments of the Member States before 31 December 1976. It will, in particular, provide for stage-by-stage harmonization of legislation affecting aliens and for the abolition of passport control within the Community.

11. Another working party will be instructed to study the conditions and the timing under which the citizens of the nine Member States could be given special rights as members of the Community.
12. The Heads of Government note that the election of the European Assembly by universal suffrage, one of the objectives laid down in the Treaty, should be achieved as soon as possible. In this connection, they await with interest the proposals of the European Assembly, on which they wish the Council to act in 1976. On this assumption, elections by direct universal suffrage could take place at any time in or after 1978.

.../...

Since the European Assembly is composed of representatives of the peoples of the States united within the Community, each people must be represented in an appropriate manner.

The European Assembly will be associated with the achievement of European unity. The Heads of Government will not fail to take into consideration the points of view which, in October 1972, they asked it to express on this subject.

The competence of the European Assembly will be extended, in particular by granting it certain powers in the Communities' legislative process.

Statement by the United Kingdom delegation

The Prime Minister of the United Kingdom explained that Her Majesty's Government did not wish to prevent the Governments of the other eight Member States from making progress with the election of the European Assembly by universal suffrage. Her Majesty's Government could not themselves take up a position on the proposal before the process of renegotiation had been completed and the results of renegotiation submitted to the British people.

Statement by the Danish delegation

The Danish delegation is unable at this stage to commit itself to introducing elections by universal suffrage in 1978.

.../...

13. The Heads of Government note that the process of transforming the whole complex of relations between the Member States, in accordance with the decision taken in Paris in October 1972, has already started. They are determined to make further progress in this direction.

In this connection, they consider that the time has come for the Nine to agree as soon as possible on an overall concept of European Union. Consequently, in accordance with the requests made by the Paris meeting of Heads of State and of Government in October 1972, they confirm the importance which they attach to the reports to be made by the Community Institutions. They request the European Assembly, the Commission and the Court of Justice to bring the submission of their reports forward to before the end of June 1975. They agreed to invite Mr. Tindemans, Prime Minister of the Kingdom of Belgium, to submit a comprehensive report to the Heads of Government before the end of 1975, on the basis of the reports received from the Institutions and of consultations which he is to have with the Governments and with a wide range of public opinion in the Community.

Economic and monetary union

14. The Heads of government having noted that internal and international difficulties have prevented in 1973 and 1974 the accomplishment of expected progress on the road to EMU affirm that in this field their will has not weakened and that their objective has not changed since the Paris Conference.

Convergence of economic policies

15. The Heads of Government discussed the economic situation in the world and in the Community.
16. They noted that the increase in energy prices is adding to inflationary tendencies and balance of payments deficits and intensifying the threat of general recession. The resulting

alterations in the terms of trade are forcing the Member States to re-direct their production structures.

17. The Heads of Government re-affirm that the aim of their economic policy continues to be to combat inflation and maintain employment. The co-operation of both sides of industry will be essential if this policy is to succeed. They emphasize that in the present circumstances high priority must be given to economic revival in conditions of stability i.e. action aimed both at preventing a general economic recession and restoring stability. This must not involve any recourse to protectionist measures which, by setting up a chain reaction, could jeopardize economic revival.

Member States which have a balance of payments surplus must implement an economic policy of stimulating domestic demand and maintaining a high level of employment, without creating new inflationary conditions. Such an attitude would make it easier for countries which have considerable balance of payments deficits to follow a policy which will ensure a satisfactory level of employment, stabilization of costs and an improvement in their external trade balance without resorting to protectionist measures.

18. In the context of the effort to be made by countries having a surplus, the Heads of Government greet the economic policy measures already adopted by the Netherlands Government as a step in the right direction. They also note with satisfaction the short-term economic programme which the Government of the Federal Republic of Germany intends to follow, particularly as regards stimulating public and private investment, and the fact that the Belgian Government intends to follow suit.

They also express satisfaction at the efforts made by the countries having a balance of payments deficit to maintain their competitive position so as to achieve a more satisfactory balance of payments and to improve the level of employment.

19. While acknowledging the special situation of each of the Member States of the Community - which makes a uniform policy inappropriate - the Heads of Government stress that it is absolutely necessary to agree on the policies to be adopted. This convergence will be meaningful only if it works towards Community solidarity and is based on effective permanent consultation machinery. The Ministers for Economic Affairs and Finance will be responsible, within the framework of Community procedures, for implementing these guidelines.

20. It is obvious that all these policies will be really effective only insofar as the world's major industrialized countries succeed in arresting incipient recessionary tendencies.

In this connection, they note with satisfaction the account given by the Chancellor of the Federal Republic of Germany of his talks with the President of the United States.

They desire that, at his forthcoming meeting with President Ford, the President of the French Republic should, on behalf of the Community, stress the importance of convergence between the economic policies of all industrialized countries along the lines indicated above.

They also wish the Community and its Member States to do the same during the forthcoming international consultations and in the appropriate international bodies.

..../...

21. The Community will continue to contribute to the harmonious expansion of world trade, especially in relation to developing Countries, and in order to do so will take a constructive part

in the GATT trade negotiations which it hopes to see actively continued in the near future.

Regional Policy

22. The Heads of Government decide that the European Regional Development Fund, designed to correct the principal regional imbalances in the Community resulting notably from agricultural predominance, industrial change and structural under-employment will be put into operation by the institutions of the Community with effect from 1 January 1975.
23. The Fund will be endowed with 300 mua in 1975, with 500 mua for each of the years 1976 and 1977, i.e. 1300 mua.
24. This total sum of 1300 mua will be financed up to a level of 150 mua by credits not presently utilised from EAGGF (Guidance Section).

The resources of the Fund will be divided along the lines envisaged by the Commission :

Belgium	1,5 %
Denmark	1,3 %
France	15 %
Ireland	6 %
Italy	40 %
Luxembourg	0,1 %
Netherlands	1,7 %
Federal Republic of Germany	6,4 %
United Kingdom	28 %

Ireland will in addition be given another 6 mua which will come from a reduction in the shares of the other Member States with the exception of Italy.

..../...

Employment problems

25. The effort needed to combat inflation and the risks of recession and unemployment as described above must accord with the imperatives of a progressive and equitable social policy if it is to receive support and co-operation from both sides of industry, both at national and Community level.

In this respect, the Heads of Government emphasize that the Economic and Social Committee can play an important role in associating both sides of industry in the definition of the Community's economic and social aims.

Above all, vigorous and co-ordinated action must be taken at Community level to deal with the problem of employment. This will require the Member States, in conjunction with the organizations concerned, to co-ordinate their employment policies in an appropriate manner and to set priority targets.

26. When the time is ripe, the Council of the Community will consider, in the light of experience and with due regard to the problem of the regions and categories of workers most affected by employment difficulties, whether and to what extent it will be necessary to increase the resources of the Social Fund.
27. Being convinced that in this period of economic difficulty special emphasis should be placed on social measures, the Heads of Government re-affirm the importance which they attach to implementation of the measures listed in the Social Action Programme approved by the Council in its Resolution of 21 January 1974.
28. The Heads of Government make it their objective to harmonize the degree of social security afforded by the various Member States, while maintaining progress but without requiring that the social systems obtaining in all Member States should be identical.

Energy

29. The Heads of Government discussed the energy problem and in this connection the related major financial problems created for the Community and for the wider world.
30. They further noted that the Ministers of Energy of the Community countries are due to meet on 17 December.
31. The Heads of Government, aware of the paramount importance which the energy problem has in world economy, have discussed the possibilities for co-operation between oil exporting and oil importing countries, on which subject they heard a report from the Federal Chancellor.
32. The Heads of Government attach very great importance to the forthcoming meeting between the President of the United States and the President of the French Republic.
33. The Heads of Government, referring to the Council Resolution of 17 September 1974, have invited the Community Institutions to work out and to implement a common energy policy in the shortest possible time.

Britain's membership of the Community

34. The Prime Minister of the United Kingdom indicated the basis on which Her Majesty's Government approached the negotiations regarding Britain's continued membership of the Community, and set out the particular issues to which the Government attached the highest importance.
35. The Heads of Government recall the statement made during the accession negotiations by the Community to the effect that "if unacceptable situations were to arise, the very life of the Community would make it imperative for the institutions to find equitable solutions".
36. They confirm that the system of "own resources" represents one of the fundamental elements of the economic integration of the Community.
37. They invite the institutions of the Community (the Council and the Commission) to set up as soon as possible a correcting mechanism of a general application which, in the framework of the system of "own resources" and in harmony with its normal functioning, based on objective criteria and taking into consideration in particular the suggestions made to this effect by the British Government, could prevent during the period of convergence of the economies of the member States, the possible development of situations unacceptable for a member State and incompatible with the smooth working of the Community.

DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

Rådet

Bruxelles, den 16. december 1974

2178/74

Rev. 1. le 21. 1. 75

Rev 2 le 31. 1. 75

NOTE

Hoslagt følger til delegationerne communicateet fra konferencen af regeringschefer, som blev afholdt i Paris den 9. og 10. december 1974.

2178 dk/74 hth/VJ/nt

COMMUNIQUE

1. Regeringscheferne i Fællesskabets ni stater og deres udenrigsministre samt formanden for Kommissionen, som er trådt sammen i Paris efter indbydelse fra præsidenten for Den franske Republik, har foretaget en gennemgang af de forskellige problemer, Europa står overfor. Ved denne lejlighed blev de af udenrigsministrene udarbejdede rapporter taget til efterretning. Man har endvidere mærket sig den enighed, som udenrigsministrene var nået frem til på forskellige områder, som omhandles i disse rapporter.
2. Regeringscheferne erkender, at det er nødvendigt at søge en samlet løsning på de interne problemer, som opbygningen af et Europa medfører, og på sådanne problemer, som rejser sig for Europa i dets forhold til omverdenen, og de finder, at der bør tilvejebringes sikkerhed for udviklingen af og sammenhængen i Fællesskabets indsats og virksomheden i forbindelse med det politiske samarbejde.
3. Derfor har regeringscheferne vedtaget, at de sammen med udenrigsministrene tre gange om året samt hver gang, det bliver nødvendigt, vil mødes i ~~et~~ Fællesskabets råd og inden for rammerne af ^{det} politiske samarbejde.

Sekretariatsforretningerne vil blive varetaget på passende måde under hensyn til gældende praksis og hidtidige

./....

fremgangsmåder.

For at sikre sammenhængen i Fællesskabets indsats og kontinuitet i dets arbejde, får udenrigsministrene i Fællesskabets Råd tillagt en impulsgivende og koordinerende rolle. De kan ved disse lejligheder tillige træde sammen inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Disse bestemmelser berører på ingen måde de regler og fremgangsmåder, som er fastsat i traktaterne, eller forudset i Luxembourg- og Københavnsrapporterne vedrørende det politiske samarbejde. Kommissionen udøver under de forskellige ovennævnte møder de beføjelser og spiller den rolle, som er tillagt den i de ovennævnte dokumenter.

4. I lyset af den europæiske enhedsproces bekræfter regeringscheferne på ny, at det er deres vilje gradvis at få fastlagt fælles standpunkter på forskellige områder og at iværksætte en samordnet diplomatisk indsats på alle de områder inden for udenrigspolitikken, som vedrører Det europæiske Fællesskabs interesser. Hvervet som ordfører udøves af formandskabet for De Ni, som udlægger deres synspunkter på det diplomatiske plan. Det skal sørge for, at den nødvendige samordning altid finder sted i tide.

Under hensyn til den stigende betydning, som det politiske samarbejde har fået for arbejdet med at opbygge et Europa, bør Europa-Parlamentet knyttes nærmere til dette samarbejde, bl.a. ved de besvarelser, der gives på forespørgsler,

./.....

som parlamentsmedlemmerne retter til formandsskabet angående virksomhed, som vedrører det politiske samarbejde.

5. Regeringscheferne finder det nødvendigt at styrke solidariteten hos De Ni både ved at indføre forbedringer med hensyn til fællesskabsprocedurerne og ved at udvikle nye former for fællesskabspolitik inden for områder, som senere skal fastlægges, og tillige ved at tillægge institutionerne den hertil fornødne hjemmel.
6. Uanset hvilken stilling, de indtager med hensyn til de konklusioner, man nåede frem til i Luxembourg den 28. januar 1966, er det deres opfattelse, at man for at forbedre arbejdsgangen i Fællesskabets Råd bør afstå fra den praksis, hvorefter afgørelser vedrørende et hvilket som helst spørgsmål skal være betinget af medlemsstaternes enstemmige tilslutning.
7. Der vil blive givet de faste repræsentanter et større spillerum, således at kun de væsentligste politiske problemer drøftes i Rådet. Med henblik herpå tages de forholdsregler, som hver af medlemsstaterne finder nødvendige for at styrke de faste repræsentanters rolle og inddrage dem i udarbejdelsen af nationale standpunkter vedrørende europæiske anliggender.

./....

8. De er i øvrigt enige om, at det er af interesse at gøre brug af bestemmelserne i Rom-traktaten, efter hvilke gennemførelses- og forvaltningsbeføjelser, som er en følge af Fællesskabets forordninger, kan tillægges Kommissionen.

9. Samarbejdet mellem De Ni på områder, som går ud over traktaternes anvendelsesområde, vil blive videreført inden for de sektorer, hvor det er påbegyndt. Det bør udstrækkes til nye områder ved møder mellem repræsentanter for regeringerne, forsamlet i Rådet, hver gang dette er muligt.

10. Der vil blive nedsat en arbejdsgruppe, der skal undersøge muligheden for at oprette en pasunion og - inden dette kan ske - for at indføre ensartede pas for medlemsstaterne.

Forslag herom bør så vidt muligt forelægges medlemsstaternes regeringer inden 31. december 1976. Forslaget skal især indeholde bestemmelser om en gradvis tilnærmelse af medlemsstaternes fremmedlovgivning samt om afskaffelse af paskontrol inden for Fællesskabet.

11. Det vil blive pålagt en anden arbejdsgruppe at undersøge på hvilke betingelser og inden for hvilke tidsfrister, det vil være muligt at tillægge borgerne i de ni medlemsstater særlige rettigheder som borgere i Fællesskabet.

./.....

12. Regeringscheferne konstaterer, at det i traktaten fastsatte mål om almindelige direkte valg til Europa-Parlamentet, bør virkeliggøres så hurtigt som muligt. I denne forbindelse imødeser de med interesse Parlamentets forslag, som de håber Rådet vil kunne træffe afgørelse om i 1976. Under forudsætning heraf ville almindelige, direkte valg kunne finde sted fra 1978.

Eftersom Europa-Parlamentet er sammensat af repræsentanter for folkene i Fællesskabets medlemsstater, bør hvert folk repræsenteres på passende måde.

Europa-Parlamentet inddrages i udviklingen af den europæiske opbygning. Regeringscheferne vil ikke undlade at tage de synspunkter i betragtning, som de i oktober 1972 anmodede Parlamentet om at fremsætte i denne sammenhæng.

Europa-Parlamentets beføjelser vil blive udvidet navnlig derved, at det får tillagt kompetence på visse områder i forbindelse med udarbejdelsen af Fællesskabsretten.

Erklæring fra den britiske delegation

Den britiske premierminister erklærede, at den britiske regering ikke ønskede at hindre regeringerne i de øvrige

otte medlemsstater i at gøre fremskridt i spørgsmålet om almindelige direkte valg til Parlamentet. Den britiske regering kan i idlertid ikke selv tage stilling til forslaget, før genforhandlingsproceduren er blevet ført til ende og dens resultater er blevet forelagt det britiske folk.

Erklæring fra den danske delegation

Den danske delegation kan ikke på nuværende tidspunkt binde sig til tidspunktet for indførelse af almindelige direkte valg.

13. Regeringscheferne konstaterer, at processen med hensyn til omdannelsen af medlemsstaternes samlede indbyrdes forbindelser i overensstemmelse med beslutningerne truffet i Paris i oktober 1972 allerede er blevet indledt og er fast besluttet på at gøre nye fremskridt ad denne vej.

Med henblik herpå finder de det hensigtsmæssigt, at De Ni så hurtigt som muligt bliver enige om en helhedsudformning af Den europæiske Union. I denne forbindelse og i overensstemmelse med de anmodninger, som blev fremsat under Stats- og Regeringschefernes konference i Paris i oktober 1972, bekræfter de den betydning, som de tillægger disse rapporter fra Fællesskabets institutioner. De henstiller til Europa-Parlamentet, Kommissionen og Domstolen at fremskynde

fremlæggelsen af deres rapporter til inden udgangen af det første halvår af 1975. De er blevet enige om at overdrage premierministeren for kongeriget Belgien, hr. Tindemans, inden udgangen af 1975 at forelægge regeringscheferne en sammenfattende rapport udarbejdet på grundlag af institutionernes rapporter og de drøftelser, som han vil føre med regeringerne og repræsentanter for repræsentative kredse inden for den offentlige mening i Fællesskabet.

Den økonomiske og monetære union

14. Regeringscheferne konstaterer, at de interne og internationale omskiftelser har gjort det umuligt at gøre alle forventede fremskridt på vejen mod den økonomiske og monetære union og fastslår, at deres vilje i så henseende fortsat er usvækket, og at deres mål fremdeles er det, de havde sat sig på konferencen i Paris.

Tilnærmelse af de økonomisk-politiske foranstaltninger

15. Regeringscheferne har drøftet den økonomiske situation i verden og inden for Fællesskabet.
16. De konstaterer, at forhøjelsen af prisen på energi virker forværrende på de inflatoriske tendenser og på underskuddene på betalingsbalancerne, og forstærker truslen om en almindelig økonomisk tilbagegang. De således fremkaldte ændringer i samhandelsvilkårene påtvinger medlemsstaterne en omlægning af deres produktionsstrukturer.
17. Regeringscheferne bekræfter, at formålet med den økonomiske politik fremdeles er bekæmpelse af inflationen og opretholdelse af beskæftigelsen. Medvirken fra arbejdsmarkedets parter vil være en væsentlig faktor i gennemførelsen af denne politik. De understreger, at der i den aktuelle situation bør gives en høj prioritet til et fornyet opsving med fastholdelse af stabiliteten, dvs. en indsats, som på én gang tager sigte på at afværge en almindelig økonomisk tilbagegang og genindføre stabiliteten. Det er af betydning, at en sådan indsats udelukker enhver tilbagevenden til protektionisme, som ved sine kædereaktioner vil kunne sætte et nyt økonomisk opsving på spil.

.../...

De medlemsstater, der har overskud på betalingsbalancen, bør føre en økonomisk politik, der stimulerer den hjemlige efterspørgsel og holder beskæftigelsen oppe på et højt niveau, uden at der derved skabes nye inflatoriske vilkår. Denne holdning vil gøre det lettere for de lande, der har betydelige underskud på deres betalingsbalance, at føre en politik, som, uden at der gribes til protektionistiske forholdsregler, gør det muligt at sikre et tilfredsstillende niveau for beskæftigelsen, en omkostningsstabilisering og en forbedret balance på deres regnskaber med udlandet.

18. For så vidt angår de bestræbelser, der skal udfoldes af landene med overskud på betalingsbalancen, glæder regeringscheferne sig over de økonomisk-politiske foranstaltninger, som den nederlandske regering allerede nu har vedtaget, idet disse foranstaltninger går i den ønskede retning. De har endvidere med tilfredshed gjort sig bekendt med det program for en konjunkturpolitik, som påtænkes indført af regeringen for Forbundsrepublikken Tyskland, navnlig med henblik på atter at sætte gang i offentlig og privat investeringsvirksomhed, samt med den belgiske regerings hensigt til ligeledes at slå ind på denne vej.

De har endvidere med tilfredshed mærket sig de bestræbelser, som landene med underskud på betalingsbalancen udfolder for at fastholde deres konkurrenceevne med henblik på at nå frem til en bedre ligevægt på betalingsbalancen og på at forbedre beskæftigelsesniveauet.

19. Regeringscheferne tager de særlige forhold i betragtning, som består i hver af medlemsstaterne - og som ville gøre ensartede politiske foranstaltninger uegnede - men regeringscheferne har samtidig understreget den påtrængende nødvendighed af, at man i fællesskab enes om de politiske foranstaltninger, som skal iværksættes. Sådanne politiske foranstaltninger, der tilnærmes hinanden, får først

.../...

mening, hvis de er i overensstemmelse med en målsætning, som forudsætter solidaritet inden for Fællesskabet, og hvis de understøttes af faste og effektive samrådsmekanismer. Det pålægges økonomi- og finansministrene at gennemføre disse retningslinjer inden for rammerne af fællesskabsprocedurerne.

20. Det er klart, at alle sådanne politiske foranstaltninger kun vil virke med fuld styrke, for så vidt verdens vigtigste industrilande formår at damme op for de spirende tendenser til økonomisk tilbagegang.

I denne forbindelse har de med tilfredshed mærket sig den redegørelse, som kansleren for Forbundsrepublikken Tyskland har fremsat efter sine samtaler med præsidenten for De forenede Stater.

De ønsker, at præsidenten for Den franske Republik under sit kommende møde med præsident FORD på fællesskabets vegne vil fremhæve betydningen af en tilnærmelse af den økonomiske politik i samtlige industrilande i overensstemmelse med de ovenfor angivne retningslinjer.

De ønsker ligeledes, at Fællesskabet og dets medlemsstater handler på samme måde under kommende internationale forhandlinger samt inden for vedkommende internationale organer.

21. Fællesskabet vil fortsat bidrage til verdenshandelens harmoniske udvikling, navnlig i forhold til udviklingslandene, og agter med henblik herpå konstruktivt at deltage i handelsforhandlingerne under GATT; det håber, at disse forhandlinger snart må blive fortsat på aktiv måde.

Regionalpolitik

22. Regeringscheferne beslutter, at Den europæiske Regionaludviklingsfond, som har til formål at rette op på den væsentligste regionale uligevægt inden for Fællesskabet, som navnlig skyldes landbrugets dominerende stilling, ændringer i industriproduktionen og en strukturel underbeskæftigelse, vil begynde sin virksomhed fra 1. januar 1975.
23. Fonden vil i 1975 få tillagt 300.000.000 RE, i hvert af årene 1976 og 1977 500.000.000 RE, eller i alt 1.300.000.000 RE.
24. Af dette samlede beløb på 1.300.000.000 RE vil et beløb på op til 150.000.000 RE blive finansieret med for tiden uudnyttede EUGL-bevillinger (udviklingssektionen).

Fondens midler vil blive fordelt i overensstemmelse med den af Kommissionen forelagte plan:

Belgien	1,5%
Danmark	1,3%
Frankrig	15%
Irland	6%
Italien	40%
Luxembourg	0,1%
Nederlandene	1,7%
Forbundsrepublikken Tyskland	6,4%
Det forenede Kongerige	28%

Irland vil imidlertid få tillagt 6.000.000 RE, som vil blive taget fra de øvrige medlemsstaters kvota med undtagelse af Italien.

Beskæftigelsesproblemer

25. De nødvendige, ovenfor omhandlede bestræbelser for at imødegå inflation, faren for lavkonjunktur og for arbejdsløshed, bør opfylde kravene til en samfundspolitik, der sigter mod fremskridt og lighed; uden en sådan politik vil bestræbelserne ikke opnå tilslutning eller medvirken fra arbejdsmarkedets parter, hverken på nationalt plan eller på fællesskabsplan.

I denne forbindelse understreger regeringscheferne, at Det økonomiske og sociale Udvalg kan spille en betydningsfuld rolle ved at lade arbejdsmarkedets parter medvirke ved fastlæggelsen af Fællesskabets økonomiske og sociale mål.

Det er først og fremmest vigtigt på beskæftigelsesområdet at iværksætte en kraftig og samordnet aktion på fællesskabsplan. Denne aktion kræver, at medlemsstaterne med bistand fra de interesserede organisationer foretager en passende samordning af deres beskæftigelsespolitik og vedtager hvilke mål, der først skal nås.

26. Fællesskabets Råd vil til sin tid på baggrund af de indhøstede erfaringer og under hensyntagen til de regionale problemer og de kategorier af arbejdstagere, som er stærkest berørt af beskæftigelsesproblemerne, undersøge om og i hvilket omfang det vil være nødvendigt at forøge Socialfondens midler.

.../...

27. Regeringscheferne, som er overbeviste om, at der i denne periode med økonomiske vanskeligheder bør lægges særlig vægt på sociale foranstaltninger, bekræfter den betydning, de tillægger gennemførelsen af de foranstaltninger, som er opført i det sociale handlingsprogram, som Rådet godkendte i sin resolution af 21. januar 1974.
28. Regeringscheferne sætter sig som mål at få gennemført ensartede forbedringer af den sociale beskyttelse, som ydes af hver enkelt medlemsstat, uden at dette fører med sig, at de gældende sociale ordninger bliver ens.

Energi

29. Regeringscheferne har diskuteret energiproblemerne og i denne forbindelse de betydelige finansielle problemer, der som følge heraf er opstået for Fællesskabet og verden som helhed.
30. De tager til efterretning, at medlemsstaternes ministre for energispørgsmål vil mødes den 17. december.
31. Regeringscheferne, som er sig energiproblemetets grundlæggende betydning for verdensøkonomien bevidst, har diskuteret mulighederne for samarbejde mellem de olieudførende og de olieindførende lande, og lyttede i denne forbindelse til en redegørelse fra Forbundskansleren.
32. Regeringscheferne tillægger det kommende møde mellem præsidenten for De forenede Stater og præsidenten for Den franske Republik meget stor betydning.

.../...

33. I det de henviser til Rådets resolution af 17. september 1974, anmoder regeringscheferne Fællesskabets institutioner om at udarbejde og iværksætte en fælles energipolitik så hurtigt som muligt.

Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold
til Fællesskabet

34. Det forenede Kongeriges premierminister forklarede "på hvilket grundlag Det forenede Kongerige går ind i forhandlingerne vedrørende Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold til Fællesskabet" og gjorde rede for de særlige problemer, som den britiske regering tillagde den største vægt.
35. Regeringscheferne erindrer om den af Fællesskabet ved tiltrædelsesforhandlingerne fremsatte erklæring, hvorefter "selve Fællesskabets eksistens, såfremt uantagelige situationer måtte opstå, ville kræve, at institutionerne fandt rimelige løsninger på sådanne".
36. De bekræfter, at ordningen vedrørende de egne indtægter udgør en af de grundlæggende faktorer i Fællesskabets økonomiske integration.
37. De henstiller til Fællesskabets institutioner (Rådet og Kommissionen), at de snarest muligt udarbejder en justeringsmekanisme, som kan få almindelig anvendelse, og som i forbindelse med ordningen vedrørende de egne indtægter og i overensstemmelse med ordningens normale funktion, på grundlag af objektive kriterier og navnlig under hensyn til de herom af Det forenede Kongeriges regering fremsatte forslag kan medvirke til, at det under forløbet af den indbyrdes tilnærmelse af medlemsstaternes økonomier undgås, at der eventuelt udvikler sig situationer, som er uantagelige for en medlemsstat og er uforenelige med Fællesskabets gode funktion.

ELEMENTS DE COMMUNIQUE

1/ En réponse aux préoccupations exprimées par le Gouvernement du Royaume-Uni en ce qui concerne le financement du budget des Communautés, les Chefs de Gouvernement rappellent la déclaration faite lors des négociations d'adhésion, par la Communauté, selon laquelle, "si des situations inacceptables devaient apparaître, la vie même de la Communauté exigerait que les Institutions y trouvent des solutions équitables".

2/ Ils rappellent également que, dans le cadre de leurs discussions sur la situation économique de la Communauté et sur la réaction des Etats membres face à la crise économique mondiale, ils ont souligné l'interdépendance croissante des économies des Etats membres et la nécessité de promouvoir la convergence de leurs politiques économiques en vue de la réalisation de l'union économique et monétaire.

2 bis . Ils confirment par ailleurs leur attachement à la lettre et à l'esprit des engagements communautaires et en particulier à l'affectation intégrale et définitive à la Communauté des prélèvements agricoles et des droits de douane perçus en vertu de règles communautaires, et qui sont l'expression de la préférence communautaire.

3/ Ils constatent que si des situations inacceptables devaient apparaître pour un ou plusieurs Etats membres, la mise en oeuvre des dispositions des Traités permettrait d'y apporter les solutions appropriées, en particulier en cas de difficultés, de menaces graves, ou de crise soudaine dans la balance des paiements d'un Etat membre

4/ Dans l'immédiat, pour les contributions qui peuvent être appelées en complément des ressources propres existantes dans l'attente des ressources provenant de la T.V.A., ils demandent que le mode de calcul des produits nationaux bruts soit revu pour tenir compte des relations effectives entre les monnaies.

5/ Ils prennent acte par ailleurs du fait que la Commission dans son rapport n'a pas exclu qu'en ce qui concerne le financement du budget, des problèmes puissent se poser à l'avenir, et conviennent d'examiner en 1978 la situation de la Communauté dans la perspective de la situation prévisible dans les Etats membres en 1980 en vue, le cas échéant, d'éviter que ne naissent des situations insupportables au regard de la nécessaire convergence des économies nationales.

6/ Ils rappellent qu'en application de la décision créant les ressources propres, les institutions de la Communauté procèdent actuellement à l'examen des modalités fiscales et budgétaires nécessaires pour l'attribution à la Communauté de ressources provenant de la T.V.A. Dans le cadre de ces travaux, ils invitent ces institutions à veiller à ce que - abstraction faite des ressources propres déjà existantes - le jeu des ressources nouvelles (provenant de la T.V.A.) et qui seront affectées aux Communautés ne fasse pas peser à ce titre sur chaque Etat membre une charge relative hors de proportion avec sa richesse relative dans la Communauté.

- V.4 demande renvoi aux C.F. ; papier fourni it.
- 3. éléments positifs: 1/ 2 bis accord 100% ; 2. la liste belge sur le cont
4 revient au texte it ; charge les org. pour C^o de com
mence de suite étude
- Ph F. n'est pas hostile aux prop. belge et it ; sans propos corrigés par syst. corr.
sont ce moyen des res. propres?
- I Prop. it. n'est liée à la révision des prop. lit ; ds le cadre et l'objet des syst. cour
d'après l'él. à Com. de l'union un tel mécanisme

PROJET DE COMMUNIQUE

1. Les Chefs de gouvernement des neuf Etats de la Communauté et les Ministres des Affaires étrangères, ainsi que le Président de la Commission, réunis à Paris à l'invitation du Président de la République Française, ont procédé à un examen des divers problèmes qui se posent à l'Europe. Il a été pris acte, à cette occasion, des rapports préparés par les Ministres des Affaires Etrangères. L'accord intervenu entre ces derniers sur divers points évoqués dans ces rapports a été enregistré.

2. Reconnaissant la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur, les Chefs de gouvernement estiment qu'il y a lieu d'assurer le développement et la cohésion d'ensemble des activités des Communautés et des travaux de la coopération politique.

3. Les Chefs de gouvernement ont, en conséquence, décidé de se réunir, accompagnés des Ministres des Affaires Etrangères, ~~X~~ trois fois ~~X~~ par an et chaque fois que nécessaire, en Conseil de la Communauté et au titre de la coopération politique. ~~[Ces rencontres régulières seront connues sous le nom de sessions du Conseil Européen.]~~
~~[Compte tenu des pratiques et procédures en vigueur, le Secrétariat administratif sera assuré de manière appropriée.]~~
[Compte tenu des pratiques et procédures en vigueur, les fonctions de secrétariat seront assurées de manière appropriée.]

réserve P.B.

En vue d'assurer la cohérence des activités communautaires et la continuité du travail, les Ministres des Affaires Etrangères, en Conseil de la Communauté, sont chargés d'un rôle d'impulsion et de coordination. Ils peuvent se réunir à la même occasion au titre de la coopération politique.

Ces dispositions n'affectent, en aucune manière, les règles et procédures arrêtées par les Traités ni celles prévues par les Rapports de Luxembourg et de Copenhague en ce qui concerne la coopération politique. La Commission exerce les compétences et joue le rôle qui lui est dévolu par ces textes dans les diverses réunions mentionnées aux paragraphes ci-dessus.

4. Les Chefs de gouvernement réaffirment, dans la perspective de l'unification européenne, leur volonté d'arrêter progressivement des positions communes et de mettre en oeuvre une diplomatie concertée dans tous les domaines de la politique internationale qui affectent les intérêts de la Communauté européenne. La Présidence exerce la fonction de porte-parole des Neuf et se fait leur interprète sur le plan diplomatique. Elle veille à ce que la concertation nécessaire ait toujours lieu en temps utile.

Compte tenu du rôle croissant de la coopération politique dans la construction européenne, il importe d'associer plus étroitement l'Assemblée à ses travaux, entre autres par voie de réponses aux questions adressées à la Présidence par les parlementaires sur les activités de la coopération politique.

5. Les Chefs de gouvernement jugent nécessaire de renforcer la solidarité des Neuf tant par l'amélioration des procédures communautaires que par le développement de nouvelles politiques communes, dans des secteurs à déterminer, et par l'octroi aux institutions des pouvoirs d'action qui seraient requis à cet effet.

6. Pour améliorer le fonctionnement du Conseil de la Communauté, ils estiment qu'il convient de renoncer à la pratique qui consiste à subordonner au consentement unanime des Etats membres la décision sur toute question, quelle que puisse être leur position respective à l'égard des conclusions arrêtées à Luxembourg le 28 janvier 1966.

7. Une plus grande latitude sera donnée aux Représentants permanents de manière à n'évoquer/que les problèmes politiques les plus importants devant le Conseil. A cet effet, les dispositions que chaque Etat membre estimera nécessaires seront prises pour renforcer le rôle des Représentants permanents et les associer à la préparation des positions nationales sur les affaires européennes.

8. Par ailleurs, ils conviennent de l'intérêt de faire usage des dispositions du Traité de Rome en vertu desquelles les compétences d'exécution et de gestion qui découlent des règlements communautaires peuvent être conférées à la Commission.

9. La coopération entre les Neuf dans des domaines dépassant le champ d'application des Traités sera poursuivie dans les secteurs où elle a été engagée. Elle devrait être étendue à de nouveaux domaines par la réunion de représentants des gouvernements, réunis au sein du Conseil chaque fois que cela est possible.

...

10.- Un groupe de travail sera constitué pour étudier la possibilité d'établir une Union des Passeports, et par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme.

Ce projet devrait être soumis aux gouvernements des Etats membres si possible avant le 31 décembre 1976. Dans ce projet, seront notamment prévus une harmonisation par étapes de la législation sur les étrangers ainsi que l'abolition du contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté.

11.- Un autre groupe de travail sera chargé d'étudier les conditions et les délais dans lesquels on pourrait attribuer aux citoyens des Neuf Etats-membres des droits spéciaux comme membres de la Communauté.

12.- Les Chefs de gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le Traité, de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée, devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée, sur lesquelles ils souhaitent que le Conseil statue en 1976. [Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct pourrait intervenir à partir de 1978]

*Il est impossible de
rencontrer une union
accusée par un tel que
possible. impossible
de faire intervenir de cette
page électorale une union
délivrée.
24 Révisé les termes qui me le ont pt
24 Le rôle de l'Etat sera renforcé de la puissance législative
de la C.E.C.*

Des simplifications au contenu total

L'Assemblée se composant de représentants des peuples des Etats réunis dans la Communauté, il est nécessaire que chaque peuple soit représenté d'une manière appropriée.

L'Assemblée est associée au développement de la construction européenne. Les Chefs de gouvernement ne manqueront pas de prendre en considération les vues qu'ils lui ont demandé, en octobre 1972, d'exprimer à ce sujet.

[Les compétences de l'Assemblée seront élargies notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des Communautés.]

Déclaration de la délégation britannique

The British Prime Minister explained that the British Government did not wish prevent the Governments of the other eight Member States making progress with the election of the Assembly by universal suffrage. The British Government could not themselves take a position on the proposal before the process of renegotiation had been completed and the results of renegotiation submitted to the British People.

13. Les Chefs de gouvernement constatent que le processus de transformation de l'ensemble des relations entre les Etats membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 à Paris, a déjà commencé et sont déterminés à faire de nouveaux progrès dans cette voie.

Dans cette optique, ils estiment qu'il est opportun que les Neuf se mettent d'accord au plus tôt sur une conception d'ensemble de l'Union Européenne. // Ils sont convenus de charger M. Tindemans, Premier Ministre du Royaume de Belgique de faire [au Conseil européen] [à la réunion des Chefs de gouvernement], avant la fin de 1975, un rapport de synthèse sur la base des rapports que la Conférence présidentielle de Paris avait demandés aux institutions de la Communauté et qui devraient être déposés avant la fin du premier semestre 1975. //

// A cet égard et conformément aux demandes de la Conférence présidentielle de Paris d'octobre 1972, ils confirment l'importance qu'ils attachent aux Rapports des Institutions de la Communauté. Ils demandent à l'Assemblée, à la Commission et à la Cour de Justice d'avancer le dépôt de leurs rapports avant la fin du premier semestre 1975. Ils sont convenus de charger M. Tindemans, Premier Ministre du Royaume de Belgique, de faire [au Conseil Européen] [à la réunion des Chefs de gouvernement], avant la fin de 1975, un rapport de synthèse sur la base des rapports des Institutions, et des consultations qu'il mènera avec les gouvernements et les milieux représentatifs de l'opinion publique au sein de la Communauté. //

*pt. A.T. must be de s'entendre comme il voudrait.
- 2e phrase, sans s'entendre L.*

- Conditions de participation du S.G. à la Conférence présidentielle
 - à Bruxelles
 - à Paris : assistance à la périphérie de la Conf.
 - Conclusions : participation du S.G. a été plus active que précédemment et son travail a été unanimement apprécié.

- En vue d'assurer une meilleure cohésion d'ensemble des activités des Communautés et des travaux de la coop.pol.
 - 3 x/an Conseil de la Communauté . Lieu de réunion : une à Brux., les autres fois dans les capitales de la présidence.

- Secrétariat . Un secrétariat indépendant a été évité - formule sybilline - il existait une formule alternative.

- Amélioration des procédures communautaires :
 - Renonciation à la pratique du consentement unanime. Relever l'ambiguïté de la formulation : "ils estiment qu'il convient de renoncer"
 - Renforcement du rôle des Repr.Perm.

- Progrès vers l'élection au suffrage universel de l'Assemblée à partir de 1978, par 7 pays. Cette élection est liée étroitement aux pouvoirs du Parlement.

- Mission Tindemans : rapport de synthèse sur Union Européenne avant fin 1975 sur base des rapports des Institutions et des consultations
 - Il n'est pas parlé du rapport du Conseil
 - Prés^{t.} : M. Tindemans serait libre de s'entourer comme il l'entend.

- Union monétaire - Convergence pol. écon.

Formules très banales

Seuls points saillants : haute priorité à la relance dans la stabilité - maintien de la croissance économique. Code de bonne conduite pour les pays excédentaires et déficitaires.

- Politique régionale

Mise en oeuvre d'un Fonds Régional à partir de 1.1.1975. Sera doté de 1,3 Mio UC. Ce fonds est prévu pour 3 ans, à titre d'essai.

- Politique de l'emploi

Concertation appropriée des politiques de l'emploi. Pas d'augmentation du Fonds Social pour le moment.

- Politique énergétique

Invitation aux Institutions de mettre en oeuvre une politique énergétique commune, conformément à la résolution du 17.9.1974.

- Renégociation

Elaboration par les Institutions d'un mécanisme régulateur ayant une application générale, mécanisme destiné à corriger les situations inacceptables.

Conclusions

1. Ni échec, ni succès
2. Résultats précis mais limités ont été atteints et des perspectives s'ouvrent pour l'avenir (élection au suffrage universel, majorité qualifiée, Union européenne)
Il s'agira maintenant de les mettre en oeuvre. Tout dépendra de la volonté politique.
3. Les développements futurs respectent le cadre commun, encore que sur ce point les avis soient partagés (notamment en ce qui concerne le Conseil de la Communauté, intergouvernementalisme)

4. Présence du S.G. reconnue de facto. Il n'est pas question pour le moment de créer nouvel organe.
 5. Points négatifs : pas de politique énergétique commune ;
simple confirmation de l'objectif
Union économique monétaire ;
renégociation avec Royaume-Uni.
-

~~1.02~~

EXTRAIT DE LA NOTE/

RELEVÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL LORS DE SA

322^e ème SESSION, à BRUXELLES/ [REDACTED],

le/les 19-12-74

DOC. T 7/75 (FIN)

- Suite à donner aux décisions prises par la Conférence des Chefs de Gouvernement

X Le Conseil a pris acte des décisions prises par les Chefs de Gouvernement lors de leur Conférence des 9 et 10 décembre 1974.

Il a entendu une communication du Président ainsi qu'une déclaration de Monsieur DE CLERCQ [doc. R/3646/74 (FIN 889)] à ce sujet.

Il a invité la Commission ainsi que le Groupe de coordination des politiques économiques et financières à court terme à examiner les suggestions faites par M. DE CLERCQ et de lui faire rapport à ce sujet.

EXTRAIT DE LA NOTE/

RELEVÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL LORS DE SA

322^e SESSION, à BRUXELLES/ [REDACTED],
le/les 19-12-74 DOC. R 483/75

- Suite à donner aux décisions prises par la Conférence
des Chefs de Gouvernement

Le Conseil a pris acte des décisions prises par les
Chefs de Gouvernement lors de leur Conférence des
9 et 10 décembre 1974.

Il a entendu une communication du Président ainsi
qu'une déclaration de Monsieur DE CLERCQ
[doc. R/3646/74 (FIN 889)] à ce sujet.

Il a invité la Commission ainsi que le Groupe de
coordination des politiques économiques et financières
à court terme à examiner les suggestions faites par
M. DE CLERCQ et de lui faire rapport à ce sujet.

Barthes Christian, journaliste indépendant, a été nommé
domaine et à lui soumettre des propositions.

- 3.07.5

Bruxelles, le 21. 1. 1975

1231

S. E. Monsieur l'Ambassadeur
Niels ERSBØLL
Représentant Permanent du Danemark
auprès des Communautés Européennes
Rue de la Loi, 34
1040 - BRUXELLES

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant à votre lettre concernant la version en langue danoise du communiqué final de la réunion des Chefs d'Etat ou de Gouvernement qui a eu lieu à Paris les 9 et 10 décembre 1974, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai donné instruction à mes services de faire paraître dans les plus brefs délais une édition révisée du document 2178/74 qui reprenne la version officielle approuvée par votre Gouvernement, version que vous aviez bien voulu me communiquer. Je tiens d'ailleurs à vous signaler que, depuis votre lettre, le Ministre français des Affaires Etrangères avait, lui aussi, fait parvenir au Secrétariat Général un exemplaire de la version officielle définitive.

Il était clair dans notre esprit que c'était au Ministère français des Affaires Etrangères qu'il revenait de faire publier, sous sa responsabilité, le texte officiel du communiqué et ce dans toutes les langues de la Communauté.

C'est dans un souci d'information rapide de toutes les délégations des Etats membres que les services du Secrétariat

.../...

Général avaient cru bon de diffuser les textes venus de Paris immédiatement après la Conférence, n'étant pas informés que les vérifications concernant la version danoise étaient encore en cours au moment où ces textes leur étaient transmis.

Regrettant ce contretemps, bien involontaire de la part des services du Secrétariat Général, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute considération.

HOMMEL

3.0/5

NOTE

Hoslagt følger til delegationerne den reviderede danske udgave af slutcommuniquet fra Fællesskabets regeringschefers møde i Paris 9. og 10. december 1974.

COMMUNIQUE

1. Regeringscheferne i Fællesskabets ni stater og deres udenrigsministre samt formanden for Kommissionen, som er trådt sammen i Paris efter indbydelse fra præsidenten for Den franske Republik, har foretaget en gennemgang af de forskellige problemer, Europa står overfor. Ved denne lejlighed blev de af udenrigsministrene udarbejdede rapporter taget til efterretning. Man har endvidere mærket sig den enighed, som udenrigsministrene var nået frem til på forskellige områder, som omhandles i disse rapporter.
2. Regeringscheferne erkender, at det er nødvendigt at søge en samlet løsning på de interne problemer, som opbygningen af et Europa medfører, og på sådanne problemer, som rejser sig for Europa i dets forhold til omverdenen, og de finder, at der bør tilvejebringes sikkerhed for udviklingen af og sammenhængen i Fællesskabets indsats og virksomheden i forbindelse med det politiske samarbejde.
3. Derfor har regeringscheferne vedtaget, at de sammen med udenrigsministrene tre gange om året samt hver gang, det bliver nødvendigt, vil mødes i ~~et~~ Fællesskabets råd og inden for rammerne af ^{det} politiske samarbejde.

Sekretariatsforretningerne vil blive varetaget på passende måde under hensyn til gældende praksis og hidtidige

fremgangsmåder.

For at sikre sammenhængen i Fællesskabets indsats og kontinuitet i dets arbejde, får udenrigsministrene i Fællesskabets Råd tillagt en impulsgivende og koordinerende rolle. De kan ved disse lejligheder tillige træde sammen inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Disse bestemmelser berører på ingen måde de regler og fremgangsmåder, som er fastsat i traktaterne, eller forudset i Luxembourg- og Københavnsrapporterne vedrørende det politiske samarbejde. Kommissionen udøver under de forskellige ovennævnte meder de beføjelser og spiller den rolle, som er tillagt den i de ovennævnte dokumenter.

4. I lyset af den europæiske enhedsproces bekræfter regeringscheferne på ny, at det er deres vilje gradvis at få fastlagt fælles standpunkter på forskellige områder og at iværksætte en samordnet diplomatisk indsats på alle de områder inden for udenrigspolitikken, som vedrører Det europæiske Fællesskabs interesser. Hvervet som ordfører udøves af formandskabet for De Ni, som udlægger deres synspunkter på det diplomatiske plan. Det skal sørge for, at den nødvendige samordning altid finder sted i tide.

Under hensyn til den stigende betydning, som det politiske samarbejde har fået for arbejdet med at opbygge et Europa, bør Europa-Parlamentet knyttes nærmere til dette samarbejde, bl.a. ved de besvarelser, der gives på forespørgsler,

som parlamentsmedlemmerne retter til formandsskabet angående virksomhed, som vedrører det politiske samarbejde.

5. Regeringscheferne finder det nødvendigt at styrke solidariteten hos De Ni både ved at indføre forbedringer med hensyn til fællesskabsprocedurerne og ved at udvikle nye former for fællesskabspolitik inden for områder, som senere skal fastlægges, og tillige ved at tillægge institutionerne den hertil fornødne hjemmel.
6. Uanset hvilken stilling, de indtager med hensyn til de konklusioner, man nåede frem til i Luxembourg den 28. januar 1966, er det deres opfattelse, at man for at forbedre arbejdsgangen i Fællesskabets Råd bør afstå fra den praksis, hvorefter afgørelser vedrørende et hvilket som helst spørgsmål skal være betinget af medlemsstaternes enstemmige tilslutning.
7. Der vil blive givet de faste repræsentanter et større spillerum, således at kun de væsentligste politiske problemer drøftes i Rådet. Med henblik herpå tages de forholdsregler, som hver af medlemsstaterne finder nødvendige for at styrke de faste repræsentanters rolle og inddrage dem i udarbejdelsen af nationale standpunkter vedrørende europæiske anliggender.

8. De er i øvrigt enige om, at det er af interesse at gøre brug af bestemmelserne i Rom-traktaten, efter hvilke gennemførelses- og forvaltningsbeføjelser, som er en følge af Fællesskabets forordninger, kan tillægges Kommissionen.

9. Samarbejdet mellem De Ni på områder, som går ud over traktaternes anvendelsesområde, vil blive videreført inden for de sektorer, hvor det er påbegyndt. Det bør udstrækkes til nye områder ved møder mellem repræsentanter for regeringerne, forsamlet i Rådet, hver gang dette er muligt.

10. Der vil blive nedsat en arbejdsgruppe, der skal undersøge muligheden for at oprette en pasunion og - inden dette kan ske - for at indføre ensartede pas for medlemsstaterne.

Forslag herom bør så vidt muligt forelægges medlemsstaternes regeringer inden 31. december 1976. Forslaget skal især indeholde bestemmelser om en gradvis tilnærmelse af medlemsstaternes fremmedlovgivning samt om afskaffelse af paskontrol inden for Fællesskabet.

11. Det vil blive pålagt en anden arbejdsgruppe at undersøge på hvilke betingelser og inden for hvilke tidsfrister, det vil være muligt at tillægge borgerne i de ni medlemsstater særlige retligheder som borgere i Fællesskabet.

12. Regeringscheferne konstaterer, at det i traktaten fastsatte mål om almindelige direkte valg til Europa-Parlamentet, bør virkeliggøres så hurtigt som muligt. I denne forbindelse imødeser de med interesse Parlamentets forslag, som de håber Rådet vil kunne træffe afgørelse om i 1976. Under forudsætning heraf ville almindelige, direkte valg kunne finde sted fra 1978.

Eftersom Europa-Parlamentet er sammensat af repræsentanter for folkene i Fællesskabets medlemsstater, bør hvert folk repræsenteres på passende måde.

Europa-Parlamentet inddrages i udviklingen af den europæiske opbygning. Regeringscheferne vil ikke undlade at tage de synspunkter i betragtning, som de i oktober 1972 anmodede Parlamentet om at fremsætte i denne sammenhæng.

Europa-Parlamentets beføjelser vil blive udvidet navnlig derved, at det får tillagt kompetence på visse områder i forbindelse med udarbejdelsen af Fællesskabsretten.

Erklæring fra den britiske delegation

Den britiske premierminister erklærede, at den britiske regering ikke ønskede at hindre regeringerne i de øvrige

otte medlemsstater i at gøre fremskridt i spørgsmålet om almindelige direkte valg til Parlamentet. Den britiske regering kan imidlertid ikke selv tage stilling til forslaget, før genforhandlingsproceduren er blevet ført til ende og dens resultater er blevet forelagt det britiske folk.

Erklæring fra den danske delegation

Den danske delegation kan ikke på nuværende tidspunkt binde sig til tidspunktet for indførelse af almindelige direkte valg.

13. Regeringscheferne konstaterer, at processen med hensyn til omdannelsen af medlemsstaternes samlede indbyrdes forbindelser i overensstemmelse med beslutningerne truffet i Paris i oktober 1972 allerede er blevet indledt og er fast besluttet på at gøre nye fremskridt ad denne vej.

Med henblik herpå finder de det hensigtsmæssigt, at De Ni så hurtigt som muligt bliver enige om en helhedsudformning af Den europæiske Union. I denne forbindelse og i overensstemmelse med de anmodninger, som blev fremsat under Stats- og Regeringschefernes konference i Paris i oktober 1972, bekræfter de den betydning, som de tillægger disse rapporter fra Fællesskabets institutioner. De henstiller til Europa-Parlamentet, Kommissionen og Domstolen at fremskynde

fremlæggelsen af deres rapporter til inden udgangen af det første halvår af 1975. De er blevet enige om at overdrage premierministeren for kongeriget Belgien, hr. Tindemans, inden udgangen af 1975 at forelægge regeringscheferne en sammenfattende rapport udarbejdet på grundlag af institutionernes rapporter og de drøftelser, som han vil føre med regeringerne og repræsentanter for repræsentative kredse inden for den offentlige mening i Fællesskabet.

Den økonomiske og monetære union

14. Regeringscheferne konstaterer, at de interne og internationale omskiftelser har gjort det umuligt at gøre alle forventede fremskridt på vejen mod den økonomiske og monetære union og fastslår, at deres vilje i så henseende fortsat er usvækket, og at deres mål fremdeles er det, de havde sat sig på konferencen i Paris.

Tilnærmelse af de økonomisk-politiske foranstaltninger

15. Regeringscheferne har drøftet den økonomiske situation i verden og inden for Fællesskabet.
16. De konstaterer, at forhøjelsen af prisen på energi virker forværrende på de inflatoriske tendenser og på underskuddene på betalingsbalancerne, og forstærker truslen om en almindelig økonomisk tilbagegang. De således fremkaldte ændringer i samhandelsvilkårene påtvinger medlemsstaterne en omlægning af deres produktionsstrukturer.
17. Regeringscheferne bekræfter, at formålet med den økonomiske politik fremdeles er bekæmpelse af inflationen og opretholdelse af beskæftigelsen. Medvirken fra arbejdsmarkedets parter vil være en væsentlig faktor i gennemførelsen af denne politik. De understreger, at der i den aktuelle situation bør gives en høj prioritet til et fornyet opsving med fastholdelse af stabiliteten, dvs. en indsats, som på én gang tager sigte på at afværge en almindelig økonomisk tilbagegang og genindføre stabiliteten. Det er af betydning, at en sådan indsats udelukker enhver tilbagevenden til protektionisme, som ved sine kadereaktioner vil kunne sætte et nyt økonomisk opsving på spil.

De medlemsstater, der har overskud på betalingsbalancen, bør føre en økonomisk politik, der stimulerer den hjemlige efterspørgsel og holder beskæftigelsen oppe på et højt niveau, uden at der derved skabes nye inflatoriske vilkår. Denne holdning vil gøre det lettere for de lande, der har betydelige underskud på deres betalingsbalance, at føre en politik, som, uden at der gribes til protektionistiske forholdsregler, gør det muligt at sikre et tilfredsstillende niveau for beskæftigelsen, en omkostningsstabilisering og en forbedret balance på deres regnskaber med udlandet.

18. For så vidt angår de bestræbelser, der skal udfoldes af landene med overskud på betalingsbalancen, glæder regeringscheferne sig over de økonomisk-politiske foranstaltninger, som den nederlandske regering allerede nu har vedtaget, idet disse foranstaltninger går i den ønskede retning. De har endvidere med tilfredshed gjort sig bekendt med det program for en konjunkturpolitik, som påtænkes indført af regeringen for Forbundsrepublikken Tyskland, navnlig med henblik på atter at sætte gang i offentlig og privat investeringsvirksomhed, samt med den belgiske regerings hensigt til ligeledes at slå ind på denne vej.

De har endvidere med tilfredshed mærket sig de bestræbelser, som landene med underskud på betalingsbalancen udfolder for at fastholde deres konkurrenceevne med henblik på at nå frem til en bedre ligevægt på betalingsbalancen og på at forbedre beskæftigelsesniveauet.

19. Regeringscheferne tager de særlige forhold i betragtning, som består i hver af medlemsstaterne - og som ville gøre encartede politiske foranstaltninger uegnede - men regeringscheferne har samtidig understreget den påtrængende nødvendighed af, at man i fællesskab enes om de politiske foranstaltninger, som skal iværksættes. Sådanne politiske foranstaltninger, der tilnærmes hinanden, får først

mening, hvis de er i overensstemmelse med en målsætning, som forudsætter solidaritet inden for Fællesskabet, og hvis de understøttes af faste og effektive samrådsmekanismer. Det pålægges økonomi- og finansministrene at gennemføre disse retningslinjer inden for rammerne af fællesskabsprocedurerne.

20. Det er klart, at alle sådanne politiske foranstaltninger kun vil virke med fuld styrke, for så vidt verdens vigtigste industrilande formår at dæmme op for de spirende tendenser til økonomisk tilbagegang.

I denne forbindelse har de med tilfredshed mærket sig den redegørelse, som kansleren for Forbundsrepublikken Tyskland har fremsat efter sine samtaler med præsidenten for De forenede Stater.

De ønsker, at præsidenten for Den franske Republik under sit kommende møde med præsident FORD på fællesskabets vegne vil fremhæve betydningen af en tilnærmelse af den økonomiske politik i samtlige industrilande i overensstemmelse med de ovenfor angivne retningslinjer.

De ønsker ligeledes, at Fællesskabet og dets medlemsstater handler på samme måde under kommende internationale forhandlinger samt inden for vedkommende internationale organer.

21. Fællesskabet vil fortsat bidrage til verdenshandelens harmoniske udvikling, navnlig i forhold til udviklingslandene, og agter med henblik herpå konstruktivt at deltage i handelsforhandlingerne under GATT; det håber, at disse forhandlinger snart må blive fortsat på aktiv måde.

Regionalpolitik

22. Regeringscheferne beslutter, at Den europæiske Regionaludviklingsfond, som har til formål at rette op på den væsentligste regionale uligevægt inden for Fællesskabet, som navnlig skyldes landbrugets dominerende stilling, ændringer i industriproduktionen og en strukturel underbeskæftigelse, vil begynde sin virksomhed fra 1. januar 1975.
23. Fonden vil i 1975 få tillagt 300.000.000 RE, i hvert af årene 1976 og 1977 500.000.000 RE, eller i alt 1.300.000.000 RE.
24. Af dette samlede beløb på 1.300.000.000 RE vil et beløb på op til 150.000.000 RE blive finansieret med for tiden uudnyttede EUPGL-bevillinger (udviklingssektionen).

Fondens midler vil blive fordelt i overensstemmelse med den af Kommissionen forelagte plan:

Belgien	1,5%
Danmark	1,3%
Frankrig	15%
Irland	6%
Italien	40%
Luxembourg	0,1%
Nederlandene	1,7%
Forbundsrepublikken Tyskland	6,4%
Det forenede Kongerige	28%

Irland vil imidlertid få tillagt 6.000.000 RE, som vil blive taget fra de øvrige medlemsstaters kvota med undtagelse af Italien.

Beskæftigelsesproblemer

25. De nødvendige, ovenfor omhandlede bestræbelser for at imødegå inflation, faren for lavkonjunktur og for arbejdsløshed, bør opfylde kravene til en samfundspolitik, der sigter mod fremskridt og lighed; uden en sådan politik vil bestræbelserne ikke opnå tilslutning eller medvirken fra arbejdsmarkedets parter, hverken på nationalt plan eller på fællesskabsplan.

I denne forbindelse understreger regeringscheferne, at Det økonomiske og sociale Udvalg kan spille en betydningsfuld rolle ved at lade arbejdsmarkedets parter medvirke ved fastlæggelsen af Fællesskabets økonomiske og sociale mål.

Det er først og fremmest vigtigt på beskæftigelsesområdet at iværksætte en kraftig og samordnet aktion på fællesskabsplan. Denne aktion kræver, at medlemsstaterne med bistand fra de interesserede organisationer foretager en passende samordning af deres beskæftigelsespolitik og vedtager hvilke mål, der først skal nås.

26. Fællesskabets Råd vil til sin tid på baggrund af de indhøstede erfaringer og under hensyntagen til de regionale problemer og de kategorier af arbejdstagere, som er stærkest berørt af beskæftigelsesproblemerne, undersøge om og i hvilket omfang det vil være nødvendigt at forøge Socialfondens midler.

27. Regeringscheferne, som er overbeviste om, at der i denne periode med økonomiske vanskeligheder bør lægges særlig vægt på sociale foranstaltninger, bekræfter den betydning, de tillægger gennemførelsen af de foranstaltninger, som er opført i det sociale handlingsprogram, som Rådet godkendte i sin resolution af 21. januar 1974.
28. Regeringscheferne sætter sig som mål at få gennemført ensartede forbedringer af den sociale beskyttelse, som ydes af hver enkelt medlemsstat, uden at dette fører med sig, at de gældende sociale ordninger bliver ens.

Energi

29. Regeringscheferne har diskuteret energiproblemerne og i denne forbindelse de betydelige finansielle problemer, der som følge heraf er opstået for Fællesskabet og verden som helhed.
30. De tager til efterretning, at medlemsstaternes ministre for energispørgsmål vil mødes den 17. december.
31. Regeringscheferne, som er sig energiproblemetets grundlæggende betydning for verdensøkonomien bevidst, har diskuteret mulighederne for samarbejde mellem de olieudførende og de olieindførende lande, og lyttede i denne forbindelse til en redegørelse fra Forbundskansleren.
32. Regeringscheferne tillægger det kommende møde mellem præsidenten for De forenede Stater og præsidenten for Den franske Republik meget stor betydning.

33. Idet de henviser til Rådets resolution af 17. september 1974, anmoder regeringscheferne Fællesskabets institutioner om at udarbejde og iværksætte en fælles energipolitik så hurtigt som muligt.

Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold
til Fællesskabet

34. Det forenede Kongeriges premierminister forklarede "på hvilket grundlag Det forenede Kongerige går ind i forhandlingerne vedrørende Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold til Fællesskabet" og gjorde rede for de særlige problemer, som den britiske regering tillagde den største vægt.
35. Regeringscheferne erindrer om den af Fællesskabet ved tiltrædelsesforhandlingerne fremsatte erklæring, hvorefter "selve Fællesskabets eksistens, såfremt uantagelige situationer måtte opstå, ville kræve, at institutionerne fandt rimelige løsninger på sådanne".
36. De bekræfter, at ordningen vedrørende de egne indtægter udgør en af de grundlæggende faktorer i Fællesskabets økonomiske integration.
37. De henstiller til Fællesskabets institutioner (Rådet og Kommissionen), at de snarest muligt udarbejder en justeringsmekanisme, som kan få almindelig anvendelse, og som i forbindelse med ordningen vedrørende de egne indtægter og i overensstemmelse med ordningens normale funktion, på grundlag af objektive kriterier og navnlig under hensyn til de herom af Det forenede Kongeriges regering fremsatte forslag kan medvirke til, at det under forløbet af den indbyrdes tilnærmelse af medlemsstaternes økonomier undgås, at der eventuelt udvikler sig situationer, som er uantagelige for en medlemsstat og er uforenelige med Fællesskabets gode funktion.

REPRÉSENTATION PERMANENTE
DU DANEMARK AUPRÈS DES
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Hr. generalsekretær N. HOMMEL
Rådet for
De europæiske Fællesskaber
170, rue de la Loi
1048 - Bruxelles

3.07.5
RUE DE LA LOI 34
B-1040 BRUXELLES
TLF.: 12 16 38
TELEX: 25 691

GENHEMSLAG
COPIES

1 BILAG
ANNEXE

J. NR.
REF. 400.A.2
(BEDES ANFØRT VED BESVARELSE)
(A RAPPELER DANS LA REPONSE)

DATE 24. januar 1975

Hr. generalsekretær.

Under henvisning til Deres brev af 21. januar 1975 vedrørende oversættelse til dansk af communiquéet fra mødet mellem fællesskabets regeringschefer i Paris den 9.-10. december 1974 har jeg med tilfredshed erfaret, at sekretariatet vil cirkulere den af den danske regering ønskede oversættelse. Jeg takker Dem for denne imødekommenhed og den hurtige ekspedition af sagen.

Imidlertid har jeg konstateret, at den oversættelse, der er cirkuleret den 21. januar 1975 med dok. 2178/1/74 (rev. 1) er fuldtud identisk med teksten i dok. 2178/74 af 16. december 1974 og således ikke svarer til den af den danske regering ønskede tekst.

Jeg erkender, at der kan være vanskeligheder ved at skelne mellem to oversættelser og går derfor ud fra, at der foreligger en fejltagelse fra sekretariatets side, som jeg håber, De vil drage omsorg for berigtiges.

./.
Jeg vedlægger for god ordens skyld endnu et eksemplar af den tekst, som den danske regering har godkendt, og som jeg derfor anmoder Dem om at cirkulere.

Modtag, hr. generalsekretær, forsikringen om min udmærkede højagtelse.

SECRETARIAT DU CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES N° ENREG. 169858 REÇU LE: 28 JAN 1975 DEST. PRINC.: Hommel DEST. COP.: ARCHIVES:
--

Niels Ersbøll
Niels Ersbøll
Ambassadør

DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

Rådet

- 3.07.5
Bruxelles, den 31. januar 1975
2178/2/74 (rev. 2)

N O T E

Hoslagt følger til delegationerne den endelige udgave på dansk af slutcommuniquet fra Fællesskabets regeringschefers møde i Paris 9. og 10. december 1974.

2178/2 dk/74 (rev. 2)

MØDE MELLEM EF-LANDENES REGERINGSCHEFER,

Paris 9.-10. december 1974

Dansk og fransk version af communiquéteksten

COMMUNIQUE

1. Regeringscheferne i Fællesskabets ni stater og deres udenrigsministre samt formanden for Kommissionen, som er trådt sammen i Paris efter indbydelse fra præsidenten for Den franske Republik, har foretaget en gennemgang af de forskellige problemer, Europa står over for. Ved denne lejlighed blev de af udenrigsministrene udarbejdede rapporter taget til efterretning. Den mellem udenrigsministrene opnåede enighed med hensyn til forskellige områder, som omhandles i disse rapporter, blev konstateret.

2. Regeringscheferne erkender nødvendigheden af, at de interne problemer, som den europæiske opbygning giver anledning til, og de problemer, som Europa er stillet over for udadtil, anskues under ét. De finder, at der bør tilvejebringes sikkerhed for udviklingen af og sammenhængen mellem indsatsen i Fællesskabet og det politiske samarbejde.

3. Derfor har regeringscheferne vedtaget, at de sammen med udenrigsministrene tre gange om året samt efter behov vil mødes i Fællesskabets Råd og inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Sekretariatsforretningerne vil blive varetaget på passende måde under hensyn til gældende praksis og hidtidig fremgangsmåde.

For at sikre sammenhængen i Fællesskabets indsats og kontinuitet i dets arbejde skal udenrigsministrene i Fællesskabets Råd have en igangsættende og koordinerende rolle. De kan ved disse lejligheder tillige træde sammen inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Disse beslutninger berører på ingen måde de regler og

fremgangsmåder, som er fastsat i traktaterne eller forudset i Luxembourg- og Københavns-rapporterne vedrørende det politiske samarbejde. Kommissionen udøver under de forskellige ovennævnte møder de beføjelser og spiller den rolle, som er tillagt den i de ovennævnte dokumenter.

4. I lyset af den europæiske enhedsproces bekræfter regeringscheferne på ny, at det er deres vilje gradvis at få fastlagt fælles standpunkter og at iværksætte en samordnet diplomatisk indsats på alle de områder inden for udenrigspolitikken, som vedrører Det europæiske Fællesskabs interesser. Hvervet som talsmand for de Ni udøves af formandskabet, som udlægger deres synspunkter på det diplomatiske plan. Det skal sørge for, at den nødvendige samordning altid finder sted i tide.

Under hensyn til den stigende betydning, som det politiske samarbejde har fået for arbejdet med at opbygge et Europa, bør Europa-Parlamentet knyttes nærmere til dette samarbejde, bl.a. ved de besvarelser, der gives på forespørgsler, som parlamentsmedlemmerne retter til formandskabet angående virksomhed, som vedrører det politiske samarbejde.

5. Regeringscheferne finder det nødvendigt at styrke solidariteten mellem de Ni både ved at forbedre fællesskabsprocedurerne og ved at udvikle nye former for fællesskabspolitik inden for nye områder, som senere fastlægges, men også ved at tillægge institutionerne den hertil fornødne hjemmel.

6. Uanset deres syn på de konklusioner, man nåede frem til i Luxembourg den 28. januar 1966, er det deres opfattelse, at man for at forbedre arbejdsgangen i Rådet bør afstå fra den praksis, der går ud på, at afgørelser vedrørende et hvilket som helst spørgsmål skal være betinget af medlemsstaternes enstemmige tilslutning.

7. Der vil blive givet de faste repræsentanter et større spillerum, således at kun de væsentligste politiske problemer drøftes i Rådet. Med henblik herpå tages de forholdsregler, som hver af medlemsstaterne finder nødvendige for at styrke de faste repræsentanternes rolle og inddrage dem i udarbejdelsen af nationale standpunkter vedrørende europæiske anliggender.

8. De er i øvrigt enige om det hensigtsmæssige i at gøre brug af bestemmelserne i Rom-traktaten, efter hvilke gennemførelses- og forvaltningsbeføjelser, som er en følge af Fællesskabets forordninger, kan tillægges Kommissionen.

9. Samarbejdet mellem de Ni på områder, som går ud over traktaternes anvendelsesområde, vil blive videreført inden for de sektorer, hvor det er påbegyndt. Det bør udstrækkes til nye områder ved møder mellem repræsentanter for regeringerne, forsamlet i Rådet, hver gang dette er muligt.

10. Der vil blive nedsat en arbejdsgruppe, der skal undersøge muligheden for at oprette en pasunion og - inden dette kan ske - for at indføre ensartede pas for medlemsstaterne.

Forslag herom bør så vidt muligt forelægges medlemsstaternes regeringer inden 31. december 1976. Forslaget skal især indeholde bestemmelser om en gradvis tilnærmelse af medlemsstaternes fremmedlovgivning samt om afskaffelse af paskontrol inden for Fællesskabet.

11. Det vil blive pålagt en anden arbejdsgruppe at undersøge, på hvilke betingelser og inden for hvilke tidsfrister det vil være muligt at tillægge borgerne i de ni medlemsstater særlige rettigheder som borgere i Fællesskabet.

12. Regeringscheferne konstaterer, at det i traktaten fastsatte mål om almindelige direkte valg til Europa-Parlamentet bør virkeliggøres så hurtigt som muligt.

I denne forbindelse imødeser de med interesse Parlamentets forslag, som de håber Rådet vil kunne træffe afgørelse om i 1976. Under forudsætning heraf ville almindelige, direkte valg kunne finde sted fra 1978.

Eftersom Europa-Parlamentet er sammensat af repræsentanter for folkene i Fællesskabets medlemsstater, bør hvert folk repræsenteres på passende måde.

Europa-Parlamentet inddrages i udviklingen af den europæiske opbygning. Regeringscheferne vil ikke undlade at tage de synspunkter i betragtning, som de i oktober 1972 anmodede Parlamentet om at fremsætte i denne sammenhæng.

Europa-Parlamentets beføjelser vil blive udvidet navnlig derved, at det får tillagt kompetence på visse områder i forbindelse med udarbejdelsen af fællesskabsretten.

Erklæring fra den britiske delegation

Den britiske premierminister erklærede, at den britiske regering ikke ønskede at hindre regeringerne i de øvrige otte medlemsstater i at gøre fremskridt i spørgsmålet om almindelige direkte valg til Parlamentet. Den britiske regering kan imidlertid ikke selv tage stilling til forslaget, før genforhandlingsproceduren er blevet ført til ende, og dens resultater er blevet forelagt det britiske folk.

Erklæring fra den danske delegation

Den danske delegation kan ikke på nuværende tidspunkt binde sig til indførelse af almindelige direkte valg i 1978.

13. Regeringscheferne konstaterer, at processen med hensyn til omdannelsen af medlemsstaternes samlede indbyrdes forbindelser i overensstemmelse med beslutningerne truffet i Paris i oktober 1972 allerede er blevet indledt, og er fast besluttet på at gøre nye fremskridt ad denne vej.

Med henblik herpå finder de det hensigtsmæssigt, at de Ni så hurtigt som muligt bliver enige om en helhedsopfattelse vedrørende Den europæiske Union. I denne forbindelse og i overensstemmelse med de anmodninger, som blev fremsat under stats- og regeringschefernes konference i Paris i oktober 1972, bekræfter de den betydning, som de tillægger disse rapporter fra Fællesskabets institutioner. De henstiller til Europa-Parlamentet, Kommissionen og Domstolen at fremskynde fremlæggelsen af deres rapporter til inden udgangen af det første halvår af 1975. De er blevet enige om at overdrage premierministeren for Kongeriget Belgien, hr. Tindemans, inden udgangen af 1975 at forelægge regeringscheferne en sammenfattende rapport udarbejdet på grundlag af institutionernes rapporter og de drøftelser, som han vil føre med regeringerne og repræsentanter for repræsentative kredse inden for den offentlige mening i Fællesskabet.

Den økonomiske og monetære union.

14. Regeringscheferne konstaterer, at de interne og internationale omskiftelser har gjort det umuligt at gøre alle forventede fremskridt på vejen mod den økonomiske og monetære union og fastslår, at deres vilje i så henseende fortsat er usvækket, og at deres mål fremdeles er det, de havde sat sig på konferencen i Paris.

Tilpasning af landenes økonomisk-politiske foranstaltninger.

15. Regeringscheferne har drøftet den økonomiske situation i verden og inden for Fællesskabet.

16. De konstaterer, at forhøjelsen af prisen på energi forstærker de inflatoriske tendenser og øger underskuddene på betalingsbalancerne samt understreger truslen om et almindeligt økonomisk tilbageslag. De således fremkaldte ændringer i de internationale prisforhold påtvinger medlemsstaterne en omlægning af deres produktionsstrukturer.

17. Regeringscheferne bekræfter, at formålet med den økonomiske politik fremdeles er bekæmpelse af inflationen og opretholdelse af beskæftigelsen. Medvirken fra arbejdsmarkedets parter vil være en væsentlig faktor i gennemførelsen af denne politik. De understreger, at der i den aktuelle situation bør gives en høj prioritet til et fornyet opsving med fastholdelse af stabiliteten, dvs. en indsats, som på én gang tager sigte på at afværge et almindeligt økonomisk tilbageslag og genoprette stabilitet. Det er af betydning, at en sådan indsats udelukker enhver tilbagevenden til protektionisme, som ved sine kædereaktioner vil kunne være en fare for et nyt økonomisk opsving.

De medlemsstater, der har overskud på betalingsbalancen, bør føre en økonomisk politik, der stimulerer den hjemlige efterspørgsel og holder beskæftigelsen oppe på et højt niveau, uden at der derved skabes nye inflatoriske vilkår. Denne holdning

vil gøre det lettere for de lande, der har betydelige underskud på deres betalingsbalance, at føre en politik, som, uden at der gribes til protektionistiske forholdsregler, gør det muligt at sikre et tilfredsstillende niveau for beskæftigelsen, en stabilisering af omkostningsniveauet og en forbedring af betalingerne over for udlandet.

18. For så vidt angår de bestræbelser, der skal udfoldes af landene med overskud på betalingsbalancen, hilser regeringscheferne med tilfredshed de økonomisk-politiske foranstaltninger, som den nederlandske regering allerede nu har vedtaget, idet disse foranstaltninger går i den ønskede retning. De har endvidere med tilfredshed gjort sig bekendt med det program for en konjunkturpolitik, som påtænkes indført af regeringen for Forbundsrepublikken Tyskland, navnlig med henblik på atter at sætte gang i offentlig og privat investeringsvirksomhed, samt med den belgiske regerings hensigt til ligeledes at slå ind på denne vej.

De har endvidere med tilfredshed mærket sig de bestræbelser, som landene med underskud på betalingsbalancen udfolder for at fastholde deres konkurrenceevne med henblik på at nå frem til en bedre ligevægt på betalingsbalancen og på at forbedre beskæftigelsesniveauet.

19. Regeringscheferne tager de særlige forhold i betragtning, som består i hver af medlemsstaterne - og som ville gøre ensartede foranstaltninger uegnede - men regeringscheferne har samtidig understreget den påtrængende nødvendighed af, at man i fællesskab enes om de foranstaltninger, som skal iværksættes. Sådanne foranstaltninger, der tilpasses hinanden, får først mening, hvis de er i overensstemmelse med en målsætning om solidaritet inden for Fællesskabet, og hvis de understøttes af permanente og effektive samrådsmekanismer. Det pålægges økonomi- og finansministrene at gennemføre disse retningslinier inden for rammerne af fællesskabsprocedurerne.

20. Det er klart, at alle sådanne foranstaltninger kun vil virke med fuld styrke, for så vidt verdens vigtigste industrilande formår at dæmme op for de spirende tendenser til økonomisk tilbageslag.

I denne forbindelse har de med tilfredshed mærket sig den redegørelse, som kansleren for Forbundsrepublikken Tyskland har fremsat efter sine samtaler med præsidenten for De forenede Stater.

De ønsker, at præsidenten for Den franske Republik under sit kommende møde med præsident FORD på Fællesskabets vegne vil fremhæve betydningen af en tilpasning af den økonomiske politik i samtlige industrilande i overensstemmelse med de ovenfor angivne retningslinier.

De ønsker ligeledes, at Fællesskabet og dets medlemsstater handler på samme måde under kommende internationale forhandlinger samt inden for de kompetente internationale organer.

21. Fællesskabet vil fortsat bidrage til verdenshandelens harmoniske udvikling, navnlig i forhold til udviklingslandene, og agter med henblik herpå konstruktivt at deltage i handelsforhandlingerne under GATT; det håber, at disse forhandlinger snart må blive fortsat på aktiv måde.

Regionalpolitik

22. Regeringscheferne beslutter, at Den europæiske Egnsudviklingsfond, som har til formål at rette op på den væsentligste regionale uligevægt inden for Fællesskabet, som navnlig skyldes landbrugets dominerende stilling, ændringer i industriproduktionen og en strukturel underbeskæftigelse, vil blive oprettet af Fællesskabets institutioner fra 1. januar 1975.

23. Fonden vil i 1975 få tillagt 300.000.000 RE, og i hvert af årene 1976 og 1977 500.000.000 RE, eller i alt 1.300.000.000 RE over en treårig forsøgsperiode.

24. Af dette samlede beløb på 1.300.000.000 RE vil et beløb på op til 150.000.000 RE blive finansieret med for tiden uudnyttede EUGFL-bevillinger (udviklingssektionen).

Fondens midler vil blive fordelt i overensstemmelse med den af Kommissionen forelagte plan:

Belgien	1,5%
Danmark	1,3%
Frankrig	15,0%
Irland	6,0%
Italien	40,0%
Luxembourg	0,1%
Nederlandene	1,7%
Forbundsrepublikken Tyskland	6,4%
Det forenede Kongerige	28,0%

Irland vil imidlertid få tillagt 6.000.000 RE, som vil blive taget fra de øvrige medlemsstaters kvota med undtagelse af Italiens.

Arbejdsmarkedsproblemer.

25. De ovenfor omhandlede bestræbelser, som er påkrævede for at imødegå inflation, faren for økonomisk tilbagegang og for arbejdsløshed, bør opfylde kravene til en samfundspolitik, der sigter mod fremskridt og lighed; uden en sådan politik vil bestræbelserne ikke opnå tilslutning eller medvirken fra arbejdsmarkedets parter, hverken på nationalt plan eller på fællesskabsplan.

I denne forbindelse understreger regeringscheferne, at Det økonomiske og sociale Udvalg kan spille en betydningsfuld rolle ved at lade arbejdsmarkedets parter medvirke ved fastlæggelsen af Fællesskabets økonomiske og sociale mål.

Det er først og fremmest vigtigt på beskæftigelsesområdet at iværksætte en kraftig og samordnet aktion på fællesskabsplan. Denne aktion kræver, at medlemsstaterne med bistand

fra de interesserede organisationer foretager en passende samordning af deres beskæftigelsespolitik og vedtager hvilke mål, der først skal nås.

26. Fællesskabets Råd vil til sin tid på baggrund af de indhøstede erfaringer og under hensyntagen til de regionale problemer og de kategorier af arbejdstagere, som er stærkest berørt af beskæftigelsesproblemerne, undersøge om og i hvilket omfang det vil være nødvendigt at forøge Socialfondens midler.

27. Regeringscheferne, som er overbeviste om, at der i denne periode med økonomiske vanskeligheder bør lægges særlig vægt på sociale foranstaltninger, bekræfter den betydning, de tillægger gennemførelsen af de foranstaltninger, som er opført i det sociale handlingsprogram, som Rådet godkendte i sin resolution af 21. januar 1974.

28. Regeringscheferne sætter sig som mål at få gennemført en tilnærmelse i forbindelse med forbedringer af den sociale beskyttelse, som ydes af hver enkelt medlemsstat, uden at dette fører med sig, at de gældende sociale ordninger bliver ens.

Energi.

29. Regeringscheferne har diskuteret energiproblemerne og i denne forbindelse de grundlæggende finansielle problemer, der som følge heraf er opstået for Fællesskabet og verden som helhed.

30. De tager til efterretning, at medlemsstaternes ministre for energispørgsmål vil mødes den 17. december.

31. Regeringscheferne, som er sig energiproblemets grundlæggende betydning for verdensøkonomien bevidst, har diskuteret mulighederne for samarbejde mellem de olieeksporterende og de olieimporterende lande, og hørte i denne forbindelse på en redegørelse fra Forbundskansleren.

32. Regeringscheferne tillægger det kommende møde mellem præsidenten for De forenede Stater og præsidenten for Den franske Republik meget stor betydning.

33. Idet de henviser til Rådets resolution af 17. september 1974, anmoder regeringscheferne Fællesskabets institutioner om at udarbejde og iværksætte en fælles energipolitik så hurtigt som muligt.

Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold til Fællesskabet.

34. Det forenede Kongeriges premierminister forklarede "på hvilket grundlag Det forenede Kongerige går ind i forhandlingerne vedrørende Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold til Fællesskabet" og gjorde rede for de særlige problemer, som den britiske regering tillagde den største vægt.

35. Regeringscheferne erindrer om den af Fællesskabet ved tiltrædelsesforhandlingerne fremsatte erklæring, hvorefter "selve Fællesskabets eksistens, såfremt uantagelige situationer måtte opstå, ville kræve, at institutionerne fandt rimelige løsninger på sådanne".

36. De bekræfter, at ordningen vedrørende de egne indtægter udgør en af de grundlæggende faktorer i Fællesskabets økonomiske integration.

37. De henstiller til Fællesskabets institutioner (Rådet og Kommissionen), at de snarest muligt udarbejder en generel justeringsmekanisme, som i forbindelse med ordningen vedrørende de egne indtægter og i overensstemmelse med denne ordnings normale funktion, på grundlag af objektive kriterier og navnlig under hensyn til de herom af Det forenede Kongeriges regering fremsatte forslag kan medvirke til, at det under forløbet af den indbyrdes tilpasning af medlemsstaternes økonomier undgås, at der eventuelt udvikler sig situationer, som er uantagelige for en medlemsstat og er uforenelige med Fællesskabets gode funktion.

- 3.07.5

1782

Bruxelles, le 31. 1. 1975

S.E. Monsieur l'Ambassadeur
Niels ERSBØLL
Représentant Permanent du Danemark
auprès des Communautés Européennes
34, rue de la Loi
1049 - BRUXELLES

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 24 janvier 1975, par laquelle vous appelez mon attention sur le fait que la version révisée de la traduction en langue danoise du Communiqué final de la Réunion des Chefs de Gouvernement de la Communauté qui s'est tenue à Paris les 9 et 10 décembre 1974 [doc. 2178/1/74 (rév. 1)] était en tous points identique à celle qui figure au doc. 2178/74/

C'est une erreur matérielle bien involontaire qui est à l'origine de ce malentendu. J'ai donné immédiatement instruction que le texte approuvé par le Gouvernement danois fasse l'objet d'un nouveau document [2178/2/74 (rév. 2)] et soit publié sans délai.

En vous priant de bien vouloir excuser ce contretemps, je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute considération.

HOMMEL

MØDE MELLEM EF-LANDENES REGERINGSCHEFER,

Paris 9.-10. december 1974

Dansk og fransk version af communiquéteksten

COMMUNIQUE

1. Regeringscheferne i Fællesskabets ni stater og deres udenrigsministre samt formanden for Kommissionen, som er trådt sammen i Paris efter indbydelse fra præsidenten for Den franske Republik, har foretaget en gennemgang af de forskellige problemer, Europa står over for. Ved denne lejlighed blev de af udenrigsministrene udarbejdede rapporter taget til efterretning. Den mellem udenrigsministrene opnåede enighed med hensyn til forskellige områder, som omhandles i disse rapporter, blev konstateret.

2. Regeringscheferne erkender nødvendigheden af, at de interne problemer, som den europæiske opbygning giver anledning til, og de problemer, som Europa er stillet over for udadtil, ansues under ét. De finder, at der bør tilvejebringes sikkerhed for udviklingen af og sammenhængen mellem indsatsen i Fællesskabet og det politiske samarbejde.

3. Derfor har regeringscheferne vedtaget, at de sammen med udenrigsministrene tre gange om året samt efter behov vil mødes i Fællesskabets Råd og inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Sekretariatsforretningerne vil blive varetaget på passende måde under hensyn til gældende praksis og hidtidig fremgangsmåde.

For at sikre sammenhængen i Fællesskabets indsats og kontinuitet i dets arbejde skal udenrigsministrene i Fællesskabets Råd have en igangsættende og koordinerende rolle. De kan ved disse lejligheder tillige træde sammen inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Disse beslutninger berører på ingen måde de regler og

fremgangsmåder, som er fastsat i traktaterne eller forudset i Luxembourg- og Københavns-rapporterne vedrørende det politiske samarbejde. Kommissionen udøver under de forskellige ovennævnte møder de beføjelser og spiller den rolle, som er tillagt den i de ovennævnte dokumenter.

4. I lyset af den europæiske enhedsproces bekræfter regeringscheferne på ny, at det er deres vilje gradvis at få fastlagt fælles standpunkter og at iværksætte en samordnet diplomatisk indsats på alle de områder inden for udenrigspolitikken, som vedrører Det europæiske Fællesskabs interesser. Hvervet som talsmand for de Ni udøves af formandskabet, som udlægger deres synspunkter på det diplomatiske plan. Det skal sørge for, at den nødvendige samordning altid finder sted i tide.

Under hensyn til den stigende betydning, som det politiske samarbejde har fået for arbejdet med at opbygge et Europa, bør Europa-Parlamentet knyttes nærmere til dette samarbejde, bl.a. ved de besvarelser, der gives på forespørgsler, som parlamentsmedlemmerne retter til formandskabet angående virksomhed, som vedrører det politiske samarbejde.

5. Regeringscheferne finder det nødvendigt at styrke solidariteten mellem de Ni både ved at forbedre fællesskabsprocedurerne og ved at udvikle nye former for fællesskabspolitik inden for nye områder, som senere fastlægges, men også ved at tillægge institutionerne den hertil fornødne hjemmel.

6. Uanset deres syn på de konklusioner, man nåede frem til i Luxembourg den 28. januar 1966, er det deres opfattelse, at man for at forbedre arbejdsgangen i Rådet bør afstå fra den praksis, der går ud på, at afgørelser vedrørende et hvilket som helst spørgsmål skal være betinget af medlemsstaternes enstemmige tilslutning.

7. Der vil blive givet de faste repræsentanter et større spillerum, således at kun de væsentligste politiske problemer drøftes i Rådet. Med henblik herpå tages de forholdsregler, som hver af medlemsstaterne finder nødvendige for at styrke de faste repræsentanters rolle og inddrage dem i udarbejdelsen af nationale standpunkter vedrørende europæiske anliggender.

8. De er i øvrigt enige om det hensigtsmæssige i at gøre brug af bestemmelserne i Rom-traktaten, efter hvilke gennemførelses- og forvaltningsbeføjelser, som er en følge af Fællesskabets forordninger, kan tillægges Kommissionen.

9. Samarbejdet mellem de Ni på områder, som går ud over traktaternes anvendelsesområde, vil blive videreført inden for de sektorer, hvor det er påbegyndt. Det bør udstrækkes til nye områder ved møder mellem repræsentanter for regeringerne, forsamlet i Rådet, hver gang dette er muligt.

10. Der vil blive nedsat en arbejdsgruppe, der skal undersøge muligheden for at oprette en pasunion og - inden dette kan ske - for at indføre ensartede pas for medlemsstaterne.

Forslag herom bør så vidt muligt forelægges medlemsstaternes regeringer inden 31. december 1976. Forslaget skal især indeholde bestemmelser om en gradvis tilnærmelse af medlemsstaternes fremmedlovgivning samt om afskaffelse af paskontrol inden for Fællesskabet.

11. Det vil blive pålagt en anden arbejdsgruppe at undersøge, på hvilke betingelser og inden for hvilke tidsfrister det vil være muligt at tillægge borgerne i de ni medlemsstater særlige rettigheder som borgere i Fællesskabet.

12. Regeringscheferne konstaterer, at det i traktaten fastsatte mål om almindelige direkte valg til Europa-Parlamentet bør virkeliggøres så hurtigt som muligt.

I denne forbindelse imødeser de med interesse Parlamentets forslag, som de håber Rådet vil kunne træffe afgørelse om i 1976. Under forudsætning heraf ville almindelige, direkte valg kunne finde sted fra 1978.

Eftersom Europa-Parlamentet er sammensat af repræsentanter for folkene i Fællesskabets medlemsstater, bør hvert folk repræsenteres på passende måde.

Europa-Parlamentet inddrages i udviklingen af den europæiske opbygning. Regeringscheferne vil ikke undlade at tage de synspunkter i betragtning, som de i oktober 1972 anmodede Parlamentet om at fremsætte i denne sammenhæng.

Europa-Parlamentets beføjelser vil blive udvidet navnlig derved, at det får tillagt kompetence på visse områder i forbindelse med udarbejdelsen af fællesskabsretten.

Erklæring fra den britiske delegation

Den britiske premierminister erklærede, at den britiske regering ikke ønskede at hindre regeringerne i de øvrige otte medlemsstater i at gøre fremskridt i spørgsmålet om almindelige direkte valg til Parlamentet. Den britiske regering kan imidlertid ikke selv tage stilling til forslaget, før genforhandlingsproceduren er blevet ført til ende, og dens resultater er blevet forelagt det britiske folk.

Erklæring fra den danske delegation

Den danske delegation kan ikke på nuværende tidspunkt binde sig til indførelse af almindelige direkte valg i 1978.

13. Regeringscheferne konstaterer, at processen med hensyn til omdannelsen af medlemsstaternes samlede irdbyrdes forbindelser i overensstemmelse med beslutningerne truffet i Paris i oktober 1972 allerede er blevet indledt, og er fast besluttet på at gøre nye fremskridt ad denne vej.

Med henblik herpå finder de det hensigtsmæssigt, at de Ni så hurtigt som muligt bliver enige om en helhedsopfattelse vedrørende Den europæiske Union. I denne forbindelse og i overensstemmelse med de anmodninger, som blev fremsat under stats- og regeringschefernes konference i Paris i oktober 1972, bekræfter de den betydning, som de tillægger disse rapporter fra Fællesskabets institutioner. De henstiller til Europa-Parlamentet, Kommissionen og Domstolen at fremskynde fremlæggelsen af deres rapporter til inden udgangen af det første halvår af 1975. De er blevet enige om at overdrage premierministeren for Kongeriget Belgien, hr. Tindemans, inden udgangen af 1975 at forelægge regeringscheferne en sammenfattende rapport udarbejdet på grundlag af institutionernes rapporter og de drøftelser, som han vil føre med regeringerne og repræsentanter for repræsentative kredse inden for den offentlige mening i Fællesskabet.

Den økonomiske og monetære union.

14. Regeringscheferne konstaterer, at de interne og internationale omskiftelser har gjort det umuligt at gøre alle forventede fremskridt på vejen mod den økonomiske og monetære union og fastslår, at deres vilje i så henseende fortsat er usvækket, og at deres mål fremdeles er det, de havde sat sig på konferencen i Paris.

Tilpasning af landenes økonomisk-politiske foranstaltninger.

15. Regeringscheferne har drøftet den økonomiske situation i verden og inden for Fællesskabet.

16. De konstaterer, at forhøjelsen af prisen på energi forstærker de inflatoriske tendenser og øger underskuddene på betalingsbalancerne samt understreger truslen om et almindeligt økonomisk tilbageslag. De således fremkaldte ændringer i de internationale prisforhold påtvinger medlemsstaterne en omlægning af deres produktionsstrukturer.

17. Regeringscheferne bekræfter, at formålet med den økonomiske politik fremdeles er bekæmpelse af inflationen og opretholdelse af beskæftigelsen. Medvirken fra arbejdsmarkedets parter vil være en væsentlig faktor i gennemførelsen af denne politik. De understreger, at der i den aktuelle situation bør gives en høj prioritet til et fornyet opsving med fastholdelse af stabiliteten, dvs. en indsats, som på én gang tager sigte på at afværge et almindeligt økonomisk tilbageslag og genoprette stabilitet. Det er af betydning, at en sådan indsats udelukker enhver tilbagevenden til protektionisme, som ved sine kædereaktioner vil kunne være en fare for et nyt økonomisk opsving.

De medlemsstater, der har overskud på betalingsbalancen, bør føre en økonomisk politik, der stimulerer den hjemlige efterspørgsel og holder beskæftigelsen oppe på et højt niveau, uden at der derved skabes nye inflatoriske vilkår. Denne holdning

vil gøre det lettere for de lande, der har betydelige underskud på deres betalingsbalance, at føre en politik, som, uden at der gribes til protektionistiske forholdsregler, gør det muligt at sikre et tilfredsstillende niveau for beskæftigelsen, en stabilisering af omkostningsniveauet og en forbedring af betalingerne over for udlandet.

18. For så vidt angår de bestræbelser, der skal udfoldes af landene med overskud på betalingsbalancen, hilser regeringscheferne med tilfredshed de økonomisk-politiske foranstaltninger, som den nederlandske regering allerede nu har vedtaget, idet disse foranstaltninger går i den ønskede retning. De har endvidere med tilfredshed gjort sig bekendt med det program for en konjunkturpolitik, som påtænkes indført af regeringen for Forbundsrepublikken Tyskland, navnlig med henblik på atter at sætte gang i offentlig og privat investeringsvirksomhed, samt med den belgiske regerings hensigt til ligeledes at slå ind på denne vej.

De har endvidere med tilfredshed mærket sig de bestræbelser, som landene med underskud på betalingsbalancen udfolder for at fastholde deres konkurrenceevne med henblik på at nå frem til en bedre ligevægt på betalingsbalancen og på at forbedre beskæftigelsesniveauet.

19. Regeringscheferne tager de særlige forhold i betragtning, som består i hver af medlemsstaterne - og som ville gøre ensartede foranstaltninger uegnede - men regeringscheferne har samtidig understreget den påtrængende nødvendighed af, at man i fællesskab enes om de foranstaltninger, som skal iværksættes. Sådanne foranstaltninger, der tilpasses hinanden, får først mening, hvis de er i overensstemmelse med en målsætning om solidaritet inden for Fællesskabet, og hvis de understøttes af permanente og effektive samrådsmekanismer. Det pålægges økonomi- og finansministrene at gennemføre disse retningslinier inden for rammerne af fællesskabsprocedurerne.

20. Det er klart, at alle sådanne foranstaltninger kun vil virke med fuld styrke, for så vidt verdens vigtigste industrilande formår at dæmme op for de spirende tendenser til økonomisk tilbageslag.

I denne forbindelse har de med tilfredshed mærket sig den redegørelse, som kansleren for Forbundsrepublikken Tyskland har fremsat efter sine samtaler med præsidenten for De Forenede Stater.

De ønsker, at præsidenten for Den franske Republik under sit kommende møde med præsident FORD på Fællesskabets vegne vil fremhæve betydningen af en tilpasning af den økonomiske politik i samtlige industrilande i overensstemmelse med de ovenfor angivne retningslinier.

De ønsker ligeledes, at Fællesskabet og dets medlemsstater handler på samme måde under kommende internationale forhandlinger samt inden for de kompetente internationale organer.

21. Fællesskabet vil fortsat bidrage til verdenshandelens harmoniske udvikling, navnlig i forhold til udviklingslandene, og agter med henblik herpå konstruktivt at deltage i handelsforhandlingerne under GATT; det håber, at disse forhandlinger snart må blive fortsat på aktiv måde.

Regionalpolitik

22. Regeringcheferne beslutter, at Den europæiske Egnsudviklingsfond, som har til formål at rette op på den væsentligste regionale uligevægt inden for Fællesskabet, som navnlig skyldes landbrugets dominerende stilling, ændringer i industriproduktionen og en strukturel underbeskæftigelse, vil blive oprettet af Fællesskabets institutioner fra 1. januar 1975.

23. Fonden vil i 1975 få tillagt 300.000.000 RE, og i hvert af årene 1976 og 1977 500.000.000 RE, eller i alt 1.300.000.000 RE over en treårig forsøgsperiode.

24. Af dette samlede beløb på 1.300.000.000 RE vil et beløb på op til 150.000.000 RE blive finansieret med for tiden uudnyttede EUGFL-bevillinger (udviklingssektionen).

Fondens midler vil blive fordelt i overensstemmelse med den af Kommissionen forelagte plan:

Belgien	1,5%
Danmark	1,3%
Frankrig	15,0%
Irland	6,0%
Italien	40,0%
Luxembourg	0,1%
Nederlandene	1,7%
Forbundsrepublikken Tyskland	6,4%
Det forenede Kongerige	28,0%

Irland vil imidlertid få tillagt 6.000.000 RE, som vil blive taget fra de øvrige medlemsstaters kvota med undtagelse af Italiens.

Arbejdsmarkedsproblemer.

25. De ovenfor omhandlede bestræbelser, som er påkrævede for at imødegå inflation, faren for økonomisk tilbagegang og for arbejdsløshed, bør opfylde kravene til en samfundspolitik, der sigter mod fremskridt og lighed; uden en sådan politik vil bestræbelserne ikke opnå tilslutning eller medvirken fra arbejdsmarkedets parter, hverken på nationalt plan eller på fællesskabsplan.

I denne forbindelse understreger regeringsscheferne, at Det økonomiske og sociale Udvalg kan spille en betydningsfuld rolle ved at lade arbejdsmarkedets parter medvirke ved fastlæggelsen af Fællesskabets økonomiske og sociale mål.

Det er først og fremmest vigtigt på beskæftigelsesområdet at iværksætte en kraftig og samordnet aktion på fællesskabsplan. Denne aktion kræver, at medlemsstaterne med bistand

fra de interesserede organisationer foretager en passende samordning af deres beskæftigelsespolitik og vedtager hvilke mål, der først skal nås.

26. Fællesskabets Råd vil til sin tid på baggrund af de indhøstede erfaringer og under hensyntagen til de regionale problemer og de kategorier af arbejdstagere, som er stærkest berørt af beskæftigelsesproblemerne, undersøge om og i hvilket omfang det vil være nødvendigt at forøge Socialfondens midler.

27. Regeringscheferne, som er overbeviste om, at der i denne periode med økonomiske vanskeligheder bør lægges særlig vægt på sociale foranstaltninger, bekræfter den betydning, de tillægger gennemførelsen af de foranstaltninger, som er opført i det sociale handlingsprogram, som Rådet godkendte i sin resolution af 21. januar 1974.

28. Regeringscheferne sætter sig som mål at få gennemført en tilnærmelse i forbindelse med forbedringer af den sociale beskyttelse, som ydes af hver enkelt medlemsstat, uden at dette fører med sig, at de gældende sociale ordninger bliver ens.

Energi.

29. Regeringscheferne har diskuteret energiproblemerne og i denne forbindelse de grundlæggende finansielle problemer, der som følge heraf er opstået for Fællesskabet og verden som helhed.

30. De tager til efterretning, at medlemsstaternes ministre for energispørgsmål vil mødes den 17. december.

31. Regeringscheferne, som er sig energiproblemets grundlæggende betydning for verdensøkonomien bevidst, har diskuteret mulighederne for samarbejde mellem de olieeksporterende og de olieimporterende lande, og hørte i denne forbindelse på en redegørelse fra Forbundskansleren.

32. Regeringscheferne tillægger det kommende møde mellem præsidenten for De forenede Stater og præsidenten for Den franske Republik meget stor betydning.

33. Idet de henviser til Rådets resolution af 17. september 1974, anmoder regeringscheferne Fællesskabets institutioner om at udarbejde og iværksætte en fælles energipolitik så hurtigt som muligt.

Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold til Fællesskabet.

34. Det forenede Kongeriges premierminister forklarede "på hvilket grundlag Det forenede Kongerige går ind i forhandlingerne vedrørende Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold til Fællesskabet" og gjorde rede for de særlige problemer, som den britiske regering tillagde den største vægt.

35. Regeringscheferne erindrer om den af Fællesskabet ved tiltrædelsesforhandlingerne fremsatte erklæring, hvorefter "selv Fællesskabets eksistens, såfremt uantagelige situationer måtte opstå, ville kræve, at institutionerne fandt rimelige løsninger på sådanne".

36. De bekræfter, at ordningen vedrørende de egne indtægter udgør en af de grundlæggende faktorer i Fællesskabets økonomiske integration.

37. De henstiller til Fællesskabets institutioner (Rådet og Kommissionen), at de snarest muligt udarbejder en generel justeringsmekanisme, som i forbindelse med ordningen vedrørende de egne indtægter og i overensstemmelse med denne ordnings normale funktion, på grundlag af objektive kriterier og navnlig under hensyn til de herom af Det forenede Kongeriges regering fremsatte forslag kan medvirke til, at det under forløbet af den indbyrdes tilpasning af medlemsstaternes økonomier undgås, at der eventuelt udvikler sig situationer, som er uantagelige for en medlemsstat og er uforenelige med Fællesskabets gode funktion.

COMMUNIQUÉ

1. Les Chefs de gouvernement des neuf Etats de la Communauté et les Ministres des Affaires Etrangères, ainsi que le Président de la Commission, réunis à Paris à l'invitation du Président de la République Française, ont procédé à un examen des divers problèmes qui se posent à l'Europe. Il a été pris acte, à cette occasion, des rapports préparés par les Ministres des Affaires Etrangères. L'accord intervenu entre ces derniers sur divers points évoqués dans ces rapports a été enregistré.

2. Reconnaissant la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur, les Chefs de gouvernement estiment qu'il y a lieu d'assurer le développement et la cohésion d'ensemble des activités des Communautés et des travaux de la coopération politique.

3. Les Chefs de gouvernement ont, en conséquence, décidé de se réunir, accompagnés des Ministres des Affaires Etrangères, trois fois par an et chaque fois que nécessaire, en Conseil de la Communauté et au titre de la coopération politique.

Compte tenu des pratiques et procédures en vigueur, le secrétariat administratif sera assuré de manière appropriée.

En vue d'assurer la cohérence des activités communautaires et la continuité du travail, les Ministres des Affaires Etrangères, en Conseil de la Communauté, sont chargés d'un rôle d'impulsion et de coordination. Ils peuvent se réunir à la même occasion au titre de la coopération politique.

Ces dispositions n'affectent, en aucune manière, les règles et procédures arrêtées par les Traités ni celles prévues par les Rapports de Luxembourg et de Copenhague en ce qui concerne la coopération politique. La Commission exerce les compétences et joue le rôle qui lui est dévolu par ces textes dans les diverses réunions mentionnées aux paragraphes ci-dessus.

4. Les Chefs de gouvernement réaffirment, dans la perspective de l'unification européenne, leur volonté d'arrêter progressivement des positions communes et de mettre en oeuvre une diplomatie concertée dans tous les domaines de la politique internationale qui affectent les intérêts de la Communauté européenne. La Présidence exerce la fonction de porte-parole des Neuf et se fait leur interprète sur le plan diplomatique. Elle veille à ce que la concertation nécessaire ait toujours lieu en temps utile.

Compte tenu du rôle croissant de la coopération politique dans la construction européenne, il importe d'associer plus étroitement l'Assemblée à ses travaux, entre autres par voie de réponse aux questions adressées à la Présidence par les parlementaires sur les activités de la coopération politique.

5. Les Chefs de gouvernement jugent nécessaire de renforcer la solidarité des Neuf tant par l'amélioration des procédures communautaires que par le développement de nouvelles politiques communes, dans des secteurs à déterminer, et par l'octroi aux institutions des pouvoirs d'action qui seraient requis à cet effet.

6. Pour améliorer le fonctionnement du Conseil de la Communauté, ils estiment qu'il convient de renoncer à la pratique qui consiste à subordonner au consentement unanime des Etats membres la décision sur toute question, quelle que puisse être leur position respective à l'égard des conclusions arrêtées à Luxembourg le 28 janvier 1966.
7. Une plus grande latitude sera donnée aux Représentants permanents de manière à n'évoquer ^{devant le Conseil} que les problèmes politiques les plus importants. A cet effet, les dispositions que chaque Etat membre estimera nécessaires seront prises pour renforcer le rôle des Représentants permanents et les associer à la préparation des positions nationales sur les affaires européennes.
8. Par ailleurs, ils conviennent de l'intérêt de faire usage des dispositions du Traité de Rome en vertu desquelles les compétences d'exécution et de gestion qui découlent des règlements communautaires peuvent être conférées à la Commission.
9. La coopération entre les Neuf dans des domaines dépassant le champ d'application des Traités sera poursuivie dans les secteurs où elle a été engagée. Elle devrait être étendue à de nouveaux domaines par la réunion de représentants des gouvernements, réunis au sein du Conseil chaque fois que cela est possible.

...

10. Un groupe de travail sera constitué pour étudier la possibilité d'établir une Union des Passeports, et par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme.

Ce projet devrait être soumis aux gouvernements des Etats membres si possible avant le 31 décembre 1976. Dans ce projet, seront notamment prévus une harmonisation par étapes de la législation sur les étrangers ainsi que l'abolition du contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté.

11. Un autre groupe de travail sera chargé d'étudier les conditions et les délais dans lesquels on pourrait attribuer aux citoyens des Neuf Etats membres des droits spéciaux comme membres de la Communauté.
12. Les Chefs de gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le Traité, de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée, devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée, sur lesquelles ils souhaitent que le Conseil statue en 1976. Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978.

L'Assemblée se composant de représentants des peuples des Etats-Unis dans la Communauté, il est nécessaire que chaque peuple soit représenté d'une manière appropriée.

L'Assemblée est associée au développement de la construction européenne. Les Chefs de gouvernement ne manqueront pas de prendre en considération les vucs qu'ils lui ont demandé, en octobre 1972, d'exprimer à ce sujet.

Les compétences de l'Assemblée seront élargies notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des Communautés.

Déclaration de la délégation britannique

Le Premier Ministre britannique a déclaré que son gouvernement ne désirait pas empêcher les gouvernements des huit autres Etats membres de progresser dans la voie de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel. Quant à lui, le gouvernement britannique ne peut pas prendre position sur la proposition en cause avant que le processus de renégociation n'ait été achevé et que les résultats de cette renégociation n'aient été soumis à l'approbation du peuple britannique.

Déclaration de la délégation danoise

La délégation danoise ne peut pas à ce stade s'engager à introduire l'élection au suffrage universel en 1978.

13. Les Chefs de gouvernement constatent que le processus de transformation de l'ensemble des relations entre les Etats membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 à Paris, a déjà commencé et sont déterminés à faire de nouveaux progrès dans cette voie.

Dans cette optique, ils estiment qu'il est opportun que les Neuf se mettent d'accord au plus tôt sur une conception d'ensemble de l'Union Européenne. A cet égard et conformément aux demandes de la Conférence présidentielle de Paris d'octobre 1972, ils confirment l'importance qu'ils attachent aux Rapports des Institutions de la Communauté. Ils demandent à l'Assemblée, à la Commission et à la Cour de Justice d'avancer le dépôt de leurs rapports avant la fin du premier semestre 1975. Ils sont convenus de charger M. Tindemans, Premier Ministre du Royaume de Belgique, de faire aux Chefs de Gouvernement, avant la fin de 1975, un rapport de synthèse sur la base des rapports des Institutions, et des consultations qu'il mènera avec les gouvernements et les milieux représentatifs de l'opinion publique au sein de la Communauté.

Union Economique et Monétaire

14. Les Chefs de Gouvernement ayant constaté que les vicissitudes internes et internationales n'ont pas permis d'accomplir l'ensemble des progrès escomptés sur la voie de l'Union Economique et Monétaire, affirment qu'à cet égard leur volonté n'a pas fléchi et que leur objectif demeure celui qu'ils s'étaient fixé lors de la Conférence de Paris.

Convergence des Politiques Economiques

15. Les Chefs de gouvernement ont délibéré de la situation économique dans le monde et dans la Communauté.
16. Ils ont constaté que l'augmentation du prix de l'énergie aggrave les tendances inflationnistes et les déficits de balances de paiements et accentue la menace d'une récession générale. Les mutations ainsi introduites dans les termes de l'échange imposent aux Etats membres une réorientation de leurs structures de production.
17. Les Chefs de gouvernement confirment que l'objectif de la politique économique reste la lutte contre l'inflation et la défense de l'emploi. La coopération des partenaires sociaux constituera un élément essentiel pour le succès d'une telle politique. Ils soulignent que dans les circonstances présentes, une haute priorité doit être accordée à une relance dans la stabilité, c'est-à-dire à une action qui vise à la fois la prévention d'une récession économique générale et la restauration de la stabilité. Il importe que cette action exclue tout recours au protectionnisme qui, par ses effets en chaîne, pourrait compromettre la relance économique.

Les Etats membres qui se trouvent dans la situation d'excédent de balance des paiements doivent mener une politique économique de stimulation de la demande interne et de maintien de l'emploi à un haut niveau sans toutefois créer de nouvelles conditions inflationnistes. Une telle attitude permettrait plus facilement aux pays qui connaissent des déficits importants de balance des paiements de poursuivre une politique qui permette, sans recourir à des mesures protectionnistes, d'assurer un niveau d'emploi satisfaisant, une stabilisation des coûts et l'amélioration de leurs comptes extérieurs.

18. Dans la perspective de l'effort à accomplir par les pays excédentaires, les Chefs de gouvernement se félicitent des mesures de politique économique déjà adoptées par le Gouvernement néerlandais, comme allant dans la direction souhaitée. Ils ont, en outre, pris connaissance avec satisfaction du programme conjoncturel envisagé par le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, notamment en ce qui concerne la relance de l'investissement privé et public et de l'intention du gouvernement belge de s'engager également dans cette voie.

Ils ont également noté avec satisfaction les efforts entrepris par les pays déficitaires pour maintenir leur compétitivité afin de parvenir à un meilleur équilibre de la balance des paiements et d'améliorer le niveau de l'emploi.

19. Tout en tenant compte de la situation spécifique de chacun des Etats membres de la Communauté - qui rendrait inadaptée une politique uniforme - les Chefs de gouvernement ont insisté sur l'urgente nécessité qu'il y avait à convenir en commun des politiques à entreprendre. Ces politiques convergentes ne prendront leur sens que si elles répondent à un objectif de solidarité communautaire et si elles s'appuient sur des mécanismes permanents et efficaces de consultation. Les Ministres de l'Economie et des Finances sont

chargés, dans le cadre des procédures communautaires, de mettre en oeuvre ces orientations.

20. Il est clair que l'ensemble de ces politiques n'aura toute sa portée que dans la mesure où les principaux pays industrialisés du monde sauront faire échec aux tendances naissantes à la récession.

A cet égard, ils ont pris note avec satisfaction du compte-rendu que le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne a présenté à l'issue de ses entretiens avec le Président des Etats-Unis.

Ils souhaitent que le Président de la République française, lors de sa prochaine rencontre avec le Président FORD, souligne, au nom de la Communauté, l'importance d'une convergence des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés selon les orientations indiquées ci-dessus.

Ils souhaitent également que la Communauté et ses pays membres agissent de même lors des consultations internationales à venir ainsi que dans les organismes internationaux compétents.

21. La Communauté continuera à contribuer au développement harmonieux du commerce mondial, notamment vis à vis des pays en développement, et à cet effet prendra part dans un esprit constructif aux négociations commerciales du GATT, dont elle espère qu'elles seront bientôt poursuivies activement.

Politique Régionale

22. Les Chefs de Gouvernement décident que le Fonds Européen de Développement Régional, destiné à corriger les déséquilibres régionaux principaux dans la Communauté résultant notamment d'une prédominance agricole, des mutations industrielles et d'un sous-emploi structurel sera mis en oeuvre par les Institutions de la Communauté à compter du 1er Janvier 1975.
23. Le Fonds sera doté de 300.000.000 UC en 1975, de 500.000.000 UC pour chacune des années 1976 et 1977, soit 1.300.000.000 UC pour une période triennal d'essai.
24. Ce montant total de 1.300.000.000 UC sera financé, à concurrence de 150.000.000 UC, par des crédits actuellement non utilisés du FEOGA (Section Orientation).

Les ressources du Fonds seront réparties selon le schéma prévu par la Commission :

Belgique	1,5 %
Danemark	1,3 %
France	15 %
Irlande	6 %
Italie	40 %
Luxembourg	0,1 %
Pays Bas	1,7 %
République Fédérale d'Allemagne	6,4 %
Royaume Uni	28 %

L'Irlande toutefois se verra, en outre, attribuer 6.000.000 UC, qui viendront en déduction de la quote-part des autres Etats membres exception faite de l'Italie.

Problèmes de l'Emploi

25. L'effort requis pour faire face à l'inflation, aux risques de récession et au chômage, tel qu'il a été décrit ci-dessus, doit respecter les impératifs d'une politique sociale de progrès et d'équité, faute de quoi il ne pourrait bénéficier de l'adhésion et de la participation des partenaires sociaux, tant au plan national qu'au plan communautaire.

A cet égard, les Chefs de gouvernement soulignent que le Comité économique et social peut jouer un rôle important en vue d'associer les partenaires sociaux à la définition des objectifs économiques et sociaux de la Communauté.

Il importe, en premier lieu, d'entreprendre une action vigoureuse et coordonnée au niveau communautaire dans le domaine de l'emploi. Cette action implique que les Etats membres procèdent, en liaison avec les organisations intéressées, à la concertation appropriée de leurs politiques de l'emploi et arrêtent les objectifs prioritaires à atteindre.

26. Le Conseil de la Communauté examinera, le moment venu, à la lumière de l'expérience, en tenant compte des problèmes des régions et des catégories de travailleurs les plus touchés par les difficultés d'emploi, si et dans quelle mesure il s'avère nécessaire d'augmenter les moyens du Fonds social.

27. Convaincus que, dans cette période de difficultés économiques, un accent particulier doit être mis sur les mesures sociales, les Chefs de gouvernement confirment l'importance qu'ils accordent à la réalisation des mesures inscrites dans le programme d'action sociale que le Conseil a approuvé par sa résolution du 21 janvier 1974.

28. Les Chefs de gouvernement se fixent pour objectif l'harmonisation dans le progrès de la protection sociale assurée par chaque Etat membre sans que cela implique l'identité des systèmes sociaux en vigueur.

Energie

29. Les Chefs de gouvernement ont discuté le problème de l'énergie et, dans ce contexte, les problèmes financiers essentiels qui se posent de ce fait à la Communauté et, au-delà de celle-ci, au monde.

30. Ils ont en outre noté que les Ministres de l'Energie des pays de la Communauté se rencontreront le 17 décembre.

31. Les Chefs de gouvernement, conscients de l'importance fondamentale du problème de l'énergie pour l'économie mondiale, ont discuté des possibilités de coopération entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole, et ont entendu un exposé du Chancelier Fédéral à ce sujet.

32. Les Chefs de gouvernement attachent une très grande importance à la prochaine rencontre du Président des Etats-Unis et du Président de la République française.

33. Les Chefs de gouvernement, se référant à la résolution du Conseil du 17 septembre 1974, ont invité les institutions communautaires à élaborer et mettre en oeuvre dans les délais les plus brefs une politique énergétique commune.

Maintien de l'appartenance de la Grande Bretagne à la Communauté.

34. Le Premier Ministre du Royaume Uni a indiqué "la base sur laquelle le Gouvernement de Sa Majesté abordait les négociations concernant le maintien de l'appartenance de la Grande Bretagne à la Communauté" et a exposé les problèmes spécifiques auxquels le Gouvernement Britannique attachait la plus haute importance.
35. Les Chefs de Gouvernement rappellent la Déclaration faite, lors des négociations d'adhésion, par la Communauté, selon laquelle, "si des situations inacceptables devaient apparaître, la vie même de la Communauté exigerait que les Institutions y trouvent des solutions équitables".
36. Ils confirment que le système des ressources propres constitue un des éléments fondamentaux de l'intégration économique de la Communauté.
37. Ils invitent les Institutions de la Communauté (le Conseil et la Commission) à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur, ayant une application générale, qui, dans le cadre du système et du fonctionnement des ressources propres, en s'inspirant de critères objectifs, prenant en considération en particulier les suggestions faites à cet égard par le Gouvernement Britannique, puisse éviter, pendant le processus de convergence des économies des Etats membres, l'apparition éventuelle de situations inacceptables pour un Etat membre et incompatibles avec le bon fonctionnement de la Communauté.

**Partie commune du rapport des ministres des affaires étrangères
dont les chefs de gouvernement ont pris acte:**

I. Problèmes institutionnels

II. Problèmes de substance

REUNION DES CHEFS DE GOUVERNEMENT

DE LA COMMUNAUTE

Paris, 9 et 10 décembre 1974

Partie commune
du Rapport des Ministres des Affaires Etrangères
dont les Chefs de Gouvernement ont pris acte:

I - Problèmes institutionnels

II - Problèmes de substance

I - PROBLEMES INSTITUTIONNELS

Les Chefs de Gouvernement,

Reconnaissant la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur, estiment qu'il y a lieu d'assurer la cohésion d'ensemble entre les activités des Communautés et les travaux de la coopération politique.

La réalisation de cet objectif passe par le renforcement des activités communautaires et par l'intensification de la coopération politique.

En vue de mettre en oeuvre cette conception dans les mécanismes européens de réflexion et de décision, ils ont arrêté les dispositions suivantes :

.../...

POINT I

Les Chefs de gouvernement accompagnés des Ministres des Affaires Etrangères se réunissent au moins fois par an et chaque fois que nécessaire, (1) en Conseil de la Communauté et au titre de la coopération politique, pour traiter des problèmes qui se posent à l'Europe dans une perspective globale.

En vue d'assurer en permanence la cohérence des activités communautaires et la continuité du travail, le Conseil réunissant les Ministres des Affaires Etrangères est chargé d'un rôle d'impulsion et de coordination. Les Ministres des Affaires Etrangères peuvent se réunir à la même occasion au titre de la coopération politique.

Ces dispositions n'affectent en aucune manière les règles et procédures arrêtées par les Traités ni celles prévues par les Rapports de Luxembourg et de Copenhague en ce qui concerne la coopération politique. La Commission exerce les compétences et joue le rôle qui lui est dévolu par ces textes dans les diverses réunions mentionnées aux paragraphes ci-dessus (2)

.../...

-
- (1) Il sera inscrit au procès-verbal de la Conférence au sommet que ces réunions peuvent avoir lieu soit dans le pays de la Présidence, soit au lieu du Conseil de la CEE.
 - (2) Au cas où des problèmes concernant le Conseil de la Communauté ou relevant de la coopération politique seraient traités au cours des réunions dont il est question au Point I il est entendu qu'ils le seront en conformité avec le dernier alinéa de ce chapitre.

POINT II

a) Dans la perspective de l'unification européenne, les Neuf réaffirment leur volonté d'arrêter progressivement des positions communes dans tous les domaines de la politique internationale qui affectent les intérêts de la Communauté européenne en devenir.

Dès à présent, ils mènent sur des problèmes qui les touchent directement une diplomatie concertée. Les Chefs de gouvernement demandent aux Ministres des Affaires Etrangères d'en étendre, chaque fois que cela sera possible, l'application à d'autres domaines.

b) L'intensification de la coopération politique doit permettre à la Communauté de s'exprimer progressivement d'une seule voix. De plus en plus souvent, la Présidence exerce la fonction de porte-parole des Neuf et se fait leur interprète sur le plan diplomatique. Elle doit, à cette fin, faire en sorte que la concertation nécessaire ait toujours lieu en temps utile. Les Neuf rappellent leur engagement de ne pas fixer, en règle générale, leur propre position sans consultation préalable suivant les procédures de la coopération politique.

c) Le Comité Politique demeure l'organe central de préparation des débats des Ministres des Affaires Etrangères et des Chefs de gouvernement relatifs à la coopération politique. Il assure l'examen constant et global des développements mondiaux en vue de dégager des positions communes. Pour assurer la continuité de la concertation, le groupe des correspondants se réunira plus fréquemment. Des groupes permanents spécialisés, assumant des tâches opérationnelles, assistent le Comité Politique.

d) Compte tenu du rôle croissant de la coopération politique dans la construction européenne, il importe d'associer plus étroitement l'Assemblée à ses travaux entre autres par voie de réponses aux questions adressées à la Présidence par les parlementaires sur les activités de la coopération politique.

POINT III

a) Les Chefs de Gouvernement jugent nécessaire de renforcer la solidarité des Neuf tant par l'amélioration des procédures communautaires que par le développement de nouvelles politiques communes, dans des secteurs à déterminer, et par l'octroi aux institutions des pouvoirs d'action qui seraient requis à cet effet.

b)

Au début de chaque session du Conseil, celles des questions figurant à l'ordre du jour et qui auront été retenues au cours des travaux préparatoires seront évoquées, avec la volonté de mettre en oeuvre la décision ci-dessus.

c) Une plus grande latitude sera donnée aux Représentants Permanents de manière à n'évoquer devant le Conseil que les problèmes politiques les plus importants.

d) Par ailleurs, il conviendra de faire usage des dispositions du Traité de Rome (Art.155) en vertu desquelles les compétences d'exécution et de gestion qui découlent des règlements communautaires peuvent être conférées à la Commission.

.../...

POINT IV

La coopération entre les Neuf dans des domaines dépassant le champ d'application des Traités sera poursuivie dans les secteurs où elle a été engagée. Elle devrait être étendue à de nouveaux domaines par la réunion des représentants des gouvernements, réunis au sein du Conseil chaque fois que cela est possible.

Un groupe de travail sera constitué pour étudier la possibilité d'établir une Union des Passeports, et par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme (1).

Ce projet devrait être soumis aux gouvernements des Etats membres si possible avant le 31 décembre 1976. Dans ce projet, seront notamment prévus une harmonisation par étapes de la législation sur les étrangers ainsi que l'abolition du contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté.

Un autre groupe de travail sera chargé d'étudier les conditions et les délais dans lesquels on pourrait attribuer aux citoyens des Neuf Etats membres des droits spéciaux comme membres de la Communauté.

.../...

(1) La délégation danoise accepte l'étude confiée au Groupe de travail, en partant de l'idée que d'éventuels problèmes d'ordre technique concernant l'Union nordique des passeports trouveront une solution satisfaisante.

POINT V

L'Assemblée est associée au développement de la construction européenne. Les Chefs de Gouvernement ne manqueront pas de prendre en considération les vues qu'ils lui ont demandé, en octobre 1972, d'exprimer à ce sujet.

POINT VI

Les Chefs de gouvernement constatent que le processus de transformation de l'ensemble des relations entre les Etats membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 à Paris, a déjà commencé et sont déterminés à faire de nouveaux progrès dans cette voie.

.../...

II - PROBLEMES DE SUBSTANCE

Les Ministres des Affaires Etrangères soumettent, ci-après, aux Chefs de Gouvernement les résultats de leurs délibérations sur les deux ordres de questions suivants :

- A. Lutte contre l'inflation, problèmes de l'emploi, politique régionale
- B. Politique de l'énergie.

Ce rapport qui n'est pas destiné à tenir lieu d'ébauche de Communiqué, fait état des accords qui ont pu être dégagés sur les principales questions; il s'efforce de définir, autant que possible, des orientations pour les politiques à suivre et de suggérer les actions à entreprendre dans l'avenir.

A - LUTTE CONTRE L'INFLATION ET PROBLEMES DE L'EMPLOI

La situation économique de la Communauté s'est gravement détériorée. Les tendances inflationnistes et dans certains pays membres les déficits des balances des paiements déjà considérables, se sont nettement aggravés depuis le début de la crise énergétique. Les risques de récession accentués par le fléchissement de la conjoncture internationale et par la contraction des échanges qui pourrait en résulter, se précisent tant dans la Communauté que dans les pays tiers importants, avec leurs conséquences sur le développement du commerce mondial et sur l'emploi. Aussi, la plupart des Etats membres ont-ils des difficultés croissantes à maintenir le plein emploi. Dès à présent, le chômage atteint, dans plusieurs Etats membres, des proportions alarmantes.

.../...

La détérioration des termes de l'échange signifie une perte de richesse pour les économies de la Communauté. Pour compenser cette détérioration, améliorer la structure de l'appareil de production, orienter à cette fin les investissements productifs, la consommation, notamment privée, ne pourra, au cours des prochaines années, suivre le rythme de la production intérieure.

De l'avis des Ministres des Affaires Etrangères, il est indispensable que l'opinion publique soit pleinement informée de la situation et des nécessités auxquelles il faut faire face. Ils estiment également indispensable que la politique qui sera menée réponde aux exigences de la justice sociale et assure une répartition équitable des sacrifices. La coopération des partenaires sociaux constituera un élément essentiel pour le succès d'une telle politique.

Pour que les efforts entrepris par les Gouvernements nationaux ne se contrarient pas mutuellement, s'accordent aux objectifs de la Communauté et tendent à revêtir un caractère complémentaire, les Ministres des Affaires Etrangères estiment nécessaire d'améliorer la convergence des politiques économiques et financières des Etats membres.

1) Convergences des politiques économiques et financières des Etats membres.

a - Pour faire face à la situation analysée ci-dessus, les Etats membres poursuivront ensemble une politique européenne de stabilité conciliant, suivant un dosage adapté à la situation particulière de chaque Etat membre, à la fois, les objectifs suivants : réduire notablement, dès 1975, les taux d'inflation et les déséquilibres des balances des paiements; atteindre le meilleur niveau d'emploi possible. Cette politique inclura des dispositions propres à contribuer à l'adaptation structurelle des économies au nouvel environnement international. Elle devra favoriser la réduction progressive des déséquilibres internes de la Communauté.

b - In disparité des situations à l'égard du problème essentiel résultant de la nécessité de tenir compte, à la fois, des dangers de l'inflation et de ceux de la récession implique que les Etats membres s'informent réciproquement et coordonnent leurs actions pour s'épargner mutuellement et concourir à l'intérêt commun. Dans cet esprit, il est nécessaire que toute action nationale susceptible d'affecter les intérêts de la Communauté ou des Etats membres, fasse l'objet, conformément à la décision du Conseil du 18 février 1974, avant d'être définitivement arrêtée et suffisamment tôt pour qu'elle soit, le cas échéant, adaptée en fonction de l'intérêt commun, de discussions d'un caractère permanent au sein des instances communautaires, la Commission étant appelée à donner son avis.

c - En application de ce qui précède, les Etats membres doivent, dans la conception et dans l'application de leur politique propre, s'inspirer des lignes directrices suivantes :

- Les pays excédentaires, dont la demande sur le marché intérieur est faible, doivent, tout en respectant les objectifs qu'ils se sont fixés dans le cadre de la politique de stabilisation, suivre une politique économique de nature à soutenir la conjoncture. Cette politique permettra aux pays connaissant un déficit de réduire plus facilement leurs déséquilibres, sans pour autant créer de nouvelles tendances inflationnistes.
- Les pays déficitaires doivent renforcer les actions qu'ils ont entreprises sur le plan intérieur pour mieux assurer la stabilisation des prix et en limitant l'augmentation des coûts de production, améliorer leurs possibilités en matière d'exportation, tout en assurant la cohérence entre ces actions et le maintien du niveau de l'emploi.

.../...

- Conformément à leurs engagements, les Etats membres s'abstiennent de recourir à des mesures de surenchère déflationniste ou de caractère protectionniste.

d - Dans la mise en oeuvre d'une stratégie de lutte contre le chômage, il convient d'éviter une relance sans nuance de la demande globale, mais de recourir plutôt à des mesures modulées selon la situation des pays membres, ainsi que selon les secteurs et les régions. Dans ces conditions, les Etats membres doivent être prêts à recourir, le cas échéant, à des mesures appropriées dont l'application serait étroitement coordonnée entre eux.

Les Ministres des Affaires Etrangères soulignent que la convergence des politiques économiques et financières des Etats membres ne prend son sens que si elle répond à un objectif communautaire. Elle ne trouve sa pleine efficacité que si elle s'appuie sur des mécanismes de solidarité.

2) Attitude commune vis-à-vis de l'extérieur.

L'inflation étant un phénomène mondial, il importe de déterminer l'attitude de la Communauté vis-à-vis du dehors :

a - Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que les Chefs de Gouvernement pourraient affirmer que la Communauté, en tant que telle, devra participer progressivement à l'élaboration des décisions internationales dans le domaine économique et monétaire. Dès à présent, les Etats membres mènent une action commune arrêtée selon des dispositions du Traité de Rome.

b - Les Ministres des Affaires Etrangères suggèrent aux Chefs de Gouvernement de réaffirmer la volonté des Etats membres de la Communauté de contribuer à orienter progressivement la réforme du système monétaire international, vers un ordre équitable et durable, par une attitude commune.

Etant donné le rôle éminent reconnu aux droits de tirage spéciaux dans le nouveau système monétaire international, les Chefs de Gouvernement pourraient convenir d'adopter, à l'occasion de la réforme des statuts du Fonds monétaire international, une attitude commune fondée, pour ce qui est du rôle de l'or, sur l'accord de Zeist.

c - De l'avis des Ministres des Affaires Etrangères, les Chefs de Gouvernement pourraient souligner l'importance d'un fonctionnement ordonné du marché des euro-dollars.

A cet effet, ils pourraient souligner que les Etats membres devraient s'engager à renforcer leurs actions coordonnées afin de surveiller le marché des euro-dollars. Ces actions devraient notamment viser à une information adéquate sur les opérations réalisées sur ces marchés, à une surveillance plus étroite des opérations bancaires et enfin à une action concertée des Banques centrales face aux perturbations possibles.

d - En ce qui concerne le recyclage des pétro-dollars, les Ministres des Affaires Etrangères suggèrent aux Chefs de Gouvernement de souligner la grande importance qu'ils attachent aux efforts déployés en vue de réduire l'ampleur du problème du financement des déficits provoqués par la hausse des prix des produits pétroliers. La Communauté et les Etats membres ont déjà entrepris des efforts en ce sens. Dans la mesure de leurs moyens, ils les développeront.

Les Ministres des Affaires Etrangères considèrent toutefois que le problème, compte tenu de son ampleur, ne peut trouver de solution que dans le cadre de la coopération internationale. Ils suggèrent, dès lors, aux Chefs de Gouvernement d'inviter les institutions communautaires à élaborer une position commune à faire valoir au sein des instances internationales appropriées.

.../...

3) Problèmes de l'emploi

a - L'effort requis pour faire face à l'inflation, aux risques de récession et au chômage, tel qu'il a été décrit ci-dessus, doit respecter les impératifs d'une politique sociale de progrès et d'équité, faute de quoi il ne pourrait bénéficier de l'adhésion et de la participation des partenaires sociaux, tant au plan national qu'au plan communautaire.

À cet égard, les Ministres des Affaires Etrangères considèrent que les Chefs de Gouvernement pourraient souligner que le Comité Economique et Social peut jouer un rôle important en vue d'associer les partenaires sociaux à la définition des objectifs économiques et sociaux de la Communauté.

Il importe en premier lieu d'entreprendre une action vigoureuse et coordonnée au niveau communautaire dans le domaine de l'emploi. Cette action implique que les Etats membres procèdent à la concertation appropriée de leurs politiques de l'emploi et arrêtent les objectifs prioritaires à atteindre.

b - Les Chefs de Gouvernement pourraient convenir qu'en vue de soutenir cet effort... les interventions du Fonds Social pourront prendre la forme d'une aide non remboursable pour contribuer:

- à l'attribution aux travailleurs d'allocations pour frais de réinstallation;
- au financement de la rééducation professionnelle des travailleurs amenés à changer d'emploi.

c - Convaincus que, dans cette période de difficultés économiques, un accent particulier doit être mis sur les mesures sociales, les Ministres des Affaires Etrangères suggèrent aux Chefs de Gouvernement de confirmer l'importance qu'ils accordent à la réalisation des mesures inscrites dans le programme d'action sociale que le Conseil a approuvé par sa résolution du 21 Janvier 1974.

d - Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que les Chefs de Gouvernement pourraient se fixer pour objectif l'harmonisation dans le progrès de la protection sociale assurée par chaque Etat membre sans que cela implique l'identité des systèmes sociaux en vigueur.

B - POLITIQUE DE L'ENERGIE

Les augmentations considérables du prix des produits pétroliers survenues récemment posent de sérieux problèmes pour l'économie des Etats membres et, de façon générale, pour le développement de l'économie mondiale.

Cette situation implique que la Communauté détermine sans ambiguïté son rôle international et qu'elle connaisse le sens et l'aboutissement de la voie qu'elle entend suivre pour son propre compte.

Une action résolue et équilibrée, sur le plan international comme au sein de la Communauté, est donc nécessaire.

1) Rôle international de la Communauté

Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que les Chefs de Gouvernement devraient avoir à l'esprit les nécessités suivantes :

- a - nécessité d'un dialogue avec les pays producteurs,
- b - nécessité pour la Communauté de se concerter avec les autres pays consommateurs avant que s'ouvrent les discussions avec les pays producteurs,
- c - nécessité pour la Communauté de définir et de présenter des positions (1) en vue des discussions prévues au point 1 et au point 2 ci-dessus.

Les Ministres des Affaires Etrangères estiment qu'il appartient aux Chefs de Gouvernement de choisir les moyens de répondre à ces nécessités.

(1) La Commission ainsi que les délégations française, italienne et luxembourgeoise estiment qu'il convient de substituer le mot "communes" au mot "concertées".

Travaux préparatoires à la Conférence

Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que les Chefs de Gouvernement pourraient convenir que:

la Conférence doit être précédée d'une préparation approfondie au sein de la Communauté, et avec les autres principaux pays industrialisés, notamment les Etats-Unis et le Japon.

2) Politique interne de la Communauté

a - Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que:

- les Chefs de Gouvernement pourraient convenir que la Communauté devra, au cours des prochains mois, élaborer et mettre en oeuvre une politique énergétique commune. A cette fin, ils pourraient confirmer les termes de la résolution du Conseil du 17 septembre 1974 et inviter les Institutions communautaires et les Etats membres à prendre, dans les délais les plus brefs, les mesures nécessaires à sa mise en oeuvre.

b - Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que :

- les Chefs de Gouvernement pourraient marquer leur accord sur la nécessité de réduire le taux de croissance de la consommation d'énergie et décider l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme à cet effet.
Ce programme devra être compatible avec le progrès économique et social et les mesures nationales qui seront prises dans ce domaine devront être harmonisées autant que possible;
- Les Chefs de Gouvernement pourraient décider que ce plan aura pour but de réduire la consommation d'énergie de x % en 1985 par rapport aux prévisions antérieures à la crise de l'énergie.

.../...

c -Production

Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que les Chefs de Gouvernement pourraient affirmer qu'il est nécessaire d'assurer le développement rapide des ressources énergétiques de chacun des Etats membres dans des conditions économiques et sociales satisfaisantes, tout en assurant la protection de l'environnement.

A cet égard, ils pourraient prescrire l'élaboration d'un programme intégrant un ensemble d'actions communautaires tendant à tirer le meilleur parti possible des ressources de la Communauté en charbon (1), pétrole, gaz et énergie nucléaire.

La Commission a formulé certaines propositions ayant trait au meilleur parti à tirer des ressources de la Communauté dans le domaine de l'énergie nucléaire, du charbon et des hydrocarbures. Elle a formulé également certaines propositions ayant trait à la Recherche et au Développement.

d -Recherche et Développement

Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que les Chefs de Gouvernement pourraient se prononcer en faveur de l'établissement d'un programme communautaire de Recherche et de Développement en matière énergétique. Une place éminente y serait réservée, entre autres, à la fusion thermonucléaire contrôlée.

(1) sous le vocable "charbon" est incluse également la tourbe.

C - AMELIORATION DE LA SITUATION DE LA FEMME

Lors de la 27ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'année 1975 a été proclamée "Année internationale de la femme". Les Ministres des Affaires Etrangères estiment que les Chefs de Gouvernement pourraient convenir que la Communauté et les Etats membres s'emploieront à améliorer la situation de la femme dans le milieu familial, sur le marché du travail et dans la vie publique afin que les dons et les talents des femmes puissent contribuer davantage à l'évolution de la société.

Communiqué final

TELEX SORTI

11 0402+
2069 +? 3494+
" " "
3494 euparl lu
21711 consil b

telex a l'attention de :
- melle di donato
- melle rosenfeld

parlement europeen (Luxembourg)

bruxelles, Le 11 decembre 1974
telex nr. 3400

u r g e n t

=====

communiqué

1. Les chefs de gouvernement des huit états de la communauté et les ministres des affaires étrangères, ainsi que le président de la commission, réunis à Paris à l'invitation du président de la République française, ont procédé à un examen des divers problèmes qui se posent à l'Europe. Il a été pris acte, à cette occasion, des rapports préparés par les ministres des affaires étrangères. L'accord intervenu entre ces derniers sur divers points évoqués dans ces rapports a été enregistré.

2. reconnaissant la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur, les chefs de gouvernement estiment qu'il y a lieu d'assurer le développement et la cohésion d'ensemble des activités des communautés et des travaux de la coopération politique.

3. Les chefs de gouvernement ont, en conséquence, décidé de se réunir, accompagnés des ministres des affaires étrangères, trois fois par an et chaque fois que nécessaire, en conseil de la communauté et au titre de la coopération politique.

compte tenu des pratiques et procédures en vigueur, le secrétariat administratif sera assuré de manière appropriée.

REUNION DES CHEFS DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE
PARIS 9 et 10 DECEMBRE 1974

- COMMUNIQUE FINAL.

(VERSION OFFICIELLE ET DEFINITIVE)

COMMUNIQUE

1. Les Chefs de Gouvernement des neuf Etats de la Communauté et les Ministres des Affaires Etrangères, ainsi que le Président de la Commission, réunis à Paris à l'invitation du Président de la République Française, ont procédé à un examen des divers problèmes qui se posent à l'Europe. Il a été pris acte, à cette occasion, des rapports préparés par les Ministres des Affaires Etrangères. L'accord intervenu entre ces derniers sur divers points évoqués dans ces rapports a été enregistré.
2. Reconnaissant la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur, les Chefs de Gouvernement estiment qu'il y a lieu d'assurer le développement et la cohésion d'ensemble des activités des Communautés et des travaux de la coopération politique.
3. Les Chefs de Gouvernement ont, en conséquence, décidé de se réunir, accompagnés des Ministres des Affaires Etrangères, trois fois par an et chaque fois que nécessaire, en Conseil de la Communauté et au titre de la coopération politique.

Compte tenu des pratiques et procédures en vigueur, le secrétariat administratif sera assuré de manière appropriée.

En vue d'assurer la cohérence des activités communautaires et la continuité du travail, les Ministres des Affaires Etrangères, en Conseil de la Communauté, sont chargés d'un rôle d'impulsion et de coordination. Ils peuvent se réunir à la même occasion au titre de la coopération politique.

.../.

Ces dispositions n'affectent, en aucune manière, les règles et procédures arrêtées par les Traités ni celles prévues par les Rapports de Luxembourg et de Copenhague en ce qui concerne la coopération politique. La Commission exerce les compétences et joue le rôle qui lui est dévolu par ces textes dans les diverses réunions mentionnées aux paragraphes ci-dessus.

4. Les Chefs de Gouvernement réaffirment, dans la perspective de l'unification européenne, leur volonté d'arrêter progressivement des positions communes et de mettre en oeuvre une diplomatie concertée dans tous les domaines de la politique internationale qui affectent les intérêts de la Communauté Européenne. Le Présidence exerce la fonction de porte-parole des Neuf et se fait leur interprète sur le plan diplomatique. Elle veille à ce que la concertation nécessaire ait toujours lieu en temps utile.

Compte tenu du rôle croissant de la coopération politique dans la construction européenne, il importe d'associer plus étroitement l'Assemblée à ses travaux, entre autres par voie de réponses aux questions adressées à la Présidence par les parlementaires sur les activités de la coopération politique.

5. Les Chefs de Gouvernement jugent nécessaire de renforcer la solidarité des Neuf tant par l'amélioration des procédures communautaires que par le développement de nouvelles politiques communes, dans des secteurs à déterminer, et par l'octroi aux institutions des pouvoirs d'action qui seraient requis à cet effet.
6. Pour améliorer le fonctionnement du Conseil de la Communauté, ils estiment qu'il convient de renoncer à la pratique qui consistait à subordonner au consentement unanime des Etats membres la décision sur toute question, quelle que puisse être leur position respective à l'égard des conclusions arrêtées à Luxembourg le 28 janvier 1966.

.../.

7. Une plus grande latitude sera donnée aux Représentants permanents de manière à n'évoquer devant le Conseil que les problèmes politiques les plus importants. A cet effet, les dispositions que chaque Etat membre estimera nécessaires seront prises pour renforcer le rôle des Représentants permanents et les associer à la préparation des positions nationales sur les affaires européennes.

8. Par ailleurs, ils conviennent de l'intérêt de faire usage des dispositions du Traité de Rome en vertu desquelles les compétences d'exécution et de gestion qui découlent des règlements communautaires peuvent être conférées à la Commission.

9. La coopération entre les Neuf dans des domaines dépassant le champ d'application des Traités sera poursuivie dans les secteurs où elle a été engagée. Elle devrait être étendue à de nouveaux domaines par la réunion de représentants des Gouvernements, réunis au sein du Conseil chaque fois que cela est possible.

10. Un groupe de travail sera constitué pour étudier la possibilité d'établir une Union des Passeports, et par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme.

Ce projet devrait être soumis aux Gouvernements des Etats membres si possible avant le 31 décembre 1976. Dans ce projet, seront notamment prévus une harmonisation par étapes de la législation sur les étrangers ainsi que l'abolition du contrôle des passeports à l'intérieur de la Communauté.

11. Un autre groupe de travail sera chargé d'étudier les conditions et les délais dans lesquels on pourrait attribuer aux citoyens des Neuf Etats membres des droits spéciaux comme membres de la Communauté.

12. Les Chefs de Gouvernement ont constaté que l'objectif fixé par le Traité, de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée, devrait être réalisé le plus tôt possible. Sur ce point, ils attendent avec intérêt les propositions de l'Assemblée, sur lesquelles ils souhaitent que le Conseil statue en 1976. Dans cette hypothèse, l'élection au suffrage universel direct devrait intervenir à partir de 1978.

L'Assemblée se composant de représentants des peuples des Etats unis dans la Communauté, il est nécessaire que chaque peuple soit représenté d'une manière appropriée.

L'Assemblée est associée au développement de la construction européenne. Les Chefs de Gouvernement ne manqueront pas de prendre en considération les vues qu'ils lui ont demandé, en octobre 1972, d'exprimer à ce sujet.

Les compétences de l'Assemblée seront élargies notamment par l'octroi de certains pouvoirs dans le processus législatif des Communautés.

Déclaration de la délégation britannique

Le Premier Ministre britannique a déclaré que son Gouvernement ne désirait pas empêcher les Gouvernements des huit autres Etats membres de progresser dans la voie de l'élection de l'Assemblée au suffrage universel. Quant à lui, le Gouvernement britannique ne peut pas prendre position sur la proposition en cause avant que le processus de renégociation n'ait été achevé et que les résultats de cette renégociation n'aient été soumis à l'approbation du peuple britannique.

Déclaration de la délégation danoise

La délégation danoise ne peut pas à ce stade s'engager à introduire l'élection au suffrage universel en 1978.

13. Les Chefs de Gouvernement constatent que le processus de transformation de l'ensemble des relations entre les Etats membres, conformément aux décisions prises en octobre 1972 à Paris, a déjà commencé et sont déterminés à faire de nouveaux progrès dans cette voie.

Dans cette optique, ils estiment qu'il est opportun que les Neuf se mettent d'accord au plus tôt sur une conception d'ensemble de l'Union Européenne. A cet égard et conformément aux demandes de la Conférence présidentielle de Paris d'octobre 1972, ils confirment l'importance qu'ils attachent aux Rapports des Institutions de la Communauté. Ils demandent à l'Assemblée, à la Commission et à la Cour de Justice d'avancer le dépôt de leurs rapports avant la fin du premier semestre 1975. Ils sont convenus de charger M. TINDEMANS, Premier Ministre du Royaume de Belgique, de faire aux Chefs de Gouvernement, avant la fin de 1975, un rapport de synthèse sur la base des rapports des Institutions, et des consultations qu'il mènera avec les Gouvernements et les milieux représentatifs de l'opinion publique au sein de la Communauté.

Union Economique et Monétaire

14. Les Chefs de Gouvernement ayant constaté que les vicissitudes internes et internationales n'ont pas permis d'accomplir l'ensemble des progrès escomptés sur la voie de l'Union Economique et Monétaire, affirment qu'à cet égard leur volonté n'a pas fléchi et que leur objectif demeure celui qu'ils s'étaient fixé lors de la Conférence de Paris.

Convergence des Politiques Economiques

15. Les Chefs de Gouvernement ont délibéré de la situation économique dans le monde et dans la Communauté.

.../.

16. Ils ont constaté que l'augmentation du prix de l'énergie aggrave les tendances inflationnistes et les déficits de balances de paiements et accentue la menace d'une récession générale. Les mutations ainsi introduites dans les termes de l'échange imposent aux Etats membres une réorientation de leurs structures de production.
17. Les Chefs de Gouvernement confirment que l'objectif de la politique économique reste la lutte contre l'inflation et la défense de l'emploi. La coopération des partenaires sociaux constituera un élément essentiel pour le succès d'une telle politique. Ils soulignent que dans les circonstances présentes, une haute priorité doit être accordée à une relance dans la stabilité, c'est-à-dire à une action qui vise à la fois la prévention d'une récession économique générale et la restauration de la stabilité. Il importe que cette action exclue tout recours au protectionnisme qui, par ses effets en chaîne, pourrait compromettre la relance économique.

Les Etats membres qui se trouvent dans la situation d'excédent de balance des paiements doivent mener une politique économique de stimulation de la demande interne et de maintien de l'emploi à un haut niveau sans toutefois créer de nouvelles conditions inflationnistes. Une telle attitude permettrait plus facilement aux pays qui connaissent des déficits importants de balance des paiements de poursuivre une politique qui permette, sans recourir à des mesures protectionnistes, d'assurer un niveau d'emploi satisfaisant, une stabilisation des coûts et l'amélioration de leurs comptes extérieurs.

18. Dans la perspective de l'effort à accomplir par les pays excédentaires, les Chefs de Gouvernement se félicitent des mesures de politique économique déjà adoptées par le Gouvernement néerlandais, comme allant dans la direction souhaitée. Ils ont, en outre, pris connaissance avec satisfaction du programme conjoncturel envisagé par le Gouvernement de la

.../.

République Fédérale d'Allemagne, notamment en ce qui concerne la relance de l'investissement privé et public et de l'intention du Gouvernement belge de s'engager également dans cette voie.

Ils ont également noté avec satisfaction les efforts entrepris par les pays déficitaires pour maintenir leur compétitivité afin de parvenir à un meilleur équilibre de la balance des paiements et d'améliorer le niveau de l'emploi.

19. Tout en tenant compte de la situation spécifique de chacun des Etats membres de la Communauté - qui rendrait inadaptée une politique uniforme - les Chefs de Gouvernement ont insisté sur l'urgente nécessité qu'il y avait à convenir en commun des politiques à entreprendre. Ces politiques convergentes ne prendront leur sens que si elles répondent à un objectif de solidarité communautaire et si elles s'appuient sur des mécanismes permanents et efficaces de consultation. Les Ministres de l'Economie et des Finances sont chargés, dans le cadre des procédures communautaires, de mettre en oeuvre ces orientations.

20. Il est clair que l'ensemble de ces politiques n'aura toute sa portée que dans la mesure où les principaux pays industrialisés du monde sauront faire échec aux tendances naissantes à la récession.

.../.

A cet égard, ils ont pris note du compte rendu que le Chancelier de la République Fédérale d'Allemagne a présenté à l'issue de ses entretiens avec le Président des Etats-Unis.

Ils souhaitent que le Président de la République Française, lors de sa prochaine rencontre avec le Président FORD, souligne, au nom de la Communauté, l'importance d'une convergence des politiques économiques de l'ensemble des pays industrialisés selon les orientations indiquées ci-dessus.

Ils souhaitent également que la Communauté et ses pays membres agissent de même lors des consultations internationales à venir ainsi que dans les organismes internationaux compétents.

21. La Communauté continuera à contribuer au développement harmonieux du commerce mondial, notamment vis à vis des pays en développement, et à cet effet prendra part dans un esprit constructif aux négociations commerciales du GATT, dont elle espère qu'elles seront bientôt poursuivies activement.

.../.

Politique Régionale

22. Les Chefs de Gouvernement décident que le Fonds Européen de Développement Régional, destiné à corriger les déséquilibres régionaux principaux dans la Communauté résultant notamment d'une prédominance agricole, des mutations industrielles et d'un sous-emploi structurel sera mis en oeuvre par les Institutions de la Communauté à compter du 1er janvier 1975.

23. Le Fonds sera doté de 300.000.000 UC en 1975, de 500.000.000 UC pour chacune des années 1976 et 1977, soit 1.300.000.000 UC, pour une période triennale d'essai.

24. Ce montant total de 1.300.000.000 UC sera financé, à concurrence de 150.000.000 UC, par des crédits actuellement non utilisés du FEOGA (Section Orientation).

Les ressources du Fonds seront réparties selon le schéma prévu par la Commission :

Belgique.....	1,5 %
Danemark.....	1,3 %
France.....	15 %
Irlande.....	6 %
Italie.....	40 %
Luxembourg.....	0,1 %
Pays-Bas.....	1,7 %
République Fédérale d'Allemagne.....	6,4 %
Royaume Uni.....	28 %

L'Irlande toutefois se verra, en outre, attribuer 6.000.000 UC, qui viendront en déduction de la quote-part des autres Etats membres exception faite de l'Italie.

.../...

Problèmes de l'Emploi

25. L'effort requis pour faire face à l'inflation, aux risques de récession et au chômage, tel qu'il a été décrit ci-dessus, doit respecter les impératifs d'une politique sociale de progrès et d'équité, faute de quoi il ne pourrait bénéficier de l'adhésion et de la participation des partenaires sociaux, tant au plan national qu'au plan communautaire.

A cet égard, les Chefs de Gouvernement soulignent que le Comité économique et social peut jouer un rôle important en vue d'associer les partenaires sociaux à la définition des objectifs économiques et sociaux de la Communauté.

Il importe, en premier lieu, d'entreprendre une action vigoureuse et coordonnée au niveau communautaire dans le domaine de l'emploi. Cette action implique que les Etats membres procèdent, en liaison avec les organisations intéressées, à la concertation appropriée de leurs politiques de l'emploi et arrêtent les objectifs prioritaires à atteindre.

26. Le Conseil de la Communauté examinera, le moment venu, à la lumière de l'expérience, en tenant compte des problèmes des régions et des catégories de travailleurs les plus touchés par les difficultés d'emploi, si et dans quelle mesure il s'avère nécessaire d'augmenter les moyens du Fonds social.
27. Convaincus que, dans cette période de difficultés économiques, un accent particulier doit être mis sur les mesures sociales, les Chefs de Gouvernement confirment l'importance qu'ils accordent à la réalisation des mesures inscrites dans le programme d'action sociale que le Conseil a approuvé par sa résolution du 21 janvier 1974.
28. Les Chefs de Gouvernement se fixent pour objectif l'harmonisation dans le progrès de la protection sociale assurée par chaque Etat membre sans que cela implique l'identité des systèmes sociaux en vigueur.

Energie.

29. Les Chefs de Gouvernement ont discuté le problème de l'énergie et, dans ce contexte, les problèmes financiers essentiels qui se posent de ce fait à la Communauté et, au-delà de celle-ci, au monde.
30. Ils ont en outre noté que les Ministres de l'Energie des pays de la Communauté se rencontreront le 17 décembre.
31. Les Chefs de Gouvernement, conscients de l'importance fondamentale du problème de l'énergie pour l'économie mondiale, ont discuté des possibilités de coopération entre pays exportateurs et pays importateurs de pétrole, et ont entendu un exposé du Chancelier Fédéral à ce sujet.
32. Les Chefs de Gouvernement attachent une très grande importance à la prochaine rencontre du Président des Etats-Unis et du Président de la République française.
33. Les Chefs de Gouvernement, se référant à la résolution du Conseil du 17 septembre 1974, ont invité les institutions communautaires à élaborer et mettre en oeuvre dans les délais les plus brefs une politique énergétique commune.

Maintien de l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté.

34. Le Premier Ministre du Royaume Uni a indiqué "la base sur laquelle le Gouvernement de Sa Majesté abordait les négociations concernant le maintien de l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté" et a exposé les

problèmes spécifiques auxquels le Gouvernement Britannique attachait la plus haute importance.

35. Les Chefs de Gouvernement rappellent la Déclaration faite, lors des négociations d'adhésion, par la Communauté, selon laquelle, "si des situations inacceptables devaient apparaître, la vie même de la Communauté exigerait que les Institutions y trouvent des solutions équitables".
36. Ils confirment que le système des ressources propres constitue un des éléments fondamentaux de l'intégration économique de la Communauté.
37. Ils invitent les Institutions de la Communauté (le Conseil et la Commission) à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur, ayant une application générale, qui, dans le cadre du système et du fonctionnement des ressources propres, en s'inspirant de critères objectifs, prenant en considération en particulier les suggestions faites à cet égard par le Gouvernement Britannique, puisse éviter, pendant le processus de convergence des économies des Etats membres, l'apparition éventuelle de situations inacceptables pour un Etat membre et incompatibles avec le bon fonctionnement de la Communauté.

MØDE MELLEM REGERINGSCHEFERNE

I FÆLLESSKABET.

Paris, 9.-10. december 1974.

AFSLUTTENDE KOMMUNIQUE

Officiel og endelig
udgave.

COMMUNIQUE

1. Regeringscheferne i Fællesskabets ni stater og deres udenrigsministre samt formanden for Kommissionen, som er trådt sammen i Paris efter indbydelse fra præsidenten for Den franske Republik, har foretaget en gennemgang af de forskellige problemer, Europa står overfor. Ved denne lejlighed blev de af udenrigsministrene udarbejdede rapporter taget til efterretning. Den mellem udenrigsministrene opnåede enighed med hensyn til forskellige områder, som omhandles i disse rapporter, blev konstateret.
2. Regeringscheferne erkender nødvendigheden af, at de interne problemer, som den europæiske opbygning giver anledning til, og de problemer, som Europa er stillet overfor udadtil, ansues under ét. De finder, at der bør tilvejebringes sikkerhed for udviklingen af og sammenhængen mellem indsatsen i Fællesskabet og det politiske samarbejde.
3. Derfor har regeringscheferne vedtaget, at de sammen med udenrigsministrene tre gange om året samt efter behov vil mødes i Fællesskabets Råd og inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Sekretariatsforretningerne vil blive varetaget på passende måde under hensyn til gældende praksis og hidtidig fremgangsmåde.

For at sikre sammenhængen i Fællesskabets indsats og kontinuitet i dets arbejde, skal udenrigsministrene i Fællesskabets Råd have en igangsættende og koordinerende rolle. De kan ved disse lejligheder tillige træde sammen inden for rammerne af det politiske samarbejde.

Disse beslutninger berører på ingen måde de regler og fremgangsmåder, som er fastsat i traktaterne, eller forudset i Luxembourg- og Københavnsrapporterne vedrørende det politiske samarbejde. Kommissionen udøver under de forskellige ovennævnte møder de beføjelser og spiller den rolle, som er tillagt den i de ovennævnte dokumenter.

4. I lyset af den europæiske enhedsproces bekræfter regeringscheferne på ny, at det er deres vilje gradvis at få fastlagt fælles standpunkter og at iværksætte en samordnet diplomatisk indsats på alle de områder inden for udenrigspolitikken, som vedrører Det europæiske Fællesskabs interesser. Hvervet som talsmand for De Ni udøves af formandskabet, som udlægger deres synspunkter på det diplomatiske plan. Det skal sørge for, at den nødvendige samordning altid finder sted i tide.

Under hensyn til den stigende betydning, som det politiske samarbejde har fået for arbejdet med at opbygge et Europa, bør Europa-Parlamentet knyttes nærmere til dette samarbejde, bl.a. ved de besvarelser, der gives på forespørgsler, som parlamentsmedlemmerne retter til formandsskabet angående virksomhed, som vedrører det politiske samarbejde.

5. Regeringscheferne finder det nødvendigt at styrke solidariteten mellem De Ni både ved at forbedre fællesskabsprocedurerne og ved at udvikle nye former for fællesskabspolitik inden for nye områder, som senere fastlægges, men også ved at tillægge institutionerne den hertil fornødne hjemmel.

6. Uanset deres syn på de konklusioner, man nåede frem til i Luxembourg den 28. januar 1966, er det deres opfattelse, at man for at forbedre arbejdsgangen i Rådet bør afstå fra den praksis, der går ud på, at afgørelser vedrørende et hvilket-somhelst spørgsmål skal være betinget af medlemsstaternes enstemmige tilslutning.

7. Der vil blive givet de faste repræsentanter et større spillerum, således at kun de væsentligste politiske problemer drøftes i Rådet. Med henblik herpå tages de forholdsregler, som hver af medlemsstaterne finder nødvendige for at

styrke de faste repræsentanternes rolle og inddrage dem i udarbejdelsen af nationale standpunkter vedrørende europæiske anliggender.

8. De er i øvrigt enige om det hensigtsmæssige i at gøre brug af bestemmelserne i Rom-traktaten, efter hvilke gennemførelses- og forvaltningsbeføjelser, som er en følge af Fællesskabets forordninger, kan tillægges Kommissionen.

9. Samarbejdet mellem De Ni på områder, som går ud over traktaternes anvendelsesområde, vil blive videreført inden for de sektorer, hvor det er påbegyndt. Det bør udstrækkes til nye områder ved møder mellem repræsentanter for regeringerne, forsamlet i Rådet, hver gang dette er muligt.

10. Der vil blive nedsat en arbejdsgruppe, der skal undersøge muligheden for at oprette en pasunion og - inden dette kan ske - for at indføre ensartede pas for medlemsstaterne.

Forslag herom bør så vidt muligt forelægges medlemsstaternes regeringer inden 31. december 1976. Forslaget skal især indeholde bestemmelser om en gradvis tilnærmelse af medlemsstaternes fremmedlovgivning samt om afskaffelse af paskontrol inden for Fællesskabet.

11. Det vil blive pålagt en anden arbejdsgruppe at undersøge på hvilke betingelser og inden for hvilke tidsfrister, det vil være muligt at tillægge borgerne i de ni medlemsstater særlige rettigheder som borgere i Fællesskabet.

12. Regeringscheferne konstaterer, at det i traktaten fastsatte mål om almindelige direkte valg til Europa-Parlamentet, bør virkeliggøres så hurtigt som muligt. I denne forbindelse imødeser de med interesse Parlamentets forslag, som de håber Rådet vil kunne træffe afgørelse om i 1976. Under forudsætning heraf ville almindelige, direkte valg kunne finde sted fra 1978.

Eftersom Europa-Parlamentet er sammensat af repræsentanter for folkene i Fællesskabets medlemsstater, bør hvert folk repræsenteres på passende måde.

Europa-Parlamentet inddrages i udviklingen af den europæiske opbygning. Regeringscheferne vil ikke undlade at tage de synspunkter i betragtning, som de i oktober 1972 anmodede Parlamentet om at fremsætte i denne sammenhæng.

Europa-Parlamentets beføjelser vil blive udvidet navnlig derved, at det får tillagt kompetence på visse områder i forbindelse med udarbejdelsen af Fællesskabsretten.

Erklæring fra den britiske delegation

Den britiske premierminister erklærede, at den britiske regering ikke ønskede at hindre regeringerne i de øvrige otte medlemsstater i at gøre fremskridt i spørgsmålet om almindelige direkte valg til Parlamentet. Den britiske regering kan imidlertid ikke selv tage stilling til forslaget, før genforhandlingsproceduren er blevet ført til ende og dens resultater er blevet forelagt det britiske folk.

Erklæring fra den danske delegation

Den danske delegation kan ikke på nuværende tidspunkt binde sig til indførelse af almindelige direkte valg i 1978.

13. Regeringscheferne konstaterer, at processen med hensyn til omdannelsen af medlemsstaternes samlede indbyrdes forbindelser i overensstemmelse med beslutningerne truffet i Paris i oktober 1972 allerede er blevet indledt og er fast besluttet på at gøre nye fremskridt ad denne vej.

Med henblik herpå finder de det hensigtsmæssigt, at De Ni så hurtigt som muligt bliver enige om en helhedsopfattelse vedrørende Den europæiske Union. I denne forbindelse og i overensstemmelse med de anmodninger, som blev fremsat under Stats- og Regeringschefernes konference i Paris i oktober 1972,

./...

bekræfter de den betydning, som de tillægger disse rapporter fra Fællesskabets institutioner. De henstiller til Europa-Parlamentet, Kommissionen og Domstolen at fremskynde fremlæggelsen af deres rapporter til inden udgangen af det første halvår af 1975. De er blevet enige om at overdrage premierministeren for kongeriget Belgien, hr. Tindemans, inden udgangen af 1975 at forelægge regeringscheferne en sammenfattende rapport udarbejdet på grundlag af institutionernes rapporter og de drøftelser, som han vil føre med regeringerne og repræsentanter for repræsentative kredse inden for den offentlige mening i Fællesskabet.

Den økonomiske og monetære union.

14. Regeringscheferne konstaterer, at de interne og internationale omskiftelser har gjort det umuligt at gøre alle forventede fremskridt på vejen mod den økonomiske og monetære union og fastslår, at deres vilje i så henseende fortsat er usvækket, og at deres mål fremdeles er det, de havde sat sig på konferencen i Paris.

Tilpasning af landenes økonomisk-politiske foranstaltninger.

15. Regeringscheferne har drøftet den økonomiske situation i verden og inden for Fællesskabet.

16. De konstaterer, at forhøjelsen af prisen på energi forstærker de inflatoriske tendenser og øger underskuddene på betalingsbalancerne, samt understreger truslen om et almindeligt økonomisk tilbageslag. De således fremkaldte ændringer i de internationale prisforhold påtvinger medlemsstaterne en omlægning af deres produktionsstrukturer.

17. Regeringscheferne bekræfter, at formålet med den økonomiske politik fremdeles er bekæmpelse af inflationen og opretholdelse af beskæftigelsen. Medvirken fra arbejdsmarkedets parter vil være en væsentlig faktor i gennemførelsen af denne politik. De understreger, at der i den aktuelle situation bør gives en høj prioritet til et fornyet opsving med fastholdelse af stabiliteten, d.v.s. en indsats, som på én gang tager sigte på at afværge et almindeligt økonomisk tilbageslag og genoprette stabilitet. Det er af betydning, at en sådan indsats udelukker enhver tilbagevenden til protektionisme, som ved sine kædereaktioner vil kunne være en fare for et nyt økonomisk opsving.

De medlemsstater, der har overskud på betalingsbalancen, bør føre en økonomisk politik, der stimulerer den hjemlige efterspørgsel og holder beskæftigelsen oppe på et højt niveau, uden at der derved skabes nye inflatoriske vilkår. Denne holdning vil gøre det lettere for de lande, der har betydelige underskud på deres betalingsbalance, at føre en politik, som, uden at der gribes til protektionistiske forholdsregler, gør det muligt at sikre et tilfredsstillende niveau for

beskæftigelsen, en stabilisering af omkostningsniveauet og en forbedring af betalingerne overfor udlandet.

18. For så vidt angår de bestræbelser, der skal udfoldes af landene med overskud på betalingsbalancen, hilser regeringscheferne med tilfredshed de økonomisk-politiske foranstaltninger, som den nederlandske regering allerede nu har vedtaget, idet disse foranstaltninger går i den ønskede retning. De har endvidere med tilfredshed gjort sig bekendt med det program for en konjunkturpolitik, som påtænkes indført af regeringen for Forbundsrepublikken Tyskland, navnlig med henblik på atter at sætte gang i offentlig og privat investeringsvirksomhed, samt med den belgiske regerings hensigt til ligeledes at slå ind på denne vej.

De har endvidere med tilfredshed mærket sig de bestræbelser, som landene med underskud på betalingsbalancen udfolder for at fastholde deres konkurrenceevne med henblik på at nå frem til en bedre ligevægt på betalingsbalancen og på at forbedre beskæftigelsesniveauet.

19. Regeringscheferne tager de særlige forhold i betragtning, som består i hver af medlemsstaterne - og som ville gøre ensartede foranstaltninger uegnede - men regeringscheferne har samtidig understreget den påtrængende nødvendighed af,

at man i fællesskab enes om de foranstaltninger, som skal iværksættes. Sådanne foranstaltninger, der tilpasses hinanden, får først mening, hvis de er i overensstemmelse med en målsætning om solidaritet inden for Fællesskabet, og hvis de understøttes af permanente og effektive samrådsmekanismer. Det pålægges økonomi- og finansministrene at gennemføre disse retningslinjer inden for rammerne af fællesskabsprocedurerne.

20. Det er klart, at alle sådanne foranstaltninger kun vil virke med fuld styrke, for så vidt verdens vigtigste industrilande formår at dæmme op for de spirende tendenser til økonomisk tilbageslag.

I denne forbindelse har de mærket sig den
redegørelse, som kansleren for Forbundsrepublikken Tyskland har fremsat efter sine samtaler med præsidenten for De forenede Stater.

De ønsker, at præsidenten for Den franske Republik under sit kommende møde med præsident Ford på fællesskabets vegne vil fremhæve betydningen af en tilpasning af den økonomiske politik i samtlige industrilande i overensstemmelse med de ovenfor angivne retningslinjer.

De ønsker ligeledes, at Fællesskabet og dets medlemsstater handler på samme måde under kommende internationale forhandlinger samt inden for de kompetente internationale organer.

21. Fællesskabet vil fortsat bidrage til verdenshandelens harmoniske udvikling, navnlig i forhold til udviklingslandene, og agter med henblik herpå konstruktivt at deltage i handelsforhandlingerne under GATT; det håber, at disse forhandlinger snart må blive fortsat på aktiv måde.

Regionalpolitik.

22. Regeringscheferne beslutter, at Den europæiske Egnsudviklingsfond, som har til formål at rette op på den væsentligste regionale uligevægt inden for Fællesskabet, som navnlig skyldes landbrugets dominerende stilling, ændringer i industriproduktionen og en strukturel underbeskæftigelse, vil blive oprettet af Fællesskabets institutioner fra 1. januar 1975.

23. Fonden vil i 1975 få tillagt 300.000.000 RE, og i hvert af årene 1976 og 1977 500.000.000 RE, eller i alt 1.300.000.000 RE, over en treårig forsøgsperiode.

24. Af dette samlede beløb på 1.300.000.000 RE vil et beløb på op til 150.000.000 RE blive finansieret med for tiden uudnyttede EUGFL-bevillinger (udviklingssektionen).

Fondens midler vil blive fordelt i overensstemmelse med den af Kommissionen forelagte plan:

Belgien	1,5%
Danmark	1,3%
Frankrig	15%
Irland	6%
Italien	40%
Luxembourg	0,1%
Nederlandene	1,7%
Forbundsrepublikken Tyskland	6,4%
Det forenede Kongerige	28%

Irland vil imidlertid få tillagt 6.000.000 RE, som vil blive taget fra de øvrige medlemsstaters kvota med undtagelse af Italiens.

Arbejdsmarkedsproblemer.

25. De ovenfor omhandlede bestræbelser, som er påkrævede for at imødegå inflation, faren for økonomisk tilbagegang og for arbejdsløshed, bør opfylde kravene til en samfundspolitik, der sigter mod fremskridt og lighed; uden en sådan politik vil bestræbelserne ikke opnå tilslutning eller medvirken fra arbejdsmarkedets parter, hverken på nationalt plan eller på fællesskabsplan.

I denne forbindelse understreger regeringscheferne, at Det økonomiske og sociale Udvalg kan spille en betydningsfuld rolle ved at lade arbejdsmarkedets parter medvirke ved fastlæggelsen af Fællesskabets økonomiske og sociale mål.

Det er først og fremmest vigtigt på beskæftigelsesområdet at iværksætte en kraftig og samordnet aktion på fællesskabsplan. Denne aktion kræver, at medlemsstaterne med bistand fra de interesserede organisationer foretager en passende samordning af deres beskæftigelsespolitik og vedtager hvilke mål, der først skal nås.

26. Fællesskabets Råd vil til sin tid på baggrund af de indhøstede erfaringer og under hensyntagen til de regionale problemer og de kategorier af arbejdstagere, som er stærkest berørt af beskæftigelsesproblemerne, undersøge om og i hvilket omfang det vil være nødvendigt at forøge Socialfondens midler.

27. Regeringscheferne, som er overbeviste om, at der i denne periode med økonomiske vanskeligheder bør lægges særlig vægt på sociale foranstaltninger, bekræfter den betydning, de tillægger gennemførelsen af de foranstaltninger, som er opført i det sociale handlingsprogram, som Rådet godkendte i sin resolution af 21. januar 1974.

28. Regeringscheferne sætter sig som mål at få gennemført en tilnærmelse i forbindelse med forbedringer af den sociale beskyttelse, som ydes af hver enkelt medlemsstat, uden at dette fører med sig, at de gældende sociale ordninger bliver ens.

Energi.

29. Regeringscheferne har diskuteret energiproblemerne og i denne forbindelse de grundlæggende finansielle problemer, der som følge heraf er opstået for Fællesskabet og verden som helhed.

30. De tager til efterretning, at medlemsstaternes ministre for energispørgsmål vil mødes den 17. december.

31. Regeringscheferne, som er sig energiproblemets grundlæggende betydning for verdensøkonomien bevidst, har diskuteret mulighederne for samarbejde mellem de olieeksporterende og de olieimporterende lande, og hørte i denne forbindelse på en redegørelse fra Forbundskansleren.

32. Regeringscheferne tillægger det kommende møde mellem præsidenten for De forenede Stater og præsidenten for Den franske Republik meget stor betydning.

33. Idet de henviser til Rådets resolution af 17. september 1974, anmoder regeringscheferne Fællesskabets institutioner om at udarbejde og iværksætte en fælles energipolitik så hurtigt som muligt.

Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold
til Fællesskabet.

34. Det forenede Kongeriges premierminister forklarede "på hvilket grundlag Det forenede Kongerige går ind i forhandlingerne vedrørende Det forenede Kongeriges fortsatte tilhørsforhold til Fællesskabet" og gjorde rede for de særlige problemer, som den britiske regering tillagde den største vægt.
35. Regeringscheferne erindrer om den af Fællesskabet ved tiltrædelsesforhandlingerne fremsatte erklæring, hvorefter "selv Fællesskabets eksistens, såfremt uantagelige situationer måtte opstå, ville kræve, at institutionerne fandt rimelige løsninger på sådanne".
36. De bekræfter, at ordningen vedrørende de egne indtægter udgør en af de grundlæggende faktorer i Fællesskabets økonomiske integration.
37. De henstiller til Fællesskabets institutioner (Rådet og Kommissionen), at de snarest muligt udarbejder en generel justeringsmekanisme, som i forbindelse med ordningen vedrørende de egne indtægter og i overensstemmelse med denne ordnings normale funktion, på grundlag af objektive kriterier

og navnlig under hensyn til de herom af Det forenede Kongeriges regering fremsatte forslag kan medvirke til, at det under forløbet af den indbyrdes tilpasning af medlemsstaternes økonomier undgås, at der eventuelt udvikler sig situationer, som er uantagelige for en medlemsstat og er uforenelige med Fællesskabets gode funktion.

MEETING OF THE HEADS OF GOVERNMENT OF THE COMMUNITY

PARIS 9 - 10 DECEMBER 1974

- FINAL COMMUNIQUE -

(FINAL AND OFFICIAL VERSION)

COMMUNIQUE

1. The Heads of Government of the nine States of the Community, the Ministers of Foreign Affairs and the President of the Commission, meeting in Paris at the invitation of the French President, examined the various problems confronting Europe. They took note of the reports drawn up by the Ministers of Foreign Affairs and recorded the agreement reached by these Ministers on various points raised in the reports.

2. Recognizing the need for an overall approach to the internal problems involved in achieving European unity and the external problems facing Europe, the Heads of Government consider it essential to ensure progress and overall consistency in the activities of the Communities and in the work on political co-operation.

3. The Heads of Government have therefore decided to meet, accompanied by the Ministers of Foreign Affairs, three times a year and, whenever necessary, in the Council of the Communities and in the context of political co-operation.

The administrative secrétariat will be provided for in an appropriate manner with due regard for existing practices and procedures.

.../...

In order to ensure consistency in Community activities and continuity of work, the Ministers of Foreign Affairs, meeting in the Council of the Community, will act as initiators and co-ordinators. They may hold political co-operation meetings at the same time.

These arrangements do not in any way affect the rules and procedures laid down in the Treaties or the provisions on political co-operation in the Luxembourg and Copenhagen Reports. At the various meetings referred to in the preceding paragraphs the Commission will exercise the powers vested in it and play the part assigned to it by the above texts.

4. With a view to progress towards European unity, the Heads of Government re-affirm their determination gradually to adopt common positions and co-ordinate their diplomatic action in all areas of international affairs which affect the interests of the European Community. The President in office will be the spokesman for the Nine and will set out their views in international diplomacy. He will ensure that the necessary concertation always takes place in good time.

In view of the increasing role of political co-operation in the construction of Europe, the European Assembly must be more closely associated with the work of the Presidency, for example through replies to questions on political co-operation put to him by its Members.

5. The Heads of Government consider it necessary to increase the solidarity of the Nine both by improving Community procedures and by developing new common policies in areas to be decided on and granting the necessary powers to the Institutions.

6. In order to improve the functioning of the Council of the Community, they consider that it is necessary to renounce the practice which consists of making agreement on all questions conditional on the unanimous consent of the Member States, whatever their respective positions may be regarding the conclusions reached in Luxembourg on 28 January 1966.
7. Greater latitude will be given to the Permanent Representatives so that only the most important political problems need be discussed in the Council. To this end, each Member State will take the measures it considers necessary to strengthen the role of the Permanent Representatives and involve them in preparing the national positions on European affairs.
8. Moreover, they agree on the advantage of making use of the provisions of the Treaty of Rome whereby the powers of implementation and management arising out of Community rules may be conferred on the Commission.
9. Co-operation between the Nine in areas outside the scope of the Treaty will be continued where it has already begun. It should be extended to other areas by bringing together the representatives of the Governments, meeting within the Council whenever possible.

.../...

10. A working party will be set up to study the possibility of establishing a Passport Union and, in anticipation of this, the introduction of a uniform passport.

If possible, this draft should be submitted to the Governments of the Member States before 31 December 1976. It will, in particular, provide for stage-by-stage harmonization of legislation affecting aliens and for the abolition of passport control within the Community.

11. Another working party will be instructed to study the conditions and the timing under which the citizens of the nine Member States could be given special rights as members of the Community.

12. The Heads of Government note that the election of the European Assembly by universal suffrage, one of the objectives laid down in the Treaty, should be achieved as soon as possible. In this connection, they await with interest the proposals of the European Assembly, on which they wish the Council to act in 1976. On this assumption, elections by direct universal suffrage could take place at any time in or after 1978.

.../...

Since the European Assembly is composed of representatives of the peoples of the States united within the Community, each people must be represented in an appropriate manner.

The European Assembly will be associated with the achievement of European unity. The Heads of Government will not fail to take into consideration the points of view which, in October 1972, they asked it to express on this subject.

The competence of the European Assembly will be extended, in particular by granting it certain powers in the Communities' legislative process.

Statement by the United Kingdom delegation

The Prime Minister of the United Kingdom explained that Her Majesty's Government did not wish to prevent the Governments of the other eight Member States from making progress with the election of the European Assembly by universal suffrage. Her Majesty's Government could not themselves take up a position on the proposal before the process of renegotiation had been completed and the results of renegotiation submitted to the British people.

Statement by the Danish delegation

The Danish delegation is unable at this stage to commit itself to introducing elections by universal suffrage in 1978.

.../...

13. The Heads of Government note that the process of transforming the whole complex of relations between the Member States, in accordance with the decision taken in Paris in October 1972, has already started. They are determined to make further progress in this direction.

In this connection, they consider that the time has come for the Nine to agree as soon as possible on an overall concept of European Union. Consequently, in accordance with the requests made by the Paris meeting of Heads of State and of Government in October 1972, they confirm the importance which they attach to the reports to be made by the Community Institutions. They request the European Assembly, the Commission and the Court of Justice to bring the submission of their reports forward to before the end of June 1975. They agreed to invite Mr. Tindemans, Prime Minister of the Kingdom of Belgium, to submit a comprehensive report to the Heads of Government before the end of 1975, on the basis of the reports received from the Institutions and of consultations which he is to have with the Governments and with a wide range of public opinion in the Community.

Economic and monetary union

14. The Heads of government having noted that internal and international difficulties have prevented in 1973 and 1974 the accomplishment of expected progress on the road to EMU affirm that in this field their will has not weakened and that their objective has not changed since the Paris Conference.

Convergence of economic policies

15. The Heads of Government discussed the economic situation in the world and in the Community.
16. They noted that the increase in energy prices is adding to inflationary tendencies and balance of payments deficits and intensifying the threat of general recession. The resulting

alterations in the terms of trade are forcing the Member States to re-direct their production structures.

17. The Heads of Government re-affirm that the aim of their economic policy continues to be to combat inflation and maintain employment. The co-operation of both sides of industry will be essential if this policy is to succeed. They emphasize that in the present circumstances high priority must be given to economic revival in conditions of stability i.e. action aimed both at preventing a general economic recession and restoring stability. This must not involve any recourse to protectionist measures which, by setting up a chain reaction, could jeopardize economic revival.

Member States which have a balance of payments surplus must implement an economic policy of stimulating domestic demand and maintaining a high level of employment, without creating new inflationary conditions. Such an attitude would make it easier for countries which have considerable balance of payments deficits to follow a policy which will ensure a satisfactory level of employment, stabilization of costs and an improvement in their external trade balance without resorting to protectionist measures.

18. In the context of the effort to be made by countries having a surplus, the Heads of Government greet the economic policy measures already adopted by the Netherlands Government as a step in the right direction. They also note with satisfaction the short-term economic programme which the Government of the Federal Republic of Germany intends to follow, particularly as regards stimulating public and private investment, and the fact that the Belgian Government intends to follow suit.

They also express satisfaction at the efforts made by the countries having a balance of payments deficit to maintain their competitive position so as to achieve a more satisfactory balance of payments and to improve the level of employment.

19. While acknowledging the special situation of each of the Member States of the Community - which makes a uniform policy inappropriate - the Heads of Government stress that it is absolutely necessary to agree on the policies to be adopted. This convergence will be meaningful only if it works towards Community solidarity and is based on effective permanent consultation machinery. The Ministers for Economic Affairs and Finance will be responsible, within the framework of Community procedures, for implementing these guidelines.

20. It is obvious that all these policies will be really effective only insofar as the world's major industrialized countries succeed in arresting incipient recessionary tendencies.

In this connection, they note the account given by the Chancellor of the Federal Republic of Germany of his talks with the President of the United States.

They desire that, at his forthcoming meeting with President Ford, the President of the French Republic should, on behalf of the Community, stress the importance of convergence between the economic policies of all industrialized countries along the lines indicated above.

They also wish the Community and its Member States to do the same during the forthcoming international consultations and in the appropriate international bodies.

..../...

21. The Community will continue to contribute to the harmonious expansion of world trade, especially in relation to developing Countries, and in order to do so will take a constructive part

in the GATT trade negotiations which it hopes to see actively continued in the near future.

Regional Policy

22. The Heads of Government decide that the European Regional Development Fund, designed to correct the principal regional imbalances in the Community resulting notably from agricultural predominance, industrial change and structural under-employment will be put into operation by the institutions of the Community with effect from 1 January 1975.
23. The Fund will be endowed with 300 mua in 1975, with 500 mua for each of the years 1976 and 1977, i.e. 1300 mua, for a trial period of three years.
24. This total sum of 1300 mua will be financed up to a level of 150 mua by credits not presently utilised from EAGGF (Guidance Section).

The resources of the Fund will be divided along the lines envisaged by the Commission :

Belgium	1,5 %
Denmark	1,3 %
France	15 %
Ireland	6 %
Italy	40 %
Luxembourg	0,1 %
Netherlands	1,7 %
Federal Republic of Germany	6,4 %
United Kingdom	28 %

Ireland will in addition be given another 6 mua which will come from a reduction in the shares of the other Member States with the exception of Italy.

..../....

Employment problems

25. The effort needed to combat inflation and the risks of recession and unemployment as described above must accord with the imperatives of a progressive and equitable social policy if it is to receive support and co-operation from both sides of industry, both at national and Community level.

In this respect, the Heads of Government emphasize that the Economic and Social Committee can play an important role in associating both sides of industry in the definition of the Community's economic and social aims.

Above all, vigorous and co-ordinated action must be taken at Community level to deal with the problem of employment. This will require the Member States, in conjunction with the organizations concerned, to co-ordinate their employment policies in an appropriate manner and to set priority targets.

26. When the time is ripe, the Council of the Community will consider, in the light of experience and with due regard to the problem of the regions and categories of workers most affected by employment difficulties, whether and to what extent it will be necessary to increase the resources of the Social Fund.
27. Being convinced that in this period of economic difficulty special emphasis should be placed on social measures, the Heads of Government re-affirm the importance which they attach to implementation of the measures listed in the Social Action Programme approved by the Council in its Resolution of 21 January 1974.
28. The Heads of Government make it their objective to harmonize the degree of social security afforded by the various Member States, while maintaining progress but without requiring that the social systems obtaining in all Member States should be identical.

Energy

29. The Heads of Government discussed the energy problem and in this connection the related major financial problems created for the Community and for the wider world.
30. They further noted that the Ministers of Energy of the Community countries are due to meet on 17 December.
31. The Heads of Government, aware of the paramount importance which the energy problem has in world economy, have discussed the possibilities for co-operation between oil exporting and oil importing countries, on which subject they heard a report from the Federal Chancellor.
32. The Heads of Government attach very great importance to the forthcoming meeting between the President of the United States and the President of the French Republic.
33. The Heads of Government, referring to the Council Resolution of 17 September 1974, have invited the Community Institutions to work out and to implement a common energy policy in the shortest possible time.

Britain's membership of the Community

34. The Prime Minister of the United Kingdom indicated the basis on which Her Majesty's Government approached the negotiations regarding Britain's continued membership of the Community, and set out the particular issues to which the Government attached the highest importance.
35. The Heads of Government recall the statement made during the accession negotiations by the Community to the effect that "if unacceptable situations were to arise, the very life of the Community would make it imperative for the institutions to find equitable solutions".
36. They confirm that the system of "own resources" represents one of the fundamental elements of the economic integration of the Community.
37. They invite the institutions of the Community (the Council and the Commission) to set up as soon as possible a correcting mechanism of a general application which, in the framework of the system of "own resources" and in harmony with its normal functioning, based on objective criteria and taking into consideration in particular the suggestions made to this effect by the British Government, could prevent during the period of convergence of the economies of the member States, the possible development of situations unacceptable for a member State and incompatible with the smooth working of the Community.

TREFFEN DER REGIERUNGSCHEFS DER GEMEINSHAFT
PARIS 9 UND 10 DEZEMBER 1974

- SCHLUSS KOMMUNIQUE -

(ENDGÜLTIGE UND AMTLICHE FASSUNG)

KOMMUNIQUE

1. Die Regierungschefs der neun Staaten der Gemeinschaft und die Minister für auswärtige Angelegenheiten sowie der Präsident der Kommission, die auf Einladung des Präsidenten der Französischen Republik in Paris zusammengetreten sind, haben die verschiedenen Probleme geprüft, die sich für Europa stellen. Bei dieser Gelegenheit sind die von den Aussenministern ausgearbeiteten Berichte zur Kenntnis genommen worden. Das zwischen den Aussenministern erzielte Einvernehmen über verschiedene in diesen Berichten erwähnte Punkte ist verzeichnet worden.
2. In Anerkennung der Notwendigkeit, die internen Probleme, die der Aufbau Europas mit sich bringt, und die Probleme, die sich Europa von aussen stellen, als Ganzes zu sehen, halten es die Regierungschefs für erforderlich, die Entwicklung und den Gesamtzusammenhang der Tätigkeiten der Gemeinschaften und der Arbeiten der politischen Zusammenarbeit zu gewährleisten.
3. Die Regierungschefs haben daher beschlossen, dreimal jährlich und jedesmal, wenn dies notwendig erscheint, zusammen mit den Aussenministern als Rat der Gemeinschaft und im Rahmen der politischen Zusammenarbeit zusammenzutreten.

Unter Berücksichtigung der bestehenden Praktiken und Verfahren wird das administrative Sekretariat in geeigneter Weise sichergestellt.

Um den Zusammenhang der Gemeinschaftstätigkeiten und die Kontinuität der Arbeit zu gewährleisten, werden die Aussenminister als Rat der Gemeinschaft mit einer impulsgebenden und koordinierenden Rolle betraut. Sie können bei der gleichen Gelegenheit im Rahmen der politischen Zusammenarbeit zusammentreten.

Diese Bestimmungen berühren in keiner Weise die durch die Verträge festgelegten oder in den Berichten von Luxemburg und Kopenhagen vorgesehenen Regeln und Verfahren für die politische Zusammenarbeit. Auf den oben erwähnten Tagungen übt die Kommission die ihr durch diese Texte übertragenen Befugnisse aus und spielt die darin vorgesehene Rolle.

4. Die Regierungschefs bekräftigen in der Perspektive der europäischen Einigung erneut ihren Willen, in allen Bereichen der internationalen Politik, die die Interessen der europäischen Gemeinschaft berühren, zunehmend gemeinsame Standpunkte festzulegen und eine konzertierte Diplomatie zu betreiben. Der Vorsitz nimmt die Rolle des Sprechers der Neun wahr und tritt auf diplomatischer Ebene für sie auf. Er trägt dafür Sorge, dass die erforderliche Abstimmung stets rechtzeitig stattfindet.

In Anbetracht der wachsenden Bedeutung der politischen Zusammenarbeit für den Aufbau Europas ist es wichtig, dass das Europäische Parlament enger an den Arbeiten beteiligt wird, und zwar unter anderem durch Beantwortung der Fragen, die von den Abgeordneten in bezug auf die Tätigkeiten der politischen Zusammenarbeit an den Vorsitz gerichtet werden.

5. Die Regierungschefs halten es für erforderlich, die Solidarität der Neun sowohl durch Verbesserung der Gemeinschaftsverfahren als auch durch Entwicklung neuer gemeinsamer Politiken auf noch zu bestimmenden Gebieten und durch Zuweisung der zu diesem Zweck erforderlichen Handlungsbefugnisse an die Organe zu verstärken.

6. Im Hinblick auf ein besseres Funktionieren des Rates der Gemeinschaft halten sie es für zweckmässig, auf die Praxis zu verzichten, wonach die Entscheidung in allen Fragen von der einstimmigen Billigung durch die Mitgliedstaaten abhängig gemacht wird, und zwar ungeachtet ihres jeweiligen Standpunkts hinsichtlich der am 28. Januar 1966 in Luxemburg festgelegten Schlussfolgerungen.
7. Den Ständigen Vertretern wird ein grösserer Spielraum eingeräumt, damit vor dem Rat nur die wichtigsten politischen Fragen zur Sprache kommen. Zu diesem Zweck werden die Vorkehrungen getroffen, die die einzelnen Mitgliedstaaten für erforderlich erachten, um die Rolle der Ständigen Vertreter zu stärken und sie an der Vorbereitung der einzelstaatlichen Standpunkte in den europäischen Angelegenheiten zu beteiligen.
8. Sie kommen des weiteren überein, dass es sich empfiehlt, von den Bestimmungen des Rom-Vertrags Gebrauch zu machen, nach denen die Durchführungs- und Verwaltungsbefugnisse, die sich aus den Gemeinschaftsverordnungen ergeben, der Kommission übertragen werden können.
9. Die Zusammenarbeit zwischen den Neun auf Gebieten, die über den Anwendungsbereich der Verträge hinausgehen, wird in den Bereichen, in denen sie eingeleitet worden ist, fortgeführt. Sie sollte durch Zusammenkünfte von Vertretern der Regierungen, die wenn immer möglich im Rat zusammentreten, auf neue Gebiete ausgedehnt werden.

10. Es wird eine Arbeitsgruppe eingesetzt, die die Möglichkeit prüfen soll, eine Pass-Union zu schaffen und bereits vorher einen einheitlichen Pass einzuführen.

Ein entsprechender Entwurf sollte den Regierungen der Mitgliedstaaten nach Möglichkeit vor dem 31. Dezember 1976 vorgelegt werden. Dieser Entwurf wird insbesondere eine schrittweise Harmonisierung der Ausländergesetzgebung sowie die Abschaffung der Passkontrolle innerhalb der Gemeinschaft vorsehen.

11. Eine weitere Arbeitsgruppe wird beauftragt, zu untersuchen, unter welchen Voraussetzungen und innerhalb welcher Fristen den Bürgern der neun Mitgliedstaaten besondere Rechte als Angehörige der Gemeinschaft zuerkannt werden könnten.

12. Die Regierungschefs haben festgestellt, dass das Vertragsziel der allgemeinen Wahl des Europäischen Parlaments so bald wie möglich verwirklicht werden sollte. In diesem Punkt sehen sie mit Interesse den Vorschlägen des Parlaments entgegen und wünschen, dass der Rat 1976 hierüber befindet. In diesem Fall müsste die allgemeine direkte Wahl ab 1978 erfolgen.

.../...

Da sich das Europäische Parlament aus Vertretern der Völker der in der Gemeinschaft vereinigten Staaten zusammensetzt, muss jedes Volk in angemessener Weise vertreten sein.

Das Europäische Parlament nimmt am weiteren Aufbau Europas teil. Die Regierungschefs werden nicht verfehlen, die Auffassungen des Europäischen Parlaments, die sie hierzu im Oktober 1972 erbeten hatten, zu berücksichtigen.

Die Kompetenzen des Europäischen Parlaments werden erweitert, insbesondere durch Uebertragung bestimmter Befugnisse im Gesetzgebungsverfahren der Gemeinschaften.

Erklärung der britischen Delegation

Der britische Premierminister erklärte, dass die britische Regierung die Regierungen der anderen acht Mitgliedstaaten nicht daran hindern wolle, Fortschritte in der Frage der Wahl des Europäischen Parlaments aufgrund des allgemeinen Wahlrechts zu machen. Die britische Regierung könne ihrerseits nicht zu dem Vorschlag Stellung nehmen, solange der Prozess der Neuverhandlung nicht abgeschlossen und die Ergebnisse dieser Neuverhandlung nicht dem britischen Volk unterbreitet worden seien.

Erklärung der dänischen Delegation

Die dänische Delegation kann sich in diesem Stadium noch nicht zur Einführung der allgemeinen Wahl im Jahre 1978 verpflichten.

13. Die Regierungschefs stellen fest, dass der Prozess der Umwandlung der Gesamtheit der Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten gemäss den im Oktober 1972 in Paris gefassten Beschlüssen bereits begonnen hat; sie sind entschlossen, weitere Fortschritte auf diesem Wege zu erzielen.

Im Hinblick darauf halten sie es für zweckmässig, dass sich die Neun so bald wie möglich über eine Gesamtkonzeption der Europäischen Union einigen. In diesem Zusammenhang unterstreichen sie im Einklang mit den Forderungen der Pariser Konferenz der Staats- oder Regierungschefs vom Oktober 1972 die Bedeutung, die sie den Berichten der Organe der Gemeinschaft beimessen. Sie bitten das Europäische Parlament, die Kommission und den Gerichtshof, ihre Berichte bereits vor Ablauf des ersten Halbjahres 1975 vorzulegen. Sie sind übereingekommen, den Premierminister des Königreichs Belgien, Herrn Tindemans, zu beauftragen, den Regierungschefs vor Ende 1975 einen zusammenfassenden Bericht vorzulegen auf der Grundlage der Berichte der Organe sowie der Konsultationen, die er mit den Regierungen und den repräsentativen Kreisen der Oeffentlichkeit in der Gemeinschaft führen wird.

Wirtschafts- und Währungsunion

14. Die Regierungschefs haben festgestellt, dass es infolge der Ereignisse im internen und internationalen Bereich nicht möglich war, die erwarteten Fortschritte auf dem Wege zur Wirtschafts- und Währungsunion zu erzielen, und versichern, dass in dieser Hinsicht ihr Wille nicht wankend geworden ist und dass sie weiterhin das Ziel verfolgen werden, das sie sich auf der Pariser Konferenz gesetzt hatten.

Konvergenz der Wirtschaftspolitik

15. Die Regierungschefs haben über die Wirtschaftslage in der Welt und in der Gemeinschaft beraten.
16. Sie haben festgestellt, dass der Anstieg des Energiepreises die inflationistischen Tendenzen und die Zahlungsbilanzdefizite verschärft und die Gefahr einer allgemeinen Rezession erhöht. Die dadurch eingetretenen Veränderungen in den "terms of trade" zwingen die Mitgliedstaaten zu einer Neuausrichtung ihrer Produktionsstrukturen.
17. Die Regierungschefs bestätigen, dass die Bekämpfung der Inflation und die Sicherung der Arbeitsplätze Ziel der Wirtschaftspolitik bleiben. Die Zusammenarbeit der Sozialpartner wird einen wesentlichen Faktor für den Erfolg einer solchen Politik darstellen. Sie betonen, dass unter den gegenwärtigen Umständen einer Wiederankurbelung der Wirtschaft unter Wahrung der Stabilität, das heißt einer Aktion, mit der eine allgemeine wirtschaftliche Rezession verhütet und gleichzeitig die Stabilität wiederhergestellt wird, hoher Vorrang eingeräumt werden muss. Bei dieser Aktion muss jede Form von Protektionismus, die durch ihre Kettenwirkung den wirtschaftlichen Wiederaufschwung in Frage stellen könnte, ausgeschlossen werden.

Die Mitgliedstaaten mit Zahlungsbilanzüberschuss müssen eine Wirtschaftspolitik betreiben, bei der die Inlandsnachfrage angeregt und ein hohes Beschäftigungsniveau erhalten wird, ohne dass dabei neue inflationistische Voraussetzungen geschaffen werden. Eine solche Haltung würde es den Ländern mit starkem Zahlungsbilanzdefizit erleichtern, eine Politik zu betreiben, die es gestattet, ohne Rückgriff auf protektionistische Massnahmen ein zufriedenstellendes Beschäftigungsniveau, eine Stabilisierung der Kosten sowie eine Verbesserung der Aussenrechnungen sicherzustellen.

18. Unter dem Blickwinkel der von den Ueberschussländern zu unternehmenden Anstrengungen begrüßen die Regierungschefs die bereits von der niederländischen Regierung getroffenen wirtschaftspolitischen Massnahmen, die in die gewünschte Richtung gehen. Sie haben ferner mit Befriedigung von dem Konjunkturprogramm, das die Regierung der Bundesrepublik Deutschland - insbesondere in bezug auf die Wiederankurbelung der privaten und öffentlichen Investitionen - in Aussicht genommen hat, sowie von der Absicht der belgischen Regierung, den gleichen Weg einzuschlagen, Kenntnis genommen.

Sie haben auch mit Befriedigung von den Anstrengungen Kenntnis genommen, welche die Defizitländer zur Erhaltung ihrer Wettbewerbsfähigkeit unternommen haben, um ein besseres Gleichgewicht der Zahlungsbilanz zu erreichen und das Beschäftigungsniveau zu verbessern.

19. Die Regierungschefs haben unter Berücksichtigung der spezifischen Lage der einzelnen Mitgliedstaaten der Gemeinschaft - aufgrund deren eine einheitliche Politik unangebracht wäre - betont, dass die dringende Notwendigkeit besteht, gemeinsam über die einzuschlagenden Politiken zu beschliessen. Diese konvergierenden Politiken können nur dann sinnvoll sein, wenn sie dem Ziel einer Gemeinschaftssolidarität entsprechen und sich auf ständige und wirksame Konsultationsmechanismen stützen. Die Wirtschafts- und Finanzminister werden beauftragt, diese Orientierungen im Rahmen der

Gemeinschaftsverfahren in die Tat umzusetzen.

20. Es ist klar, dass die Gesamtheit dieser Politiken nur dann genügend Tragweite haben wird, wenn die wichtigsten Industrieländer der Welt den aufkommenden Rezessionstendenzen Einhalt gebieten können.

In diesem Zusammenhang haben sie von dem Bericht Kenntnis genommen, den der Bundeskanzler der Bundesrepublik Deutschland im Anschluss an seine Unterredungen mit dem Präsidenten der Vereinigten Staaten vorgelegt hat.

Sie wünschen, dass der Präsident der Französischen Republik bei seiner bevorstehenden Zusammenkunft mit Präsident FORD im Namen der Gemeinschaft auf die Bedeutung einer Konvergenz der Wirtschaftspolitiken aller Industrieländer entsprechend den vorstehenden Orientierungen hinweist.

Sie wünschen ferner, dass die Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten bei den kommenden internationalen Konsultationen sowie in den zuständigen internationalen Organisationen in gleicher Weise handeln.

21. Die Gemeinschaft wird weiterhin zur harmonischen Entwicklung des Welthandels, namentlich gegenüber den Entwicklungsländern, beitragen und zu diesem Zweck in konstruktivem Geiste an den GATT-Handelsverhandlungen teilnehmen, die hoffentlich bald aktiv fortgesetzt werden.

.../...

Regionalpolitik

22. Die Regierungschefs beschliessen, dass der Europäische Fonds für regionale Entwicklung, durch den die grössten regionalen Ungleichgewichte in der Gemeinschaft korrigiert werden sollen, die insbesondere auf einen vorwiegend landwirtschaftlichen Charakter, industrielle Veränderungen und strukturbedingte Unterbeschäftigung zurückzuführen sind, ab 1. Januar 1975 von den Organen der Gemeinschaft durchgeführt wird.
23. Der Fonds wird 1975 mit 300.000.000 RE und in den Jahren 1976 und 1977 mit jeweils 500.000.000 RE, also mit 1 Milliarde 300.000.000 RE, ausgestattet, für eine dreijährige Probeperiode.
24. Von diesem Gesamtbetrag von 1 Milliarde 300.000.000 RE werden 150.000.000 RE aus zur Zeit nicht verwendeten Mitteln des EAGFL (Abteilung Ausrichtung) finanziert.

Die Mittel des Fonds werden nach dem von der Kommission vorgesehenen Schema aufgeteilt:

Belgien	1,5 %
Dänemark	1,3 %
Frankreich	15 %
Irland	6 %
Italien	40 %
Luxemburg	0,1 %
Niederlande	1,7 %
Bundesrepublik Deutschland	6,4 %
Vereinigtes Königreich	28 %

Irland erhält jedoch darüber hinaus 6.000.000 RE, die von der Quote der anderen Mitgliedstaaten mit Ausnahme Italiens in Abzug gebracht werden.

Arbeitsmarktprobleme

25. Bei den Massnahmen zur Bekämpfung der Inflation, der Rezessionsgefahr und der Arbeitslosigkeit, wie sie in den vorstehenden Ausführungen beschrieben worden sind, müssen die Erfordernisse einer fortschrittlichen und gerechten Sozialpolitik berücksichtigt werden; andernfalls könnten sie nicht mit Zustimmung und unter Beteiligung der Sozialpartner, und zwar sowohl auf einzelstaatlicher Ebene als auch auf Gemeinschaftsebene, durchgeführt werden.

Die Regierungschefs betonen, dass der Wirtschafts- und Sozialausschuss eine wichtige Rolle für die Einschaltung der Sozialpartner bei der Festlegung der wirtschaftlichen und sozialen Ziele der Gemeinschaft spielen kann.

Es kommt in erster Linie darauf an, dass eine energische und koordinierte Gemeinschaftsaktion auf dem Arbeitsmarkt eingeleitet wird. Diese Aktion setzt voraus, dass die Mitgliedstaaten in Verbindung mit den interessierten Organisationen ihre Arbeitsmarktpolitiken in angemessener Weise aufeinander abstimmen und die vorrangigen Ziele festlegen.

26. Der Rat der Gemeinschaft wird zu gegebener Zeit im Lichte der Erfahrungen unter Berücksichtigung der Probleme der Gebiete und Gruppen von Arbeitnehmern, die am stärksten von den Schwierigkeiten auf dem Arbeitsmarkt betroffen sind, prüfen, ob und inwieweit es notwendig ist, die Mittel des Sozialfonds zu erhöhen.

27. In der Ueberzeugung, dass in dieser Zeit wirtschaftlicher Schwierigkeiten die sozialen Massnahmen besonders in den Mittelpunkt gestellt werden müssen, bekräftigen die Regierungschefs, dass sie der Durchführung der Massnahmen, die in dem vom Rat in der Entschliessung vom 21. Januar 1974 genehmigten sozialpolitischen Aktionsprogramm vorgesehen sind, grosse Bedeutung beimessen.
28. Die Regierungschefs setzen sich zum Ziel, die Sozialleistungen der einzelnen Mitgliedstaaten auf dem Wege des Fortschritts zu harmonisieren, was jedoch nicht bedeutet, dass die Sozialordnungen die gleichen sein müssen.

Energie

29. Die Regierungschefs haben das Energieproblem und in diesem Zusammenhang die wesentlichen finanziellen Fragen erörtert, die sich daraus für die Gemeinschaft und darüber hinaus für die gesamte Welt ergeben.
30. Sie haben ferner vermerkt, dass die Energieminister der Länder der Gemeinschaft am 17. Dezember zusammentreten werden.
31. Die Regierungschefs haben in dem Bewusstsein der grundlegenden Bedeutung des Energieproblems für die Weltwirtschaft die Möglichkeiten einer Zusammenarbeit zwischen Erdölausfuhrländern und Erdöleinfuhrländern erörtert und ein Exposé des Bundeskanzlers zu dieser Frage entgegengenommen.
32. Die Regierungschefs messen der bevorstehenden Zusammenkunft zwischen dem Präsidenten der Vereinigten Staaten und dem Präsidenten der Französischen Republik sehr grosse Bedeutung bei.

33. Die Regierungschefs haben unter Bezugnahme auf die Entschliessung des Rates vom 17. September 1974 die Organe der Gemeinschaft ersucht, so bald wie möglich eine gemeinsame Energiepolitik auszu- arbeiten und durchzuführen.

Verbleiben Grossbritanniens in Der Gemeinschaft

34. Der Premierminister des Vereinigten Königreichs hat mitgeteilt, auf welcher Grundlage die Regierung Ihrer Majestät die Verhandlungen über das Verbleiben Grossbritanniens in der Gemeinschaft ins Auge gefasst hat, und hat die spezifischen Probleme dargelegt, denen die britische Regierung grösste Bedeutung beimisst.
35. Die Regierungschefs erinnern an die von der Gemeinschaft in den Beitrittsverhandlungen abgegebene Erklärung, in der es wie folgt heisst: "Sollten unannehmbare Situationen auftreten, so würde die Existenz der Gemeinschaft selbst es erfordern, dass die Organe eine angemessene Lösung zu ihrer Behebung finden".
36. Sie bekräftigen, dass das System der eigenen Mittel eine der grundlegenden Komponenten der wirtschaftlichen Integration der Gemeinschaft darstellt.
37. Sie ersuchen die Organe der Gemeinschaft (den Rat und die Kommission), so rasch wie möglich einen allgemein anwendbaren Korrekturmechanismus auszuarbeiten, mit dem im Rahmen des Systems und des Funktionierens der eigenen Mittel anhand objektiver Kriterien und unter besonderer Berücksichtigung der Anregungen der britischen Regierung im Laufe des Annäherungsprozesses der Volkswirtschaften der Mitgliedstaaten das Auftreten von Situationen verhindert werden kann, die für einen Mitgliedstaat unannehmbar und mit dem guten Funktionieren der Gemeinschaft unvereinbar wären.

RIUNIONE DEI CAPI DI GOVERNO DELLA COMUNITA
PARIGI 9 E 10 DICEMBRE 1974

- COMUNICATO

COMUNICATO

1. I Capi di Governo dei nove Stati della Comunità, i Ministri degli Affari Esteri ed il Presidente della Commissione, riuniti a Parigi per invito del Presidente della Repubblica Francese, hanno proceduto a un esame dei vari problemi che si pongono all'Europa. In tale circostanza si è preso atto delle relazioni preparate dai Ministri degli Affari Esteri ed è stato registrato l'accordo intervenuto tra questi ultimi su vari punti trattati in tali relazioni.
2. I Capi di Governo, riconoscendo la necessità d'una impostazione globale dei problemi interni posti dalla costruzione europea e di quelli che l'Europa deve affrontare all'esterno, ritengono che occorra assicurare lo sviluppo e la coesione generale delle attività delle Comunità e dei lavori relativi alla cooperazione politica.
3. I Capi di Governo hanno pertanto deciso di riunirsi, accompagnati dai Ministri degli Affari Esteri, tre volte all'anno e ogniqualvolta cio' risulterà necessario, come Consiglio della Comunità ed a titolo di cooperazione politica.

Il segretariato amministrativo sarà assicurato in modo appropriato, tenuto conto delle prassi e delle procedure in vigore.

.../...

Al fine d'assicurare la coerenza delle attività comunitarie e la continuità del lavoro, i Ministri degli Affari Esteri sono incaricati, in sede di Consiglio della Comunità, d'una funzione d'impulso e di coordinamento. Nella stessa occasione essi possono riunirsi a titolo di cooperazione politica.

Queste disposizioni non intaccano punto nè le regole e procedure stabilite dai Trattati nè quelle previste dai Rapporti di Lussemburgo e di Copenaghen, relative alla cooperazione politica. Nelle diverse riunioni menzionate nei precedenti paragrafi la Commissione esercita le competenze e svolge la funzione che tali testi le assegnano.

4. Nella prospettiva dell'unificazione europea i Capi di Governo riaffermano la loro volontà di adottare progressivamente posizioni comuni e di attuare una diplomazia concertata in tutti i settori della politica internazionale che toccano gli interessi della Comunità Europea. La Presidenza esercita la funzione di portavoce dei Nove e si rende loro interprete sul piano diplomatico. Essa veglia affinché si proceda sempre in tempo utile alla necessaria concertazione.

Considerato il ruolo crescente della cooperazione politica nella costruzione europea occorre associare più strettamente il Parlamento Europeo ai suoi lavori, tra l'altro attraverso le risposte alle interrogazioni che i parlamentari rivolgono alla Presidenza sulle attività della cooperazione politica.

5. I Capi di Governo giudicano necessario rafforzare la solidarietà dei Nove sia migliorando le procedure comunitarie che sviluppando nuove politiche comuni, in settori da determinare, ed assegnando alle Istituzioni i poteri d'azione che a tal fine si rendessero necessari.

.../...

6. Essi ritengono che, per migliorare il funzionamento del Consiglio della Comunità, occorra rinunciare alla prassi consistente nel subordinare al consenso unanime degli Stati membri la decisione su qualsiasi questione, qualunque possa essere la loro rispettiva posizione circa le conclusioni raggiunte a Lussemburgo il 28 gennaio 1966.
7. I Rappresentanti Permanenti godranno di più larga facoltà di decisione in modo che al Consiglio siano sottoposti soltanto i problemi politici più importanti. A tal fine saranno prese le disposizioni che ogni Stato membro giudicherà necessarie per rafforzare la funzione dei Rappresentanti Permanenti ed associarli alla preparazione delle posizioni nazionali sugli affari europei.
8. Essi convengono peraltro sull'interesse di far uso delle disposizioni del Trattato di Roma in virtù delle quali possono essere conferite alla Commissione le competenze d'esecuzione e di gestione che derivano dai regolamenti comunitari.
9. La cooperazione tra i Nove in campi che oltrepassano la sfera d'applicazione dei Trattati sarà proseguita nei settori in cui è stata avviata. Si dovrebbe estendere tale cooperazione a settori nuovi riunendo rappresentanti dei Governi in sede di Consiglio ogniqualvolta ciò sia possibile.

.../...

10. Sarà costituito un gruppo di lavoro per studiare la possibilità di istituire una Unione dei passaporti e, in via preliminare, l'introduzione d'un passaporto uniforme.

Questo progetto dovrebbe essere sottoposto ai Governi degli Stati membri possibilmente entro il 31 dicembre 1976. In esso saranno previste in particolare un'armonizzazione per tappe della legislazione sugli stranieri e l'abolizione del controllo dei passaporti all'interno della Comunità.

11. Un altro gruppo di lavoro sarà incaricato di studiare le condizioni e i termini di tempo entro cui potrebbero essere riconosciuti diritti speciali ai cittadini dei nove Stati membri in quanto membri della Comunità.

12. I Capi di Governo hanno constatato che l'obiettivo, fissato dal Trattato, dell'elezione del Parlamento Europeo a suffragio universale dovrebbe essere realizzato al più presto possibile. Su questo punto essi attendono con interesse le proposte del Parlamento Europeo, proposte su cui auspicano che il Consiglio si pronunci nel 1976. In questa ipotesi l'elezione a suffragio universale diretto potrebbe aver luogo a partire dal 1978.

.../...

Poiché il Parlamento Europeo si compone di rappresentanti dei popoli degli Stati riuniti nella Comunità, è necessario che ciascun popolo vi sia rappresentato in modo appropriato.

Il Parlamento Europeo è associato allo sviluppo della costruzione europea. I Capi di Governo non mancheranno di prendere in considerazione i punti di vista che, nell'ottobre del 1972, gli hanno chiesto di esprimere al riguardo.

Le competenze del Parlamento Europeo saranno ampliate in particolare con l'assegnazione di alcuni poteri nel processo legislativo delle Comunità.

Dichiarazione della delegazione del Regno Unito

Il Primo Ministro del Regno Unito ha dichiarato che il Governo di Sua Maestà non intende impedire ai Governi degli altri otto Stati membri di fare progressi in materia di elezione del Parlamento Europeo a suffragio universale. Dal canto suo, il Governo di Sua Maestà non può prendere posizione sulla proposta prima che si sia concluso il processo di rinegoziazione e i relativi risultati siano stati sottoposti al popolo britannico.

Dichiarazione della delegazione danese

La delegazione danese non può in questo momento impegnarsi ad introdurre l'elezione a suffragio universale nel 1978.

.../...

13. I Capi di Governo costatano che è già cominciato il processo di trasformazione dell'insieme delle relazioni tra gli Stati membri, conformemente alle decisioni prese a Parigi nell'ottobre del 1972, e sono decisi a compiere nuovi progressi su questa via.

In tale prospettiva, essi ritengono opportuno che i Nove si mettano d'accordo al più presto su una concezione globale dell'Unione Europea. A tale proposito e conformemente a quanto richiesto dalla Conferenza dei Capi di Stato o di Governo di Parigi dell'ottobre 1972, essi ribadiscono l'importanza che annettono ai Rapporti delle Istituzioni della Comunità. Chiedono al Parlamento Europeo, alla Commissione e alla Corte di Giustizia di anticipare la presentazione dei rispettivi rapporti a prima della fine del primo semestre del 1975. Convengono di incaricare il Sig. Tindemans, Primo Ministro del Regno del Belgio, di fare ai Capi di Governo, entro la fine del 1975, una relazione di sintesi in base ai rapporti delle Istituzioni e alle consultazioni che avrà avute con i Governi e gli ambienti rappresentativi dell'opinione pubblica nella Comunità.

Unione Economica e Monetaria

14. I Capi di Governo, avendo constatato che le vicissitudini interne e internazionali non hanno permesso di realizzare l'insieme dei progressi attesi sulla via dell'Unione Economica e Monetaria, affermano che, a questo proposito, la loro volontà rimane inalterata e che il loro obiettivo resta quello che si erano prefissi alla Conferenza di Parigi.

Convergenza delle Politiche Economiche

15. I Capi di Governo hanno discusso la situazione economica nel mondo e nella Comunità.
16. Essi hanno constatato che l'aumento del prezzo dell'energia aggrava le tendenze inflazionistiche ed i deficit delle bilance dei pagamenti ed accentua la minaccia d'una recessione generale. I mutamenti così introdotti nelle ragioni di scambio impongono agli Stati membri un riorientamento delle loro strutture produttive.
17. I Capi di Governo confermano che l'obiettivo della politica economica resta la lotta contro l'inflazione e la difesa dell'occupazione. La cooperazione delle parti sociali costituirà un elemento essenziale per il successo di tale politica. Essi sottolineano che nelle attuali circostanze si deve assegnare una spiccata precedenza ad un rilancio nella stabilità, vale a dire a un'azione che sia diretta nel contempo a prevenire una recessione economica generale e a restaurare la stabilità. Occorre che questa azione escluda ogni ricorso al protezionismo che, per i suoi effetti a catena, potrebbe compromettere il rilancio economico.

.../...

Gli Stati membri che si trovano in una situazione di eccedenza della bilancia dei pagamenti devono condurre una politica economica che stimoli la domanda interna e mantenga l'occupazione ad un alto livello senza tuttavia creare nuove condizioni inflazionistiche. Tale atteggiamento permetterebbe più facilmente ai paesi con rilevanti deficit della bilancia dei pagamenti di proseguire una politica che consenta, senza ricorrere a misure protezionistiche, di assicurare un livello d'occupazione soddisfacente, una stabilizzazione dei costi e il miglioramento dei loro conti con l'estero.

18. Nella prospettiva dello sforzo che i paesi eccedentari devono compiere, i Capi di Governo si rallegrano delle misure di politica economica già adottate dal Governo olandese in quanto si orientano nella direzione desiderata. Inoltre essi hanno preso nota con soddisfazione del programma congiunturale prospettato dal Governo della Repubblica Federale di Germania, specialmente per quanto concerne il rilancio dell'investimento privato e pubblico, e dell'intenzione del Governo belga di impegnarsi, esso pure, su questa via.

Essi hanno altresì notato gli sforzi intrapresi dai paesi deficitari per mantenere la loro competitività onde pervenire a un miglior equilibrio della bilancia dei pagamenti e migliorare il livello dell'occupazione.

19. Pur tenendo conto della situazione specifica di ciascuno degli Stati membri della Comunità - che renderebbe inadatta una politica uniforme - i Capi di Governo hanno insistito sull'urgente necessità di convenire in comune le politiche da intraprendere. Queste politiche convergenti acquisteranno il loro significato soltanto se risponderanno a un obiettivo di solidarietà comunitaria e se poggeranno su meccanismi permanenti ed efficaci di consultazione. I Ministri

.../...

dell'Economia e delle Finanze sono incaricati, nel quadro delle procedure comunitarie, di tradurre in atto questi orientamenti.

20. E' chiaro che l'insieme di queste politiche avrà tutta la sua portata soltanto nella misura in cui i principali paesi industrializzati del mondo sapranno vincere le nascenti tendenze di recessione.

A tal proposito essi hanno preso nota con soddisfazione del resoconto che il Cancelliere della Repubblica Federale di Germania ha presentato al termine dei suoi colloqui con il Presidente degli Stati Uniti.

Essi desiderano che il Presidente della Repubblica Francese, nel suo prossimo incontro con il Presidente FORD, sottolinei a nome della Comunità l'importanza d'una convergenza delle politiche economiche dell'insieme dei paesi industrializzati secondo gli orientamenti testè indicati.

Essi esprimono altresì il desiderio che la Comunità e i suoi Paesi membri agiscano allo stesso modo nelle future consultazioni internazionali e negli organismi internazionali competenti.

21. La Comunità continuerà a contribuire allo sviluppo armonioso del commercio mondiale, specialmente nei confronti dei paesi in via di sviluppo, e a tal fine prenderà parte con spirito costruttivo ai negoziati commerciali del GATT che essa spera siano ben presto attivamente proseguiti.

.../...

Politica regionale

22. I Capi di Governo decidono che il Fondo Europeo di Sviluppo Regionale, destinato a correggere i principali squilibri regionali nella Comunità risultanti in particolare da una predominanza dell'agricoltura, dai mutamenti nell'industria e da una sottoccupazione strutturale, sarà messo in funzione dalle Istituzioni della Comunità a decorrere dal 1° gennaio 1975.
23. Il Fondo sarà dotato di 300.000.000 UC nel 1975, di 500.000.000 UC per ciascuno degli anni 1976 e 1977, ossia di 1.300.000.000 UC, per un periodo triennale di prova.
24. Questo importo totale di 1.300.000.000 UC sarà finanziato, a concorrenza di 150.000.000 UC, con fondi del FEAOG (Sezione Orientamento) attualmente non utilizzati.

Le risorse del Fondo saranno ripartite secondo lo schema previsto dalla Commissione :

Belgio	1,5 %
Danimarca	1,3 %
Francia	15 %
Irlanda	6 %
Italia	40 %
Lussemburgo	0,1 %
Paesi Bassi	1,7 %
Repubblica Federale di Germania	6,4 %
Regno Unito	28 %

Tuttavia, all'Irlanda saranno inoltre assegnati 6.000.000 UC che saranno detratti dalla quota degli altri Stati membri, Italia esclusa.

Problemi dell'occupazione

25. Lo sforzo richiesto per fronteggiare l'inflazione, i rischi di recessione e la disoccupazione, descritto nelle righe precedenti, deve rispettare gli imperativi di una politica sociale di progresso e di equità, altrimenti non potrebbe riscuotere l'adesione e ottenere la partecipazione delle parti sociali, sia sul piano nazionale sia su quello comunitario.

In proposito i Capi di Governo sottolineano che il Comitato Economico e Sociale può svolgere un'importante funzione per associare le parti sociali alla definizione degli obiettivi economici e sociali della Comunità.

Occorre, in primo luogo, intraprendere un'azione vigorosa e coordinata a livello comunitario nel settore dell'occupazione. Tale azione implica che gli Stati membri procedano, in collegamento con le organizzazioni interessate, alla concertazione appropriata delle loro politiche dell'occupazione e fissino gli obiettivi prioritari da raggiungere.

26. Il Consiglio della Comunità esaminerà al momento opportuno, alla luce dell'esperienza e tenendo conto dei problemi delle regioni e delle categorie di lavoratori più colpite dalle difficoltà dell'occupazione, se e in quale misura sia necessario aumentare i mezzi del Fondo sociale.

.../...

27. Convinti che in questo periodo di difficoltà economiche, si debba porre un accento particolare sulle misure sociali, i Capi di Governo confermano l'importanza che annettono alla realizzazione delle misure iscritte nel programma d'azione sociale approvato dal Consiglio con la risoluzione del 21 gennaio 1974.
28. I Capi di Governo si prefiggono come obiettivo l'armonizzazione nel progresso della protezione sociale garantita da ciascuno Stato membro senza che ciò implichi l'identità dei sistemi sociali in vigore.

Energia

29. I Capi di Governo hanno discusso il problema dell'energia e, in questo contesto, i principali problemi finanziari connessi che si pongono alla Comunità e al resto del mondo.
30. Essi hanno inoltre constatato che i Ministri dell'Energia dei Paesi della Comunità si dovranno incontrare il 17 dicembre.
31. I Capi di Governo, consapevoli dell'importanza fondamentale che il problema dell'energia riveste nell'economia mondiale, hanno discusso delle possibilità di cooperazione tra i paesi esportatori e importatori di petrolio e hanno ascoltato un'esposizione del Cancelliere della Repubblica Federale di Germania al riguardo.
32. I Capi di Governo annettono estrema importanza al prossimo incontro del Presidente degli Stati Uniti con il Presidente della Repubblica Francese.

.../...

33. Con riferimento alla risoluzione del Consiglio del 17 settembre 1974, i Capi di Governo hanno invitato le Istituzioni comunitarie ad elaborare e ad attuare al più presto una politica energetica comune.

.../...

Ulteriore appartenenza della Gran Bretagna
alla Comunità

34. Il Primo Ministro del Regno Unito ha indicato "la base sulla quale il Governo di Sua Maestà affronta i negoziati relativi all'ulteriore appartenenza della Gran Bretagna alla Comunità" e ha esposto i problemi specifici cui il Governo britannico annette la maggior importanza.
35. I Capi di Governo rammentano la dichiarazione fatta dalla Comunità all'epoca dei negoziati per l'adesione, secondo la quale, "se dovessero prodursi situazioni inaccettabili, la vita stessa della Comunità imporrebbe che le Istituzioni vi apportassero soluzioni eque".
36. Essi confermano che il sistema delle "risorse proprie" costituisce uno degli elementi fondamentali dell'integrazione economica della Comunità.
37. Essi invitano le Istituzioni della Comunità (il Consiglio e la Commissione) ad elaborare quanto prima possibile un meccanismo correttore d'applicazione generale basato, nel quadro del sistema e del funzionamento delle risorse proprie, su criteri oggettivi, e che, tenendo conto in particolare dei suggerimenti fatti allo scopo dal Governo britannico, sia atto a prevenire durante il processo di convergenza delle economie degli Stati membri l'eventuale insorgere di situazioni inaccettabili per uno Stato membro ed incompatibili col corretto funzionamento della Comunità.

BIJEENKOMST VAN REGERINGSHOOFDEN VAN DE GEMEENSCHAP
PARIJS 9 EN 10 DECEMBER 1974

- SLOTCOMMUNIQUE -

(OFFICIËLE EN DEFINITIEVE TEKST)

COMMUNIQUE

1. De Regeringsleiders van de negen Staten van de Gemeenschap en de Ministers van Buitenlandse Zaken, alsmede de Voorzitter van de Commissie, te Parijs in vergadering bijeen op uitnodiging van de President van de Franse Republiek, hebben de verschillende problemen onderzocht, waarmee Europa wordt geconfronteerd. Bij die gelegenheid werd nota genomen van de door de Ministers van Buitenlandse Zaken voorbereide rapporten. Er werd nota genomen van de overeenstemming die laatstgenoemden hebben bereikt over verschillende in deze verslagen behandelde punten.
2. De Regeringsleiders erkennen de noodzaak van een algemene aanpak van de interne problematiek in verband met de opbouw van Europa en van de problemen tussen Europa en de buitenwereld, en zijn daarbij van oordeel dat er moet worden gestreefd naar ontplooiing van en samenhang tussen de activiteiten van de Gemeenschappen en de werkzaamheden op het terrein van de politieke samenwerking.
3. De Regeringsleiders hebben derhalve besloten om samen met de Ministers van Buitenlandse Zaken drie maal per jaar te vergaderen en, elke keer dat zulks nodig is, als Raad van de Gemeenschap en uit hoofde van de politieke samenwerking.

Uitgaande van de gevestigde gebruiken en de bestaande procedures, zal het administratief secretariaat op passende wijze worden waargenomen.

Met het oog op de samenhang tussen de communautaire activiteiten en de continuïteit der werkzaamheden hebben de Ministers van Buitenlandse Zaken tot taak in het kader van de Raad van de Gemeenschap, een stimulerende en coördinerende rol te vervullen. Zij kunnen bij dezelfde gelegenheid bijeenkomen uit hoofde van de politieke samenwerking.

.../.

Het bovenstaande tast geenszins de voorschriften en procedures van de Verdragen en van de Rapporten van Luxemburg en Kopenhagen betreffende de politieke samenwerking aan. De Commissie oefent in de verschillende vergaderingen welke in de voorafgaande paragrafen zijn genoemd, haar bevoegdheden uit en speelt de rol die haar wordt toegekend door deze teksten.

4. In het perspectief van de Europese eenwording bevestigen de Regeringsleiders opnieuw hun wil om op alle onderdelen van de internationale politiek waar de belangen van de Europese Gemeenschap in het geding zijn geleidelijk gemeenschappelijke standpunten vast te leggen en een op elkaar afgestemde diplomatie te voeren. De Voorzitter treedt op als woordvoerder van de Negen en is op diplomatiek vlak hun spreekbuis. Hij ziet erop toe dat het noodzakelijke voor-overleg altijd tijdig plaatsvindt.

Gezien de steeds belangrijker wordende rol van de politieke samenwerking bij de opbouw van Europa, dient het Europese Parlement daarbij steeds nauwer te worden betrokken, o.m. via antwoorden op de vragen die parlementsleden aan de Voorzitter stellen over de werkzaamheden inzake politieke samenwerking.

5. De Regeringsleiders achten het noodzakelijk de solidariteit der Negen te versterken door verbetering van de communautaire procedures, door het tot stand brengen van nieuwe gemeenschappelijke beleidsvormen in nog nader vast te stellen sectoren, alsook door de toekenning aan de Instellingen van bevoegdheden tot handelend optreden waar zulks nodig is.
6. Ten einde de Raad van de Gemeenschap beter te doen functioneren, menen zij dat moet worden afgezien van de praktijk om voor besluiten m.b.t. ieder vraagstuk van welke aard dan ook unanimitieit van de Lid-Staten te verlangen, ongeacht hun onderscheiden standpunt ten aanzien van de op 28 januari 1966 te Luxemburg vastgestelde conclusies.

7. Aan de Permanente Vertegenwoordigers zal meer armslag worden gegeven, in dien zin dat zij alleen de belangrijkste politieke problemen aan de Raad voorleggen. Hiertoe zullen de door elke Lid-Staat nodig geachte voorzieningen worden getroffen, ten einde de rol van de Permanente Vertegenwoordigers te versterken en hen te betrekken bij de voorbereiding van de nationale standpunten over Europese zaken.
8. Voorts achten zij het van belang, gebruik te maken van de bepalingen van het Verdrag van Rome, op grond waarvan de uitvoerings- en beheersbevoegdheden die voortvloeien uit communautaire regelingen aan de Commissie kunnen worden toegekend.
9. De samenwerking tussen de Negen op terreinen die buiten het toepassingsgebied van de Verdragen liggen, zal worden voortgezet in die sectoren waar zij reeds is ingezet.

Zij zou moeten worden uitgebreid tot nieuwe gebieden door het bijeenkomen van de Vertegenwoordigers der regeringen, in het kader van de Raad bijeen, telkens wanneer dat mogelijk is.

10. Er zal een werkgroep worden opgericht om een studie te maken van de mogelijkheid om een Paspoortenunie in te stellen en, vooruitlopend daarop, om een uniform paspoort in te voeren.

Dit project zou zo mogelijk voor 31 december 1976 moeten worden voorgelegd aan de Regeringen der Lid-Statens. Daarin zal met name worden voorzien in een etappegewijze harmonisatie van de vreemdelingenwetgeving, alsmede in de afschaffing van de paspoortcontrole binnen de Gemeenschap.

11. Een andere werkgroep zal tot taak krijgen na te gaan onder welke voorwaarden en binnen welke termijn aan de burgers van de negen Lid-Staten speciale rechten kunnen worden toegekend als lid van de Gemeenschap.
12. De regeringsleiders hebben geconstateerd dat het in het Verdrag vastgelegde doel, te weten algemene verkiezingen voor het Europese Parlement, zo spoedig mogelijk dient te worden verwezenlijkt.

Op dit punt zien zij met belangstelling de voorstellen van het Europese Parlement tegemoet, en zij zouden gaarne zien dat de Raad daarover in 1976 beslist. In dit geval zouden er vanaf 1978 rechtstreekse algemene verkiezingen kunnen plaatsvinden.

Aangezien het Europese Parlement is samengesteld uit vertegenwoordigers van de volkeren van de Staten die in de Gemeenschap verenigd zijn, is het noodzakelijk dat elk volk op een passende wijze vertegenwoordigd zal zijn.

Het Europese Parlement wordt betrokken bij de ontwikkeling van de Europese opbouw. De Regeringsleiders zullen terdege rekening houden met opvattingen die zij het Europese Parlement in oktober 1972 verzocht hebben dienaangaande naar voren te brengen.

De bevoegdheden van het Europese Parlement zullen worden versterkt, met name via verlening van bepaalde bevoegdheden in het wetgevingsproces van de Gemeenschappen.

Verklaring van de Britse delegatie

De Britse Eerste Minister heeft verklaard dat de Britse Regering geenszins de Regeringen van de overige acht Lid-Staten wil

verhinderen vorderingen te maken met de rechtstreekse algemene verkiezingen voor het Europese Parlement. De Britse Regering kan zich over het voorstel niet uitspreken voordat de heronderhandelingen zijn voltooid en de resultaten daarvan aan het Britse volk zijn voorgelegd.

Verklaring van de Deense delegatie

De deense delegatie kan in dit stadium niet toezeggen de algemene verkiezingen in 1978 in te voeren.

13. De Regeringsleiders constateren dat het proces van omvorming van het geheel der betrekkingen tussen de Lid-Staten reeds begonnen is, conform de besluiten die in oktober 1972 te Parijs werden genomen. Zij zijn vastbesloten op die weg nieuwe vooruitgang te boeken.

In dit perspectief achten zij het dienstig dat de Negen zo spoedig mogelijk overeenstemming bereiken over een algemene conceptie van de Europese Unie.

In dat verband bevestigen zij, conform de verzoeken van de Parijse Conferentie van Staatshoofden en Regeringsleiders van oktober 1972, het belang dat zij hechten aan de verslagen van de Instellingen der Gemeenschap. Zij verzoeken het Europese Parlement, de Commissie en het Hof van Justitie de indiening van hun verslagen te bespoedigen en deze nog voor het einde van het eerste halfjaar 1975 uit te brengen. Zij zijn overeengekomen, de heer TINDEMANS, Eerste Minister van het Koninkrijk België, op te dragen om voor eind 1975 aan de Regeringsleiders een syntheseverslag uit te brengen, op basis van de verslagen der Instellingen en van het overleg dat hij zal plegen met de Regeringen en de kringen die representatief zijn voor de openbare mening binnen de Gemeenschap.

Economische en Monetaire Unie

14. Na te hebben geconstateerd dat het wegens de interne en internationale moeilijkheden niet mogelijk is geweest op alle punten de verwachte vooruitgang te boeken bij de verwezenlijking van de Economische en Monetaire Unie, bevestigen de Regeringsleiders dat hun wil in dezen niet is verslapt en dat zij blijven streven naar het doel dat zij zich hebben gesteld tijdens de Conferentie van Parijs.

Convergentie van de economische politiek

15. De Regeringsleiders hebben gesproken over de economische situatie in de wereld en in de Gemeenschap.
16. Zij hebben geconstateerd dat de verhoging van de energieprijzen de inflatoire tendenzen versterkt, de tekorten op de betalingsbalansen doet toenemen en de dreiging van een algemene recessie accentueert. De mutaties die de ruilvoet daardoor ondergaat, dwingen de Lid-Staten hun produktiestructuren opnieuw te oriënteren.
17. De Regeringsleiders bevestigen dat het doel van de economische politiek de inflatiebestrijding en de verdediging van de werkgelegenheid blijft. Voor het welslagen van een dergelijk beleid zal de medewerking der sociale partners een essentiële factor vormen. Zij zijn van mening dat er in de huidige omstandigheden een hoge prioriteit moet worden toegekend aan een op stabilisering gericht stimuleringsbeleid, dat wil zeggen aan een actie ter voorkoming van een algemene economische recessie en tevens tot herstel van de stabiliteit. Het is van belang dat deze actie wordt gevoerd onder uitsluiting van elke vorm van protectionisme, dat, vanwege de kettingreactie die het teweegbrengt, het stimuleringsbeleid in gevaar zou kunnen brengen.

De Lid-Staten met een overschot op de betalingsbalans moeten een economisch beleid voeren dat gericht is op stimulering van de interne vraag en op handhaving van een hoog werkgelegenheidsniveau, zonder evenwel nieuwe inflatoire impulsen te geven. Daardoor kunnen landen met grote betalingsbalanstekorten gemakkelijker een beleid voeren waarbij zij, zonder protectionistische maatregelen te nemen, een bevredigend werkgelegenheidsniveau, een stabilisering van de kosten en een verbetering van hun buitenlandse rekeningen kunnen bereiken.

18. Gezien de inspanningen die moeten worden geleverd door landen met een overschot, begroeten de Regeringsleiders de reeds door de Nederlandse Regering getroffen maatregelen op het gebied van de economische politiek als een stap in de goede richting. Voorts hebben zij met voldoening kennis genomen van het door de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland overwogen conjunctuurprogramma, met name voor wat betreft het geven van een nieuwe impuls aan de overheids - en privé - investeringen, en van het voornemen van de Belgische Regering ook soortgelijke stappen te ondernemen.

Zij hebben eveneens met voldoening kennis genomen van de maatregelen die de landen met een tekort hebben getroffen om concurrerend te blijven, ten einde aldus een beter evenwicht van de betalingsbalans tot stand te brengen en het werkgelegenheidsniveau te verbeteren.

19. Met inachtneming van de specifieke situaties van elk der Lid-Staten van de Gemeenschap - die een uniform beleid ongeschikt maken - hebben de Regeringsleiders gewezen op de dringende noodzaak om gezamenlijk overeenstemming te bereiken over de toekomstige beleidslijnen. Deze convergente beleidslijnen kunnen slechts zinvol zijn als zij worden ingegeven door communautaire solidariteit en gebaseerd zijn op permanente en doelmatige overlegprocedures. De Ministers van Economische Zaken en Financiën krijgen tot taak deze richtsnoeren in het kader der communautaire procedures ten uitvoer te leggen.

20. Het is duidelijk dat dit beleid in al zijn vormen slechts werkelijk kan functioneren wanneer de voornaamste geïndustrialiseerde landen in de Wereld een halt kunnen toeroepen aan de opkomende tendens tot recessie.

In dat verband hebben zij kennis genomen van het verslag dat de Kanselier van de Bondsrepubliek Duitsland heeft uitgebracht over zijn besprekingen met de President van de Verenigde Staten.

Zij wensen dat de President van de Franse Republiek tijdens zijn komende ontmoeting met President FORD namens de Gemeenschap wijst op het belang van convergentie van het economisch beleid van alle geïndustrialiseerde landen volgens de hierboven uiteengezette richtsnoeren.

Zij wenseneveneens dat de Gemeenschap en de Lid-Staten bij toekomstig internationaal overleg en in de bevoegde internationale organen dezelfde handelwijze volgen.

21. De Gemeenschap zal blijven bijdragen tot de harmonische ontwikkeling van de wereldhandel, met name ten opzichte van de ontwikkelingslanden, en zal daartoe constructief meewerken aan de handelsbesprekingen in het GATT waarvan zij hoopt dat zij binnenkort op actieve wijze worden voortgezet.

Regionaal beleid

22. De Regeringsleiders besluiten dat het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, waarmee verkleining wordt beoogd van de voornaamste regionale onevenwichtigheden in de Gemeenschap die het gevolg zijn van met name een overheersende positie van de landbouw, industriële veranderingen en een structureel gebrek aan werklegenheid, per 1 januari 1975 door de Instellingen van de Gemeenschap in werking zal worden gesteld.

23. In 1975 krijgt het Fonds 300.000.000 RE toegewezen, voor 1976 en 1977 jaarlijks 500.000.000 RE, d.w.z. in totaal 1.300.000.000 RE, voor een proefperiode van drie jaren.
24. Deze 1.300.000.000 RE zullen tot een bedrag van 150.000.000 RE worden gefinancierd met kredieten van het EOGFL (Afdeling Oriëntatie) die momenteel niet worden benut.

De middelen van het Fonds worden, conform het door de Commissie uitgewerkte schema, als volgt verdeeld :

België	1,5 %
Denemarken	1,3 %
Frankrijk	15 %
Ierland	6 %
Italië	40 %
Luxemburg	0,1 %
Nederland	1,7 %
Bondsrepubliek Duitsland	6,4 %
Verenigd Koninkrijk	28 %

Aan Ierland wordt echter daarenboven een bedrag van 6.000.000 RE toegewezen dat in mindering wordt gebracht op het aandeel van de overige Lid-Statens, met uitzondering van Italië.

Werkgelegenheidsproblemen

25. Bij de strijd tegen de inflatie, de dreigende recessie en de werkloosheid, zoals hierboven omschreven, dient rekening te worden gehouden met de eisen van een sociale politiek gericht op vooruitgang en rechtvaardigheid. Zo

niet, bestaat er weinig kans dat de sociale partners, zowel op nationaal als op communautair vlak, met deze strijd instemmen en er hun medewerking aan verlenen.

De Regeringsleiders wijzen er in dit verband op dat het Economisch en Sociaal Comité een belangrijke rol kan spelen ten einde de sociale partners te betrekken bij de vaststelling van de economische en maatschappelijke doelstellingen van de Gemeenschap.

In de eerste plaats dient op krachtige en gecoördineerde wijze op communautair niveau actie gevoerd te worden op het gebied van de werkgelegenheid. Dit houdt in dat de Lid-Staten, samen met de betrokken organisaties, op passende wijze hun werkgelegenheidsbeleid op elkaar afstemmen en dat zij de prioritaire doelstellingen die bereikt moeten worden, vaststellen.

26. De Raad van de Gemeenschappen zal te zijner tijd, in het licht van de ervaring en met inachtneming van de problemen van de regio's en de categorieën werknemers die het meest worden getroffen door moeilijkheden op het gebied van de werkgelegenheid nagaan of, en zo ja in welke mate, de middelen van het Sociaal Fonds moeten worden verhoogd.
27. In de overtuiging dat in deze tijd van economische moeilijkheden in het bijzonder de nadruk dient te worden gelegd op sociale maatregelen, bevestigen de Regeringsleiders het belang dat zij hechten aan de verwezenlijking van de maatregelen die vervat zijn in het sociale actieprogramma waaraan de Raad bij zijn resolutie van 21 januari 1974 zijn goedkeuring heeft gehecht.

.../.

28. De Regeringsleiders stellen zich ten doel de voortgaande sociale bescherming die door ieder Lid-Staat wordt geboden, te harmoniseren, zonder dat dit inhoudt dat de vigerende sociale stelsels identiek moeten worden.

Energie

29. De regeringsleiders hebben de energiekwestie besproken en in dat verband tevens de belangrijkste financiële problemen waarmee de Gemeenschap, en trouwens de gehele wereld, dientengevolge te kampen heeft.
30. Zij hebben er voorts nota van genomen dat de Ministers voor Energie van de landen van de Gemeenschap elkaar op 17 december zullen ontmoeten.
31. Bewust van het fundamentele belang van de energiekwestie voor de wereld-economie, hebben de Regeringsleiders gesproken over de mogelijkheden van samenwerking tussen aardolie-exporterende en aardolie-importerende landen. Zij hebben een uiteenzetting van de Bondskanselier hieromtrent aangehoord.
32. De Regeringsleiders hechten zeer veel belang aan de komende ontmoeting tussen de President van de Verenigde Staten en de President van de Franse Republiek.
33. Onder verwijzing naar de resolutie van de Raad van 17 september 1974 hebben de Regeringsleiders de communautaire Instellingen uitgenodigd zo spoedig mogelijk een gemeenschappelijk energiebeleid uit te werken en ten uitvoer te leggen.

Handhaving van het Britse lidmaatschap van de Gemeenschap

34. De Eerste Minister van het Verenigd Koninkrijk heeft meegedeeld op welke basis Harer Majesteits Regering de onderhandelingen over de handhaving van het Britse lidmaatschap benadert en heeft uiteengezet aan welke specifieke problemen de Britse Regering het grootste belang hecht.
35. De Regeringsleiders herinneren aan de bij de toetredingsonderhandelingen door de Gemeenschap afgelegde verklaring dat "indien zich onaanvaardbare situaties mochten voordoen, het bestaan van de Gemeenschap zelf zou eisen dat de Instellingen daarvoor een rechtvaardige oplossing vinden".
36. Zij bevestigen dat het systeem der eigen middelen een van de grondbeginselen van de economische integratie van de Gemeenschap vormt.
37. Zij nodigen de Instellingen van de Gemeenschap (de Raad en de Commissie) uit om zo spoedig mogelijk een algemeen toepasselijk correctie-mechanisme uit te werken, dat in het kader van het stelsel der eigen middelen en in overeenstemming met de normale werking daarvan, op basis van objectieve criteria en met inachtneming in het bijzonder van de terzake door de Britse Regering gedane suggesties, kan verhinderen dat zich tijdens de periode waarin de economieën der Lid-Staten naar elkaar toegroeien, eventueel situaties voordoen die onaanvaardbaar voor een Lid-Staat en onverenigbaar met het naar behoren functioneren van de Gemeenschap zijn.